



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Projets :

1. **OXFAM** : « *Appui à la résilience des populations les plus vulnérables, affectées par la violence et l'insécurité par l'amélioration de leur protection et l'accès aux moyens de subsistance dans 4 communautés du territoire de Masisi / Nord-Kivu* »
2. **HEKS-EPER** : « *Aide d'urgence intégrée pour améliorer les conditions de vie des personnes les plus vulnérables affectées par le conflit dans les zones difficiles d'accès du Nord-Kivu* »
3. **SOLIDARITES International** : « *Assistance multisectorielle pour les populations affectées par les déplacements dans le Territoire de Beni, Nord Kivu, RDC, Phase II* »
4. **Transcultural Psychosocial Organization (TPO)** : « *Réponse aux besoins de prévention, protection et de prise en charge des enfants et femmes affectés par les conflits armés au Sud Kivu et Maniema* »

Rapport d'évaluation final externe

Synthèse - version finale

Soumis par : « **MARAKUJA** » asbl, responsable de la mission

Elaboré par :

- Oumarou TIEMTORE, Expert en suivi-évaluation, chef de mission
- Issa KIEMTORE, Economiste statisticien



Aout 2024

TABLE DES MATIERES

Sigles et abréviations.....	i
Résumé Exécutif.....	iii
INTRODUCTION.....	1
1 DESCRIPTION DES PROJETS.....	2
1.1 Contexte et justification d projet.....	2
1.2 Objectifs des projets.....	3
1.2.1 Pour le Projet TPO	3
1.2.2 PROJET SI	4
1.2.3 PROJET HEKS/EPER	4
1.2.4 PROJET OXFAM	4
1.3 Zone de couverture et bénéficiaires.....	5
1.3.1 PROJET TPO	5
1.3.2 PROJET SI	5
1.3.3 PROJET HEKS/EPER	5
1.3.4 PROJET OXFAM	5
1.4 Description des activités menées.....	6
1.5 Ressources allouées.....	6
2 OBJECTIFS DE L'EVALUATION.....	7
3 METHODOLOGIE DE L'EVALUATION	7
4 CONSTATS, PERCEPTIONS ET APPRECIATION DU PROJET ET DE SES RESULTATS SELON LES CRITERES D'ÉVALUATION	8
4.1 Cohérence et pertinence	8
4.1.1 Cohérence interne du programme.....	8
4.1.2 Cohérence externe et pertinence du Programme.....	9
.....	10
4.2 Efficacité	11
4.2.1 Constat.....	11
4.3 Efficience.....	14
4.4 Impact.....	15
4.4.1 Degré d'assimilation et utilisation des paquets de connaissances introduites par les projets	15
4.4.2 Effets et impact induits par les projets	21
4.4.3 Attribution et facteurs contributifs aux changements perçus.....	32
4.5 Durabilité	33
4.5.1. Projet OxFam	33

4.5.2.	Projet HEKS EPER	33
4.5.3.	Projet Solidarités International.....	34
4.5.4.	Projet TPO.....	34
4.6	Analyse Transversale.....	35
4.6.1.	Sur la question du genre et de l'inclusion sociale	35
4.6.1.1.	Projet Oxfam.....	35
4.6.1.2.	Projet HEKS EPER	35
4.6.1.3.	Projet Solidarités international.....	36
4.6.1.4.	Projet TPO.....	36
4.6.1.	Sur les innovations et bonnes pratiques	37
4.6.2.	Contribution du projet à la résilience.....	38
4.6.3.	Interconnexion des paquets fournis au sein du projet.....	39
4.7	Leçons apprises	42
4.8	Synergie / Nexus :	42
5.	CONCLUSION	44
6.	RECOMMANDATIONS.....	46
Annexes	47
	<i>Annexe n°01 : Liste des acteurs/partenaires potentiels identifiés par projet</i>	<i>47</i>
	Grille d'analyse pour les évaluations des interventions de la DDC (octobre 2023).....	49

Sigles et abréviations

AdC	Agent de Changement
ADF	Allied Democratic Forces
AEP	Adduction en Eau Potable
AEPS	Adduction en Eau Potable Simplifié
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AGRA	Activités génératrices de revenu
AME	Articles Ménagers Essentiels
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
APC	Action pour la Paix et la Concorde
APCLS	L'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain
AS	Aire de Santé
ATPC	Assainissement total piloté par la communauté
AVEC	Associations villageoises d'épargne et de crédit
BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies pour le Droits Humains
BCZ	Bureau central de la zone de santé
CDCS	Centre de Crise et de Soutien
CDV	Comité de Développement du Village
CEP	Champs Ecoles Paysans
CfW	Cash for Work
CGC	Comite de Gestion de crise
CICR	Comité International de la Croix Rouge
CJ	Centre Jour
CLD	Comité Local de Développement
CLER	Comités locaux d'entretien routier
CLPD	Comités locaux de Paix et Développement
CMC	Collectif des mouvements pour le changement
CMP	Commission des Mouvements des Populations
CODECO	Coopérative pour le développement du Congo
CODESA	Comité de Développement de Santé
COGELA	Comité de Gestion des Latrines
COGEPE	Comité de Gestion des Points d'Eau
COGES	Comité de Gestion
COHP	Coordination Opérationnelle Humanitaire Provinciale
COPA	Comité des Parents
CPAP	Cellule provinciale d'appui à la pacification
CPC	Comité de Protection Communautaire
CPDG	Cellules de Paix et de Développement du Groupement
CS	Centre de santé
CSA	Collectif Stratégies Alimentaires
CSI	Core strategy index
DAL	Défécation à l'air libre
DDRCS	Désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation
DIVAS	Division des Affaires Sociales
DIVIGNRE	Division des Genre Famille et Enfant
DIVIJEUNESSE	Division de la Jeunesse
DPS	Direction provinciale de la Santé
EAE	Espace Ami d'Enfant
EAFGA	Enfant Associés dans Forces et Groupe Armé
EAS	L'Exploitation et Abus Sexuel
EHA	Eau, Hygiène et Assainissement
ENA	Enfant Non Accompagné
EP	Ecoles Primaires
EPST	Education Primaire, Secondaire et Technique
ERM	Evaluation Rapide Multi-sectorielle
ES	Enfants Séparés
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FAEVu	Fondation pour les Aigles Vulnérables
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARDC	Forces armées de la République Démocratique du Congo
FAT	Famille d'Accueil Transitoire
FC	Franc Congolais
FdF	Forum des Femmes
FOPAC -NK	Fédération des Organisations de Producteurs Agricoles du Congo- Nord Kivu
FPV	Fonds au profit des victimes
GDC	Groupes de Discussion Communautaires
GERME	Gérer Mieux votre Entreprise
GIC	Groupe d'intérêt communautaire
GIE	Groupe d'Intérêt Economique
GTPE	Groupe de Travail pour la Protection de l'Enfant
HEKS/EPER	Entraide protestante Suisse
IDPs	Internal Displaced Persons (Personnes Déplacées Internes)
IDTR	Identification, Documentation, Tracing et Réunification

IEC	Information, Education et Communication
INSO	International NGO Safety Organisation
IOV	Indicateurs Objectivement vérifiable
IPA	Inspection provinciale de l'agriculture
IPC	Integrated Phase Classification
IPPEL	Inspection provinciale de la pêche et élevage
IT	Infirmier Titulaire
M23	Mouvement du 23 mars (groupe armé)
MAF	Maitres Artisans Formateurs.
MCZ	Médecin chef de zone
MEAL	Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning
MEB	Paniers de Dépenses Minimum
MGPRI	Mécanisme de Gestion des Plaintes et Retours d'Informations
MONUSCO	Mission d'Observation des Nations Unies au Congo
MPCA	Multi-purpose Cash Assistance
MSF	Médecin Sans Frontière
MUSO	Mutuelle de solidarité
NDC-Guidon	Nduma Défense of Congo-Guidon
NPD	Noyaux de Paix et de Développement
OBC	Organisation à Base Communautaire
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OEV	Orphelins, Enfants Vulnérables
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation paysanne
OPA	Organisation des Producteurs Agricoles.
OSB	Oxfam Solidarité Belgique
OVDA	Office des voiries et des dessertes agricoles
PCAs	Plan de Continuité des Activités
PCRR	Plan Communautaire de Réduction des Risques
P-DDRCS	Programme Désarmement, Démobilisation, Relèvement communautaire et Stabilisation.
PDI	Personnes Déplacées Internes.
PDM	Post Distribution Monitoring
PEEMIR	Programme Energie et Emploi en Milieu Rural
PM	Program Manager
PNC	Police Nationale Congolaise
PPC	Plan de Protection Communautaire
PRH	Plan de réponse Humanitaire
PSA NK	Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu
PSEA	Protection against sexual exploitation and abuse
PSEA	Prévention contre l'Exploitation et Abus Sexuel
PSEA/EAS	Prévention against sexual exploitation and abuse/Exploitation et Abus sexuel
PSEAH	Protection contre les Abus, l'Exploitation et le Harcèlement Sexuels
RAVEC	Réseaux des Associations villageoises d'épargne et de crédit
RDC	République Démocratique du Congo
RECO	Relais Communautaires
RECOPE	Réseau Communautaire de la Protection de l'enfant
SAME	Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence
SDC	Confédération Suisse pour le Développement
SECAS	Service civique et affaires sociales/Forces armées de la R.D. Congo
SERA	Suivi Evaluation Redevabilité Apprentissage
SGBV	Sexuel Gender Based violence
SGTPE	Sous-Groupe de Travail de la Protection de l'Enfant
SI	Solidarités International
SOFAMAC	Solidarité des Femmes Amies des Malades Chroniques
SOPROP	Solidarité pour la Promotion de la Paix
SPC	Structure de Protection Communautaire
SVS	Survivants des violences sexuelles
TDR	Termes de Reference.
TL	Team Leader
TPO	Transcultural Psychosocial Organization
UNHAS	United Nation Humanitarian Air Service
UNICEF	United Nations of International Children Emergency Fund
USD	United States Dollars
VBG	Violence basée sur le genre
VRA	Vulnerability and Risk Assessment
WCH	War Child Hollande
ZS	Zone de Santé

Résumé Exécutif

La DDC est présente en RDC depuis 2009 avec son bureau à Bukavu au Sud Kivu et un sous bureau à Goma depuis 2017. Dans le cadre de partenariat, elle travaille avec les agences onusiennes, les ONG nationales et internationales, ainsi que les services étatiques pour la mise en œuvre des programmes d'aide humanitaire et de coopération au développement. Elle est opérationnellement active dans trois provinces : le Nord Kivu, le Sud Kivu et l'Ituri.

Depuis plus d'une décennie, la DDC finance des projets humanitaires à l'est de la RDC, avec pour but de contribuer, par des mesures de prévention ou de secours, à la sauvegarde de vies humaines lorsqu'elles sont menacées ainsi qu'au soulagement des souffrances. Divers projets sont mis en œuvre par différents partenaires de la DDC, parfois dans des zones difficiles d'accès, au profit des personnes affectées par les crises humanitaires. Le programme humanitaire soutient des projets dans divers secteurs dont la protection (protection de l'enfance, SGBV, protection communautaire), la santé d'urgence (inclus le EHA), et la réponse multisectorielle (Cash, sécurité alimentaire et moyens de subsistance, réhabilitation des infrastructures routières, etc.).

Les quatre projets objets de cette mission font partis de ce portefeuille et leur mise en œuvre est arrivée à termes dans le courant de la mi-2024.

Leurs objectifs sont variés mais convergent tous vers l'amélioration de la résilience d'enfants, de femmes et d'hommes victimes des conflits et de leurs conséquences.

C'est dans le but d'orienter ses prochaines interventions sur la base des résultats obtenus par le Projet que la DDC a initié cette mission d'évaluation dont elle a confié l'exécution à « **MARAKUJA** » asbl.

« **MARAKUJA** » asbl a mobilisé une équipe d'experts en évaluation et en collecte de données qu'il a déployé sur le terrain. L'évaluation a été conduite en suivant une approche mixte combinant des méthodes qualitatives et quantitatives. La collecte de données a porté à la fois sur des données primaires issues des enquêtes de terrain (conduite du 22 mai au 13 juin 2024) auprès des ménages et des parties prenantes mais également sur des données secondaires issues de la revue documentaire en termes de triangulation de l'information et de validité externe de l'évaluation.

Après ses investigations, « **MARAKUJA** » asbl, se fondant sur les données collectées note que les Projets se sont exécutés de manière satisfaisante sur l'ensemble des critères d'évaluation passés en revue.

Dans le détail, les constats et les appréciations sont les suivants :

Sur la cohérence et la pertinence du projet

L'ensemble des projets présentent une bonne cohérence interne. Les chaînes de résultats des projets sont bien cohérentes entre les activités mises en œuvre et les outcomes visés. Les activités dans leur diversité concourent chacune à la réalisation des produits (outputs) qui à leur tour sont susceptibles de réaliser les objectifs spécifiques visés.

Il est effectivement établi que l'amélioration de la résilience des ménages face à toutes les adversités auxquelles ils sont exposés à travers la reconstitution de leurs moyens de subsistance afin de leur permettre de se relever à la suite des chocs, l'amélioration de leur sécurité, la protection de leurs droits divers, et la prévention de la dégradation et la protection de leur environnement, la prévention et la résolution des conflits fonciers et des crises humanitaires, le soutien à l'agriculture, etc.

A l'analyse des indicateurs, on note qu'ils sont dans l'ensemble bien formulés, mesurables et sensibles sur les résultats à suivre à tous les niveaux (de l'objectif général aux produits).

On note cependant quelques insuffisances. La plus commune est le nombre d'indicateurs qui reste élevé pour l'essentiel des projets et qui ne facilite pas le suivi. D'autres insuffisances ont également été relevées mentionnées dans les rapports spécifiques.

Sur le plan de cohérence externe, les objectifs et actions des divers projets évalués s'alignent parfaitement avec les politiques nationales de la République démocratique du Congo (Plan National Stratégique de développement¹ ; Politique Nationale de protection sociale RDC² ; Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN, 2016) ; Politique de l'agriculture durable³ ; Plan National de Développement Sanitaire⁴ ; et les stratégies locales (Plan de Développement Provincial (2019-2023)⁵ du Nord Kivu) ainsi qu'avec les objectifs de développement durable (ODD)⁶. Les projets s'inscrivent également dans les orientations stratégiques et priorités de la Suisse dans les grands lacs dans les secteurs : Gouvernance, protection des civils et prévention des conflits ; Santé et nutrition ; Emploi et développement économique ainsi que le genre et la gouvernance.

En matière d'efficacité, Des données obtenues sur le niveau d'exécution des activités, on retient que dans leur ensemble, les projets ont été exécutés à un niveau acceptable.

De l'analyse des données collectées durant l'enquête de terrain, entre 82% et 97% des personnes interviewés déclarent avoir bénéficié des activités des projets de manière sûre, accessible, responsable et participative. Dans l'ensemble des secteurs d'interventions, des résultats sont visibles. Il s'agit de : (i) l'amélioration des moyens de subsistance (agriculture, production piscicole, AGR, etc.) ; (ii) l'amélioration de la Protection communautaire ; (iii) le Plaidoyer ; (iv) l'amélioration à l'accès à l'eau, l'hygiène et à l'assainissement ; (v) l'amélioration des infrastructures routières ; la gestion du foncier (accès à la terre, protection foncière, etc.).

Sur le plan de l'efficience, les données sur l'exécution financière fournies par les différents projets montrent que le taux d'exécution financière varie de 76% à 100% avec une moyenne de 90%. L'analyse des données financières des Projets confirme que dans l'ensemble, ils ont été mis en œuvre avec une bonne maîtrise des coûts en rapport avec les prévisions. Très peu de lignes budgétaires ont connu des dépassements excédant 10%, ce qui est à faciliter dans un contexte où les prix sur les marchés restent volatiles, à l'exception du Projet mis en œuvre par le partenaire HEKS EPER pour lequel des explications pourraient être trouvées dans les rapports d'audit ou à défaut dans la planification, donc dans la qualité du Projet à l'entrée. On peut donc confirmer que les projets ont été conduits avec une bonne maîtrise des coûts à l'exécution des activités pour l'essentiel. Par contre, le volume de financement dédié aux activités à bénéfice direct pour les bénéficiaires (à l'exception du Projet HEKS EPER) reste très faible (inférieur à 50%), ce qui n'augure pas d'une utilisation rationnelle des fonds vers l'atteinte des objectifs et recommande donc une amélioration de la qualité des Projets à l'entrée dans l'avenir.

Sur le plan des effets et de l'impact, le degré d'assimilation et d'utilisation des connaissances introduites par les projets à travers les formations et les sensibilisations,

¹ Plan National Stratégique de développement : <https://plan.gouv.cd/projects/pnsd>

² Politique Nationale de protection sociale RDC ;
https://socialprotection.org/discover/legal_policy_frameworks/r%C3%A9publique-d%C3%A9mocratique-du-congo-politique-nationale-de-protection

³ <https://www.fao.org/faolex/results/details/fr/c/LEX-FAOC214543/>

⁴ <https://platform.who.int/docs/default-source/mca-documents/policy-documents/plan-strategy/COD-CC-10-010-PLAN-STRATEGY-2012-fra-National-Health-Development-Plan-2019-2022.pdf>

⁵ <https://www.plan.gouv.cd/doc/PDP%20NORD-KIVU%2012%2001%202019.pdf>

⁶ Agenda 2030: <https://www.agenda-2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable>

traduisant leur niveau d'appropriation et l'évolution vers un impact durable a été évalué à travers l'enquête menée dans les zones d'intervention des différents projets. De cette enquête, on note pour l'ensemble des projets, une très bonne assimilation et utilisation des connaissances introduites, ce qui confirme leurs bienfondés en réponse aux problèmes vécus par les populations. Il existe une certaine corrélation entre la durée (expérience) de l'exposition aux projets et les connaissances, attitudes et pratiques de certains ménages et individus. En effet, de fortes proportions sont observées chez les personnes qui ont été le plus exposées aux activités des projets (bénéficiaires d'une ou de plusieurs activités de projets ou dans un temps plus long) relativement à leurs connaissances dans les domaines de la nutrition (allaitement maternel et nutrition infantile, alimentation de la femme enceinte et allaitante), de la Sécurité Alimentaire et des pratiques agricoles, de l'Eau, Hygiène et Assainissement (EHA/WASH), de la Santé (hygiène des mains et maladies feco-orales), etc...

La grande majorité des populations (entre 86% et 95%) confirment que les projets ont induit des changements dans leur vie ou au sein de leur communauté. Cette même majorité de bénéficiaires estiment que les changements induits sont moyens, positifs ou très positifs dans les divers domaines d'intervention des projets.

Sur **la durabilité**, les résultats des investigations montrent qu'au moins 72% des répondants à l'enquête menée sont optimistes quant à la possibilité pour les changements générés par le projet de perdurer et cela repose sur le fait entre autres que les compétences techniques renforcées et les appuis spécifiques apportés par les divers projets. Témoignages (CPC FDF BUKOMBO) « *Les activités de relance économique, comme les activités génératrices de revenu ou des associations villageoise d'Epargnes et de crédit nous permettent d'évoluer très bien avec les sensibilisations même sans partenaires, donc dans la communauté il faut appuyer certaines initiatives qui peuvent générés de l'argent pour la survie du projet à long terme.* »

Cependant, certains acteurs estiment que des étapes supplémentaires sont encore nécessaires comme :

Pour OXFAM

- Le renforcement des AGR au profit des leaders et structures locales pour leur permettre de poursuivre les actions de formations et de sensibilisations dans le cadre de la pérennisation des actions du projet dans la communauté ;
- La mise en place et du renforcement de relais de locaux ;

Pour SOLIDARITES International

- La nécessité de mieux préparer les capacités locales à assurer la relève de l'accompagnement au regard de leurs faibles capacités financières et la menace de l'insécurité qui pèse toujours sur les bénéficiaires ;

Pour TPO

- La nécessité de poursuivre l'accompagnement vers une véritable autonomisation reste insuffisante, la reconstitution ou le renforcement des moyens d'existence par les bénéficiaires eux-mêmes nécessitant des moyens hors de la portée de la plupart d'entre eux.

Pour HEKS EPER

- Les activités qui demanderont un renforcement sont celles relatives aux capacités des bénéficiaires à assurer efficacement l'entretien et le traitement des plantes en biopesticides sur le plan agricole et celles relatives à l'opérationnalité des comités de gestion dans leur ensemble.

Au regard de ce qui précède, la consolidation des acquis reste une nécessité du fait que les problématiques de base ayant justifié la mise en œuvre des Projets restent quasiment les mêmes à ce jour. La pauvreté, l'insécurité et tous leurs corolaires demeurent et le risque que

la majorité de ceux qui amorcent un relèvement chute à nouveau est réel. Pour la suite des opérations, le développement d'un nexus véritable avec les autres partenaires de développement et de paix reste un impératif pour obtenir de véritables changements.

C'est pourquoi la mission a formulé des recommandations clés à l'endroit de la DDC. Il s'agit entre autres de :

- ☞ Améliorer la qualité des projets à l'entrée à travers une meilleure analyse (théorie du changement) de la chaîne de résultats, une identification d'indicateurs très spécifiques à chacun d'eux afin de faciliter le suivi des changements espérés, une évaluation indépendante des baselines des indicateurs notamment d'impact et d'outcome et un calibrage raisonné des cibles sur cette base, un meilleur équilibre des budgets pour garantir que les coûts directs soient à des proportions plus élevées (au moins 60%) ;
- ☞ Mettre en place (la DDC) en externe au Projet un mécanisme de suivi, d'évaluation, de capitalisation et d'apprentissage sur les résultats dans le sens de documenter ses stratégies d'interventions ;
- ☞ Renforcer l'autonomisation des bénéficiaires jusqu'à la reconstitution/constitution de leurs moyens d'existence ;
- ☞ Définir dans le programme pays, des objectifs spécifiques précis qui traduisent l'intégration des dimensions humanitaires, de développement et de paix dans le cadre d'un nexus et conduire ou susciter le plaidoyer dans ce sens.
- ☞ Des recommandations spécifiques ont également été formulées à l'endroit des partenaires.

INTRODUCTION

La DDC est présente en RDC depuis 2009 avec son bureau à Bukavu au Sud Kivu et un sous bureau à Goma depuis 2017. Dans le cadre de partenariat, elle travaille avec les agences onusiennes, les ONG nationales et internationales, ainsi que les services étatiques pour la mise en œuvre des programmes d'aide humanitaire et de coopération au développement. Elle est opérationnellement active dans trois provinces : le Nord Kivu, le Sud Kivu et l'Ituri.

Depuis plus d'une décennie, la DDC finance des projets humanitaires à l'est de la RDC, avec pour but de contribuer, par des mesures de prévention ou de secours, à la sauvegarde de vies humaines lorsqu'elles sont menacées ainsi qu'au soulagement des souffrances. Divers projets sont mis en œuvre par différents partenaires de la DDC, parfois dans des zones difficiles d'accès, au profit des personnes affectées par les crises humanitaires. Le programme humanitaire soutient des projets dans divers secteurs dont la protection (protection de l'enfance, SGBV, protection communautaire), la santé d'urgence (inclus le EHA), et la réponse multisectorielle (Cash, sécurité alimentaire et moyens de subsistance, réhabilitation des infrastructures routières, etc.).

Au nombre de ces projets figurent :

1. Aide d'urgence intégrée pour améliorer les conditions de vie des personnes les plus vulnérables affectées par le conflit dans les zones difficiles d'accès du Nord-Kivu, mis en œuvre par *HEKS-EPER sur la période 01.08.2022 au 31.07.2024* ;
2. Appui à la résilience des populations les plus vulnérables, affectées par la violence et l'insécurité par l'amélioration de leur protection et l'accès aux moyens de subsistance en territoire de Masisi/Nord-Kivu, mis en œuvre par *OXFAM sur la période 15.05.2022 au 30.05.2024* ;
3. Assistance multisectorielle pour les populations affectées par les déplacements dans le Territoire de Beni, Nord Kivu, RDC, mis en œuvre par *SOLIDARITE international sur la période 01.06.2022 au 30.05.2024* ;
4. Réponse aux besoins de prévention, protection et de prise en charge des enfants et femmes affectés par les conflits armés au Sud-Kivu et au Maniema, mis en œuvre par *TPO sur la période 01.05.2022 au 30.04.2024*.

Afin de tirer les principaux enseignements et de formuler un avis sur la poursuite ou non de l'intervention, la DDC a demandé une évaluation externe de l'intervention en cette période charnière qui devrait voir son portefeuille humanitaire renforcé à l'horizon 2028. Les résultats de cette évaluation alimenteront également les réflexions quant au portefeuille humanitaire dans son ensemble et sa cohérence avec l'intervention de la Suisse en RDC plus globalement.

Comme précisé dans les termes de référence, la conduite de l'évaluation s'est concentrée autour des critères l'OCDE-DAC à savoir : (i) la pertinence, (ii), l'efficacité, (iii) l'efficience, (iv) l'impact et (v) la viabilité.

Après la validation du rapport de démarrage et la préparation techniques des équipes, la collecte des données s'est déroulée du 22 mai au 13 juin 2024 dans des conditions souvent difficiles notamment sur le plan sécuritaire (escalade des tensions dans certains villages couverts).

Un rapport d'évaluation a été produit pour chacun des projets. Le présent rapport en fait la synthèse des résultats des évaluations et formule des recommandations sur la suite à donner aux opérations.

1 DESCRIPTION DES PROJETS

1.1 Contexte et justification d projet

La République Démocratique du Congo (RDC) fait face à une des crises humanitaires les plus complexes et prolongées au monde, marquée par des conflits armés, des catastrophes naturelles, et des épidémies. Les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri sont particulièrement affectées par l'insécurité, les violences contre les civils et les travailleurs humanitaires, ainsi que les déplacements massifs de populations. L'état de siège instauré en mai 2021 a encore exacerbé la situation.

Les quatre projets ont relevé des défis communs liés à la pauvreté, aux conflits armés, aux déplacements forcés, et aux violations des droits humains, des besoins urgents en protection, éducation, et sécurité alimentaire. Les problèmes d'accès à l'alimentation, à la protection, aux services de base comme l'éducation, la santé, et l'eau potable, ainsi que les violences basées sur le genre et les inégalités de genre, sont des préoccupations majeures. Les crises récurrentes et l'instabilité persistante rendent la situation humanitaire extrêmement complexe, nécessitant des interventions coordonnées et soutenues pour répondre aux besoins des populations affectées.

Selon le HNO 2022, 27 millions de personnes ont besoin d'assistance, avec des besoins spécifiques en éducation pour 21 millions de personnes, dont une majorité sont des enfants et des femmes. Les cas de VBG et les violations des droits de l'enfant sont particulièrement alarmants, avec une augmentation de 73% des cas de VBG en 2021 par rapport à 2020, principalement dus à la pandémie de COVID-19.

Une évaluation en février 2022 a identifié 28 801 déplacés dans les communautés de Mwesso, Kalembe, Bukombo et Nyabiondo. Les conflits, les épidémies et les désastres naturels aggravent la pauvreté et limitent l'accès aux services de base. En 2021, 49 661 violations des droits humains ont été enregistrées, reflétant une détérioration continue de la situation sécuritaire.

La situation sécuritaire en 2021 s'est détériorée, impactant les efforts humanitaires dans les provinces de Nord-Kivu et d'Ituri. Les prix des produits de base ont augmenté en raison des perturbations liées au conflit en Ukraine.

Les organisations TPO, Oxfam, HEKS/EPER, et SI travaillent chacune à répondre aux besoins des populations vulnérables, en mettant l'accent sur la protection des droits humains, la sécurité alimentaire et le renforcement des moyens d'existence et des capacités de résilience, l'accès aux services de base, et l'amélioration des conditions de vie en général. Ces interventions sont cruciales pour atténuer les effets de la crise et promouvoir la stabilité et le développement durable dans les communautés affectées.

Les projets ciblent les populations déplacées, les communautés d'accueil, les ménages vulnérables, en mettant l'accent sur la protection, l'accès aux services de base, et le soutien aux activités économiques.

Projet TPO

Le projet TPO vise à répondre aux besoins urgents de protection et d'éducation dans les zones les plus touchées par les conflits en RDC. Le projet cible les zones de Fizi et Kabambare, où les tensions intercommunautaires et les attaques sur les civils et les infrastructures ont sévèrement limité l'accès humanitaire.

Projet Oxfam

Oxfam se concentre sur les besoins humanitaires dans le territoire de Masisi, où les déplacements de population continuent en raison des conflits.

Une évaluation d'Oxfam en février 2022 a relevé la poursuite des mouvements de population, avec 28 801 déplacés répartis entre Mwesso, Kalembe, Bukombo et Nyabiondo. Les défis incluent l'accès limité aux services de base, les politiques publiques insuffisantes et les inégalités de genre. En 2021, 49 661 violations des droits humains ont été enregistrées, avec une augmentation des violences basées sur le genre.

Projet HEX ET PER

Ce projet répond à la crise humanitaire exacerbée par les conflits armés et les catastrophes naturelles, avec une attention particulière aux besoins des déplacés internes et des communautés vulnérables.

HEKS/EPER a identifié des besoins urgents en sécurité alimentaire, infrastructures routières et accès aux services de base. La réhabilitation des infrastructures est cruciale pour améliorer l'accès aux marchés et aux services essentiels.

PROJET SI

Le projet SI se concentre sur l'amélioration des conditions de vie dans un contexte marqué par les conflits armés et l'insécurité alimentaire. La situation sécuritaire instable a conduit à des déplacements massifs et à des besoins humanitaires accrus. SI met l'accent sur l'amélioration de l'accès à l'éducation, la protection des enfants, et le soutien aux moyens de subsistance des populations affectées. Le projet vise à renforcer la résilience des communautés locales en promouvant des activités génératrices de revenus et en améliorant l'accès aux services de base.

Ces projets soulignent l'importance d'une réponse humanitaire coordonnée et adaptée aux besoins spécifiques des populations en RDC. Ils mettent en évidence les défis complexes auxquels sont confrontées les communautés locales et les efforts nécessaires pour améliorer la résilience et la sécurité économique dans les zones touchées par les conflits.

1.2 Objectifs des projets

Les projets objets de l'évaluation ont des objectifs différents dans leurs spécificités mais communs dans le fond. Ils visent tous l'amélioration des conditions d'accès aux droits humains et l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires sur plusieurs secteurs.

Plus spécifiquement, il s'agit :

1.2.1 Pour le Projet TPO

1.2.1.1 OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

L'objectif global du Projet est de « *contribuer au bien-être social, physique et mental des personnes les plus vulnérables affectées par les effets immédiats des conflits des territoires de Kalehe et Fizi au Sud Kivu, et du territoire de Kabambare au Maniema* ».

1.2.1.2 OBJECTIFS SPECIFIQUES

Deux objectifs spécifiques sont poursuivis à savoir :

1. *Renforcer et doter les communautés bénéficiaires du projet, des mécanismes communautaires de protection adéquats, accessibles à tous et propices à la prévention et à la réponse contre les VBG, les abus, l'exploitation et les troubles psychologiques à l'endroit des enfants et des femmes.*

2. *Faciliter l'accès des enfants affectés par la crise dans les communautés ciblées par le projet, à une éducation de qualité dans un environnement sûr et protecteur.*

1.2.2 PROJET SI

1.2.2.1 OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

L'objectif général du Projet est de *« contribuer à renforcer la résilience des populations vulnérables affectées par les violences dans le nord Kivu, à travers l'amélioration de leurs moyens d'existence et de leurs conditions sanitaires »*.

1.2.2.2 OBJECTIFS SPECIFIQUES

Cela passera par la réalisation des deux objectifs spécifiques ci-après :

1. *Accroître la capacité d'absorption des chocs des communautés d'accueil, retournées et déplacées face aux crises multiples affectant leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, via une assistance d'urgence et de relance agricole et économique.*
2. *Favoriser le changement de comportement des communautés ciblées pour réduire l'incidence des pratiques à risque, des maladies d'origine hydrique et à caractère épidémique.*

1.2.3 PROJET HEKS/EPER

1.2.3.1 OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

« Les populations vulnérables - en particulier les femmes et les enfants - affectées par les conflits et les déplacements bénéficient de meilleures conditions de vie immédiates et d'une résilience accrue grâce à l'amélioration de l'accès à l'assistance humanitaire, à l'eau potable, à l'autonomie alimentaire, aux moyens de subsistance et aux meilleures pratiques d'hygiène ».

1.2.3.2 OBJECTIFS SPECIFIQUES

1. *Améliorer l'autonomie alimentaire des personnes les plus touchées par les conflits en soutenant la relance de la production agricole et piscicole et contribuer à l'amélioration des conditions de vie socio-économiques des ménages producteurs de maïs et de manioc.*
2. *Accroître les moyens de subsistance de base pour les personnes vulnérables touchées par les conflits par la création d'emplois temporaires en améliorant les services de base et aux marchés.*
3. *Améliorer l'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires appropriées et aux pratiques d'hygiène adéquates pour les communautés ciblées.*
4. *Fournir une aide humanitaire rapide aux personnes les plus vulnérables touchées par les conflits par le biais de transferts en espèces ou l'organisation de foires.*

1.2.4 PROJET OXFAM

1.2.4.1 OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

Le projet vise comme objectif global de *« d'améliorer la résilience de 12 000 femmes et hommes pour résister aux chocs et au stress dans 4 nouvelles communautés cibles touchées par le conflit dans le territoire de Masisi, au Nord-Kivu, grâce à des actions qui favorisent l'accès sécurisé à des options de moyens de subsistance adaptatifs et qui réduisent les risques de protection »*.

1.2.4.2 OBJECTIFS SPECIFIQUES

Quatre (4) objectifs spécifiques formulés sous la forme d'outcomes sont poursuivis à travers ce projet. Ce sont :

1. *Les femmes et les hommes de 400 ménages vulnérables ciblés auront reconstitué les moyens de subsistance afin de leur permettre de se relever à la suite d'un choc au travers les activités de relèvement économiques et agricoles dans le respect des droits de l'homme et des mesures visant à réduire les risques liés aux conflits ;*
2. *Capacité accrue de 12 000 hommes et femmes dans les communautés cibles de prévenir les menaces à la protection de leur environnement et d'y réagir ;*
3. *Les acteurs locaux (membres de comité de médiation) ont la capacité d'identifier, de prévenir de résoudre et de sensibiliser sur les conflits fonciers ;*
4. *Les acteurs humanitaires locaux ont les Capacités de prévenir les crises humanitaires et d'y répondre.*

1.3 Zone de couverture et bénéficiaires

A l'image des objectifs, les zones d'intervention et les bénéficiaires des Projets sont également spécifiques. Il s'agit :

1.3.1 PROJET TPO

Le projet est implémenté dans 36 communautés de 3 zones de santé à savoir la ZS de BUNYAKIRI dans 16 communautés ; de ZS de KIMBI- LULENGE dans 10 communautés et la ZS de KABAMBARE dans les 10 communautés.

Les bénéficiaires directs du Projet sont estimés à près de 100.000 répartis selon les catégories ci-après : (i) des enfants séparés des groupes armés ou non-accompagnés, d'enfants orphelins ou dans des situations de précarités, en difficulté scolaire ; d'enfants en besoins de prise en charge médical et psychologique ; (ii) de survivants des violences sexuelles (SVS) ; (iii) de communautés, de ménages et de membres de RECOPE ; (iv) d'animateurs OBC et de paires éducateurs ; (v) de Maîtres Artisans Formateurs (MAF), d'enseignants et de directeurs d'écoles et de membres de COGES, COPA et leaders communautaires.

1.3.2 PROJET SI

Le projet s'est exécuté dans trois (3) Zones de Santé (ZS) sélectionnées dans le Grand Nord Kivu à savoir : ZS Beni, ZS Mabalako, et ZS Oïcha. Il a visé 103 313 personnes bénéficiaires comprenant des personnes déplacées ; des personnes retournées ; des communautés hôtes et des producteurs agricoles.

1.3.3 PROJET HEKS/EPER

Le projet a été exécuté précisément dans les zones reculées des chefferies de Bwito, Bashali/Mokoto, Batangi, Wanianga et Bamate (territoires de Rutshuru, Masisi, Walikale et Sud Lubero) dans la province du Nord-Kivu en RDC.

Les bénéficiaires directes sont estimés à 33 527 ménages affectés par les conflits soit plus de 201'160 personnes.

1.3.4 PROJET OXFAM

Le projet intervient dans 4 sites que sont Bukombo et Nyabiondo en zone de santé de Masisi ainsi que Mweso et Kalembe en zone de sante de Mweso.

Dans ce cycle de financement 2022-2024, le projet touche 12 000 bénéficiaires affectées par le conflit et/ou en situation de crise dans le territoire de Masisi. Ces bénéficiaires relèvent de

400 ménages, en raison de 100 ménages par communauté, constituée de 60% de femmes et comptera des personnes déplacées, retournées, et membres des communautés hôtes de différents groupes ethniques.

En plus des structures communautaires qui seront identifiées dans chaque communauté (CPC, FDF, AdC et NPD, OPAs), le projet a prévu d'atteindre dans sa réalisation près de 12 structures communautaires.

Quant aux bénéficiaires indirects, les quatre Projets touchent les services étatiques que sont DIVAS, PLVS, DIVIGENRE, SECAS, P-DDRRC, EPST, etc. et les autorités politico-administratives des Territoires.

1.4 Description des activités menées

A quelques différences près, les domaines d'intervention et la nature des appuis fournis restent assez similaires. Quant aux volumes des activités, ils diffèrent d'un projet à l'autre comme le montre le tableau ci-dessous.

No	Opérateurs	Titre du projet	Domaines d'intervention	Nombre d'activités ⁷
01	HEKS-EPER	Aide d'urgence intégrée pour améliorer les conditions de vie des personnes les plus vulnérables affectées par le conflit dans les zones difficiles d'accès du Nord-Kivu.	Relance agricole, WASH, Infrastructures routières (cash for work)	50
02	OXFAM	Appui à la résilience des populations les plus vulnérables, affectées par la violence et l'insécurité par l'amélioration de leur protection et l'accès aux moyens de subsistance en territoire de Masisi/Nord-Kivu.	Protection communautaire et Sécurité Alimentaire	115
03	SI	Assistance multisectorielle pour les populations affectées par les déplacements dans le Territoire de Beni, Nord Kivu, RDC.	Sécurité Alimentaire, WASH.	18
04	TPO	Réponse aux besoins de prévention, protection et de prise en charge des enfants et femmes affectés par les conflits armés au Sud-Kivu et au Maniema.	Protection de l'enfance, SGBV et Education en urgence	40

1.5 Ressources allouées

Les ressources financières allouées pour la mise en œuvre des Projets sont de **13 308 779 USD**. La DDC contribue à hauteur de **6 190 845,34 USD** représentant environ **47% des coûts totaux**. Le reste des budgets représentent des cofinancements apportés par les structures porteuses et leurs partenaires. Les détails par projet sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

⁷ Le détail des activités peut être consulté dans les rapports d'évaluation spécifiques de chaque Projet.

2 OBJECTIFS DE L'EVALUATION

L'évaluation avait pour objectif global d'analyser, sur la base de données collectées, les résultats obtenus par les Projets et d'orienter leurs prochaines phases. Elle devra permettre de tirer les principaux enseignements et de formuler un avis sur la poursuite ou non des interventions et de fournir des recommandations concrètes pour la mise en œuvre de possibles adaptations.

De manière spécifique, il s'agit :

1. en ligne avec les recommandations de l'OCDE-DAC de se prononcer sur les critères ci-après en fournissant des éléments de réponses aux questions y relatives :
 - **Pertinence** : l'intervention a-t-elle permis d'atteindre son objectif global ? L'intervention répond-t-elle aux attentes des groupes cibles ? Pourquoi ?
 - **Efficacité** : à quel degré les résultats escomptés ont-ils été atteints ?
 - **Efficience** : quels sont les moyens utilisés pour mener les activités ayant permis d'obtenir les résultats ? Pouvait-on mieux faire ?
 - **Impact** : dans quelle mesure l'intervention contribue à l'objectif final (renforcement de la résilience) ?
 - **Viabilité** : quelles sont les actions réalisées pour garantir la durabilité de l'impact de l'intervention ? Sont-elles appropriées ? Propositions de mesures alternatives ?
2. d'identification des succès, échecs, défis et les bonnes pratiques du Projet.

3 METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

L'évaluation a été conduite en suivant une approche mixte combinant des méthodes qualitatives et quantitatives. La collecte de données a porté à la fois sur des données primaires issues des enquêtes de terrain (conduite du 22 mai au 13 juin 2024) auprès des ménages et des parties prenantes mais également sur des données secondaires issues de la revue documentaire en termes de triangulation de l'information et de validité externe de l'évaluation.

Cette approche mixte a été structurée en trois grandes phases que sont :

- (i) la phase préparatoire pour le cadrage, le développement de calendrier détaillé, le développement et le test des outils de collecte et la revue documentaire (documents de projets, rapports, etc.) ;
- (ii) la phase d'investigation de terrain pour la collecte de données primaire au travers des enquêtes de terrain auprès des bénéficiaires et d'autres personnes ressources ou parties prenantes
- (iii) la phase de traitement, d'analyse des résultats des données primaires et secondaires et de rédaction et restitutions des rapports.

Le rapport initial fournit plus de détails sur la méthodologie utilisée.

4 CONSTATS, PERCEPTIONS ET APPRECIATION DU PROJET ET DE SES RESULTATS SELON LES CRITERES D'ÉVALUATION

4.1 Cohérence et pertinence

4.1.1 Cohérence interne du programme

L'ensemble des projets présentent une bonne cohérence interne. Les chaines de résultats des projets sont bien cohérentes entre les activités mises en œuvre et les outcomes visés. Les activités dans leur diversité concourent chacune à la réalisation des produits (outputs) qui à leur tour sont susceptibles de réaliser les objectifs spécifiques visés.

Il est effectivement établi que l'amélioration de la résilience des ménages face à toutes les adversités auxquelles ils sont exposés à travers la reconstitution de leurs moyens de subsistance afin de leur permettre de se relever à la suite des chocs, l'amélioration de leur sécurité, la protection de leurs droits divers, et la prévention de la dégradation et la protection de leur environnement, la prévention et la résolution des conflits fonciers et des crises humanitaires, le soutien à l'agriculture, etc.

A l'analyse des indicateurs, on note qu'ils sont dans l'ensemble bien formulés, mesurables et sensibles sur les résultats à suivre à tous les niveaux (de l'objectif général aux produits).

On note cependant quelques insuffisances. La plus commune est le nombre d'indicateurs qui reste élevé pour l'essentiel des projets et qui ne facilite pas le suivi.

Les insuffisances spécifiques relevées sont :

4.1.1.1 SUR LE PROJET OXFAM

- le nombre d'activités reste très pléthoriques (115) et traduisant ainsi une insuffisance dans la planification et avec le risque de dispersion des énergies dans la mise en œuvre ;
- Quelques indicateurs ne sont pas à leur bon niveau hiérarchique. A titre d'exemple, « % d'acteurs locaux qui se sentent préparés et disposent d'un espace au sein d'une plateforme coordonnée pour prévenir et répondre aux crises » situé au niveau de l'objectif global devrait être ramener au niveau des outcomes, car le fait de « se sentir préparé » reste une transformation de niveau primaire et qui se traduit dans la durée par les initiatives que l'on entreprend à partir de cette transformation.

4.1.1.2 SUR LE PROJET HEKS EPER

On note que certains d'indicateurs ne caractérisent pas souvent les expressions attendues aux différents niveaux hiérarchiques (peu SMART). A titre d'illustration on peut citer :

- Au niveau de l'objectif spécifique n°02, le « *montant injecté dans l'économie locale via des activités de Cash For Work* » en volume global ne semble pas être le meilleur indicateur pour mesurer « *l'accroissement des moyens de subsistance de base pour les personnes les plus touchées par les conflits* » mais plutôt la « *part de revenu supplémentaire moyen réservé l'accroissement des moyens de subsistance de chaque ménage* » ;
- Il en est de même pour l'objectif spécifique n°03 « *Améliorer l'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires appropriées et aux pratiques d'hygiène adéquates pour les communautés ciblées* » qui devrait se mesurer à travers un sentiment de mieux-être plutôt que par le « *Nombre de bénéficiaires directement sensibilisés aux bonnes pratiques d'hygiène* » qui mesure quant à lui la réalisation de l'action.

4.1.1.3 SUR LE PROJET SOLIDARITE INTERNATIONAL

La chaîne de résultats du projet est articulée de manière cohérente. En effet, les activités mises en œuvre à travers les stratégies et les précautions prises (gestion des risques) sont parmi celles les mieux adaptées pour produire les résultats immédiats (outputs) attendus. Il n'y a donc pas d'insuffisance significative à relever sur le sous-critère de cohérence interne pour ce projet.

4.1.1.4 SUR LE PROJET TPO

Lisibilité des indicateurs dans leur quasi-totalité reste problématique et rend difficile leur suivi et leur évaluation. A titre illustratif un indicateur comme « *Enfants vulnérables identifiés dans les EAE fixes et mobiles ont accès aux soins médicaux et améliorent leur état de santé psychologique et sanitaire* » expriment deux états, le premier étant un « avantage direct obtenu » du projet et le second un « changement » qui laisse des confusions sur l'objet véritablement à suivre. A cela s'ajoute la multiplicité des indicateurs au niveau des résultats qui rend diffuse la perception du véritable changement à souhaiter.

4.1.2 Cohérence externe et pertinence du Programme

Adéquation du projet avec les besoins et priorités des bénéficiaires

L'ensemble des projets sont en adéquation avec les besoins et priorités des bénéficiaires. Cette affirmation est confirmée par l'essentiel des témoignages comme l'illustrent les extraits suivants :

4.1.2.1 SUR LE PROJET OXFAM

Témoignage: FGD bénéficiaires/MWESO

- Nous avons beaucoup d'incidents de protection dans la communauté. Nous ne pouvions pas nous permettre de discuter avec une autorité militaire voir même les autorités locales. Dans des familles les enfants filles ne pouvaient pas aller à l'école, les parents préfèrent scolariser les garçons plutôt que les filles. Il y avait un problème lié au foncier car la plupart de champs appartenaient à ceux qui ont de l'argent. Considérer comme des faiseurs de lois, ils pouvaient ravir à n'importe qui son champ sans crainte, parce que nous ignorions la loi. Mais actuellement nous vivons en paix, il y a une diminution de ces actes dans notre communauté grâce au projet. Par ailleurs, nous rencontrons des difficultés dans le cadre de l'agriculture, la divagation des animaux, les vols de produits alimentaires mais à partir des sensibilisations il y a une réduction des cas de vol. Comme vous pouvez le constater avec moi, il y a des jardins un peu partout dans notre communauté à la suite des sensibilisations faites par le projet dans notre communauté, la divagation n'est plus beaucoup observée.

Témoignage :FGD Forum des Femmes/Nyabiondo

- Le besoin était la résolution des conflits fonciers, lorsque les incidents survenaient nous les amenions et avec le projet, on a mis en place des groupes NPD sur le terrain pour la résolution des conflits et nous avons fait des sensibilisations et actuellement celui qui a un problème foncier peut se référer au NPD pour régler son problème. Un autre problème est qu'avant il y avait des arrestations arbitraires, des barrières illégales et lorsque le projet était venu nous avons fait des plaidoyers et des sensibilisations et cela a diminué considérablement. Aussi, il y a certaines familles qui, lors des réunions, ne faisaient pas participer les femmes, mais actuellement certaines femmes commencent à s'efforcer pour initier les femmes dans la prise des décisions.

4.1.2.2 SUR LE PROJET HEKS EPER

Témoignage (CHEF DE GROUPEMENT KASIMBI/PINGA):

Je dirais, oui, que ce projet a une véritable raison d'être dans le contexte actuel et selon les projections pour notre communauté dans les 6 à 12 mois à venir, car il répond directement aux besoins urgents de la population. Les infrastructures, notamment les ponts, étaient en mauvais état avec des fissures significatives qui rendaient les déplacements difficiles et dangereux. La construction et la réhabilitation des ponts sont cruciales pour faciliter la mobilité, améliorer l'accès aux services essentiels et renforcer la sécurité des habitants. Cela répond à une demande pressante des autorités locales et de la population. Dans le cadre de la perspective des années suivantes, voire les prochains mois, la finalisation des projets d'infrastructure apportera des bénéfices tangibles à la communauté de PINGA et d'ailleurs. Cela inclut une amélioration de l'économie locale grâce à un meilleur accès aux marchés et à d'autres zones de commerce. En assurant des infrastructures robustes et durables, le projet contribue à la résilience de la communauté face aux défis futurs, comme les catastrophes naturelles ou les fluctuations économiques.

4.1.2.3 SUR LE PROJET SOLIDARITE INTERNATIONAL

Témoignage (CLD/MAVIVI)

Dans le contexte actuel, vraiment le projet a sa raison d'être, car nous sommes dans une situation de guerre où nous avons plus besoin d'aide et plus d'accompagnement de la part des organisations pour nous sauver de la situation. Si vous avez constaté, ici dans le village la situation humanitaire est en train de se dégrader avec la guerre. Comme nous sommes dans le contexte des conflits armés, il y a l'insécurité dans la zone. Ce projet qui avait le but de l'auto-prise en charge (comment faire l'épargne à partir du peu qu'on a, comment trouver du crédit, et beaucoup d'autres actions), en tout cas, nous souhaiterions que le projet puisse continuer parce que jusque-là nous n'avons pas encore réussi, on n'a pas encore rétabli la sécurité dans la zone. Nous ne pouvons toujours pas aller aux champs par crainte des groupes armés ; il faut continuer à initier la population et la communauté dans cette auto prise en charge, comment on peut faire l'épargne, comment on peut faire des petits commerces et ainsi de suite. En tout cas, il y a une raison d'être pour le projet.

Adéquation des projets avec les politiques nationales et locales et les objectifs de développement durable

Les objectifs et actions des divers projets évalués s'alignent parfaitement avec les politiques nationales de la République démocratique du Congo (Plan National Stratégique de développement⁸ ; Politique Nationale de protection sociale RDC⁹ ; Politique Nationale de

⁸ Plan National Stratégique de développement : <https://plan.gouv.cd/projects/pnsd>

⁹ Politique Nationale de protection sociale RDC ; https://socialprotection.org/discover/legal_policy_frameworks/r%C3%A9publique-d%C3%A9mocratique-du-congo-politique-nationale-de-protection

Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN, 2016) ; Politique de l'agriculture durable¹⁰ ; Plan National de Développement Sanitaire¹¹ ; et les stratégies locales (Plan de Développement Provincial (2019-2023)¹² du Nord Kivu) ainsi qu'avec les objectifs de développement durable (ODD)¹³. Les projets s'inscrivent également dans les orientations stratégiques et priorités de la Suisse dans les grands lacs dans les secteurs : Gouvernance, protection des civils et prévention des conflits ; Santé et nutrition ; Emploi et développement économique ainsi que le genre et la gouvernance.

Adéquation du projet avec les normes SPHERE et le Plan de réponse humanitaire (2024)

Les activités des projets sont cohérentes avec les normes SPHERE et le Plan de réponse humanitaire (2024) dont ils ont contribué de manière significative à la réalisation des objectifs en matière de WASH, de moyens de subsistance et de protection.

Interconnexion des activités avec les projets des autres partenaires

TPO	Solidarités International	HEKS EPER	Oxfam
L'analyse des secteurs d'intervention montre que 88% des acteurs intervenant dans les mêmes zones que TPO y conduisent des actions dans les mêmes secteurs, dans des secteurs transversaux ou englobant des actions de TPO. Cela ouvre des possibilités de synergie pour maximiser les effets des activités des différents acteurs.	L'analyse des secteurs d'intervention montre que 91% des acteurs intervenant dans les mêmes zones que Solidarités International (SI) y conduisent des actions dans les mêmes secteurs, dans des secteurs transversaux ou englobant des actions de SI. Cela ouvre des possibilités de synergie pour maximiser les effets des activités des différents acteurs.	L'analyse des secteurs d'intervention montre que 75% des acteurs intervenant dans les mêmes zones que HEKS EPER (HE) y conduisent des actions dans les mêmes secteurs, dans des secteurs transversaux ou englobant des actions de HE. Cela ouvre des possibilités de synergie pour maximiser les effets des activités des différents acteurs.	L'analyse des secteurs d'intervention montre que 86% des acteurs intervenant dans les mêmes zones que Oxfam y conduit des actions dans les mêmes secteurs, dans des secteurs transversaux ou englobant des actions de HE. Cela ouvre des possibilités de synergie pour maximiser les effets des activités des différents acteurs.

4.2 Efficacité

4.2.1 Constat

Des données obtenues sur le niveau d'exécution des activités, on retient que dans leur ensemble, les projets ont été exécutés à un niveau acceptable.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des niveaux d'exécution des projets à la période de leur évaluation.

Projets	Nbre d'activités		Taux d'achèvement	Observations
	Prévues	Achevées		
Projet OXFAM	115	112	91%	
Projet HEKS EPER	22	17	79%	3 activités en cours et une activité non démarrée
Projet SI	96	82	89%	6 activités non démarrées et 8 non achevées
Projet TPO	40	40	100%	RAS

¹⁰ <https://www.fao.org/faolex/results/details/fr/c/LEX-FAOC214543/>

¹¹ <https://platform.who.int/docs/default-source/mca-documents/policy-documents/plan-strategy/COD-CC-10-010-PLAN-STRATEGY-2012-fra-National-Health-Development-Plan-2019-2022.pdf>

¹² <https://www.plan.gouv.cd/doc/PDP%20NORD-KIVU%2012%2001%202019.pdf>

¹³ Agenda 2030: <https://www.agenda-2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable>

Le détail des activités réalisées est fourni dans les différents rapports spécifiques.

Les niveaux d'exécution tel que fourni ont été confirmé à travers les entretiens conduits auprès des bénéficiaires et s'illustrent comme suit par projet.

4.2.1.1 PROJET OXFAM

De l'analyse des données collectées durant l'enquête de terrain, 92,4% des personnes interviewés déclarent avoir bénéficié des activités du projet de manière sûre, accessible, responsable et participative. Les résultats les plus visibles sont ceux relatifs : (i) à l'appui à l'amélioration des moyens de subsistance (agriculture, AGR, etc.) ; (ii) à la Protection communautaire ; (iii) au Plaidoyer et (iv) au Foncier (accès à la terre, protection foncière, etc.) qui ont produit beaucoup de « fruits » selon les acteurs, car ayant permis d'amélioration l'accès aux moyens d'existence des ménages ; l'acquisition de connaissances et compétences et le changement de comportement en matière de protection communautaire, de plaidoyer et de gestion du foncier.

Témoignage: FGD bénéficiaires MWESO

- Je crois sincèrement que la mise en œuvre de ce projet a été un succès à bien des égards. Tout d'abord, nous avons bénéficié de formations enrichissantes qui nous ont permis d'acquérir de nouvelles compétences et connaissances, notamment en matière de gestion foncière et de techniques agricoles. De plus, les ressources fournies, telles que les semences et les outils agricoles, ont grandement contribué à améliorer nos pratiques agricoles et nos rendements. Enfin, la sensibilisation communautaire a été efficace, et nous avons constaté un changement positif dans les attitudes et les comportements des membres de la communauté, ce qui démontre que le message du projet est bien passé.

Témoignage: FGD Forum des Femmes MWESO

- Les sensibilisations ont été très efficaces, car les membres de la communauté étaient vraiment actifs et engagés dans ces activités. Les frais de fonctionnement ont également bien servi, car ils nous permettaient de payer les piles des mégaphones pendant les sensibilisations, assurant ainsi une communication continue et efficace.

4.2.1.2 PROJET HEKS EPER

Il ressort de l'analyse des données que les 82% des personnes interviewés déclarent avoir bénéficié des activités du projet de manière sûre, accessible, responsable et participative et pendant que 58% estiment que le projet a atteint les résultats souhaités. Ainsi les résultats les plus visibles sont ceux relatifs à : (i) la production agricole et piscicole, à l'amélioration à l'accès à l'eau, à l'assainissement et de l'accès aux infrastructures routières qui ont produit beaucoup de « fruits » selon les acteurs, car ayant permis d'amélioration l'accès aux moyens d'existence des ménages ; (ii) le changement de comportement en matière d'hygiène et d'assainissement ainsi que l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Illustration sur le plan agricole « Appui en semences et outillages agricoles » : 97% des personnes interviewées déclare avoir obtenu un appui dans ce sens. Parmi ceux-ci, 42% et 75% estiment avoir reçu des semences en quantité suffisante et de qualité respectivement. Aussi, 65% des bénéficiaires apprécient positivement le processus de sélection des bénéficiaires pour bénéficier de l'appui en intrants et outillages agricoles. Certains bénéficiaires ont appris (84%) et appliquées (84%) de nouvelles techniques de production agricoles. Ces techniques sont entre autres : le semi en ligne (91%) ; le choix du terrain (75%), le labour (70%) et le défrichage (68%).

4.2.1.3 PROJET SOLIDARITE INTERNATIONAL

Les résultats des entretiens réalisés auprès des bénéficiaires conforte également l'état d'exécution signalé plus haut. En effet, les acteurs estiment également que le projet a été efficace dans la mesure où les activités prévues ont été toutes réalisées « *Oui, tout a été fait comme prévu. On a construit les sources d'eau, les formations ont été faites, ce qui reste c'est le suivi pour que les gens continuent à mettre en pratiques les acquis de la formation et ceux du projet* ».

Dans le détail, on note que :

- Les activités des résultats 1.1 « *Une réponse aux besoins de base (notamment alimentaires) des personnes déplacées et familles d'accueil est assurée à travers une assistance alimentaire d'urgence (via des transferts monétaires)* » et 1.2 « *Les communautés sont appuyées par des activités de relance agricole et économique adaptées* » ont été exécutés à hauteur de 100% ; la « *Sensibilisation aux pratiques alimentaires adéquates (allaitement maternel exclusif les 6 premiers mois / bouillie enrichie pour les enfants de 6 à 24 mois / pratiques d'hygiène)* » a même touché plus du double des effectifs planifiés à savoir 45952 personnes contre 20.000 soit un taux de couverture de 230% ;
- Les activités du résultats 2.1 « *Une assistance EHA d'urgence est délivrée à travers un accès aux services de base d'eau potable, infrastructures d'hygiène et d'assainissement, et des sensibilisations à la promotion à l'hygiène : 54 000 bénéficiaires directs* » quant à elles ont connu une faible performance, les quatre (4) activités planifiées n'ayant été réalisées qu'à une hauteur moyenne de 35%.
- Au niveau du résultat 2.2, la faible performance de l'activité 2.2.5.2 « *Identification et formation de comité de gestion des points d'eau (COGEPE)* », réalisée à hauteur de 11% pourrait être à la base de difficultés de gestion des points d'eau mis en place et ainsi compromettre leur durabilité.

4.2.1.4 PROJET TPO

Là également les acteurs estiment également que le projet a été efficace dans la mesure où les activités prévues ont été toutes réalisées « *Tout ce à quoi nous on s'attendait n'a pas été réalisé mais tout ce que le projet avait prévu de faire a été effectivement réalisé* ».

La qualité des résultats obtenus a été également appréciée pendant les investigations de terrain. La qualité des résultats obtenus à partir des activités ci-après est particulièrement bien visible : (i) sensibilisations qui ont produit beaucoup de fruit selon les acteurs, car ayant permis le retrait d'enfants des groupes armés et la baisse des cas de violence basées sur le genre ; (ii) la réalisation d'infrastructures de base ; et les renforcements des compétences et capacités des acteurs à travers la maîtrise dont ils font preuve des thématiques développées.

« Beaucoup d'enfants ont été sensibilisés et beaucoup ont accepté de retourner dans la vie civile ». A cela s'ajoute la lutte contre les VBG. Avant TPO, il y avait beaucoup de cas de violence, mais actuellement ces problèmes ne sont plus nombreux et les gens ont compris très bien ce que la violence. »

4.3 Efficience

La recherche de l'efficience vise principalement la rationalisation dans l'utilisation des ressources.

Les taux d'exécution financière des quatre projets s'établissent comme suit :

Projets	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution
1. OXFAM	1 490 640	1 440 029	97%
2. HEKS-EPER	5 600 000	4 280 176	76%
3. SOLIDARITES International	3 600 000	3 600 000	100%
4. TPO	2 990 509	2 990 509	100%
Ensemble des projets	13 681 149	12 310 714	90%

D'une manière globale, l'analyse des données financières des Projets confirme que dans l'ensemble, ils ont été mis en œuvre avec une bonne maîtrise des coûts en rapport avec les prévisions. Très peu de lignes budgétaires ont connu des dépassements excédant 10%, ce qui est à faciliter dans un contexte où les prix sur les marchés restent volatiles, à l'exception du Projet mis en œuvre par le partenaire HEKS EPER pour lequel des explications pourraient être trouvées dans les rapports d'audit ou à défaut dans la planification, donc dans la qualité du Projet à l'entrée. On peut donc confirmer que les projets ont été conduits avec une bonne maîtrise des coûts à l'exécution des activités pour l'essentiel. Par contre, le volume de financement dédié aux activités à bénéfice direct pour les bénéficiaires (pour l'ensemble des projets) reste très faible, ce qui n'augure pas d'une utilisation rationnelle des fonds vers l'atteinte des objectifs et recommande donc une amélioration de la qualité des Projets à l'entrée dans l'avenir.

Dans le détail, les conclusions par Projet sur le critère d'efficience sont les suivantes :

OXFAM : le taux d'exécution financière est de l'ordre de 97%, ce qui est en corrélation étroite avec d'une part les réalisations physiques et d'autre part les affirmations reçues des bénéficiaires. Les dépassements budgétaires excédant 10% des prévisions par ligne budgétaire restent négligeables, traduisant une très bonne maîtrise des coûts à l'exécution des activités. Par contre, le volume de financement dédié aux activités à bénéfice direct pour les bénéficiaires (environ 34% du coût du Projet) reste très faible (50% à 60% restant raisonnables en RDC au regard des coûts logistiques de mise en œuvre contre 70% à 80% souhaité au plan international) et n'augure pas d'une utilisation rationnelle des fonds vers l'atteinte des objectifs ;

HEKS-EPER : L'analyse des données financières du Projet suggère des insuffisances dans la maîtrise des coûts d'exécution et par conséquent, une efficience limitée qui pourrait trouver ses explications à travers les rapports d'audit ou à défaut dans la planification, donc dans la qualité du Projet à l'entrée. Cependant, le volume de financement dédié aux activités à bénéfice direct pour les bénéficiaires (environ 54% du coût du Projet) rentre dans les limites de satisfaction quant à une utilisation rationnelle des fonds vers l'atteinte des objectifs ;

SOLIDARITES International : A l'analyse des données financières du Projet et en corrélation avec d'une part les réalisations physiques et d'autre part les affirmations reçues des bénéficiaires, on peut confirmer que le projet a été conduit avec une bonne maîtrise des coûts à l'exécution des activités. Par contre, le volume de financement dédié aux activités à bénéfice direct pour les bénéficiaires (environ 43% du coût du Projet) reste très faible et n'augure pas d'une utilisation rationnelle des fonds vers l'atteinte des objectifs ;

Transcultural Psychosocial Organization (TPO) : A l'analyse des données financières du Projet et en corrélation avec d'une part les réalisations physiques et d'autre part les affirmations reçues des bénéficiaires, on peut confirmer que le projet a été conduit avec une bonne maîtrise des coûts à l'exécution des activités. Par contre, le volume de financement dédié aux activités à bénéfice direct pour les bénéficiaires (environ 43% du coût du Projet) reste très faible et n'augure pas d'une utilisation rationnelle des fonds vers l'atteinte des objectifs.

4.4 Impact

4.4.1 Degré d'assimilation et utilisation des paquets de connaissances introduites par les projets

Le degré d'assimilation et d'utilisation des connaissances introduites par les projets à travers les formations et les sensibilisations, traduisant leur niveau d'appropriation et l'évolution vers un impact durable a été évalué à travers l'enquête menée dans les zones d'intervention des différents projets.

De cette enquête, on note pour l'ensemble des projets, une très bonne assimilation et utilisation des connaissances introduites, ce qui confirme leurs bienfondés en réponse aux problèmes vécus par les populations. Il existe une certaine corrélation entre la durée (expérience) de l'exposition aux projets et les connaissances, attitudes et pratiques de certains ménages et individus. En effet, de fortes proportions sont observées chez les personnes qui ont été le plus exposées aux activités des projets (bénéficiaires d'une ou de plusieurs activités de projets ou dans un temps plus long) relativement à leurs connaissances dans les domaines de la nutrition (allaitement maternel et nutrition infantile, alimentation de la femme enceinte et allaitante), de la Sécurité Alimentaire et des pratiques agricoles, de l'Eau, Hygiène et Assainissement (EHA/WASH), de la Santé (hygiène des mains et maladies feco-orales), etc...

Selon les thématiques, cette assimilation varie d'un projet à l'autre et s'illustre comme suit :

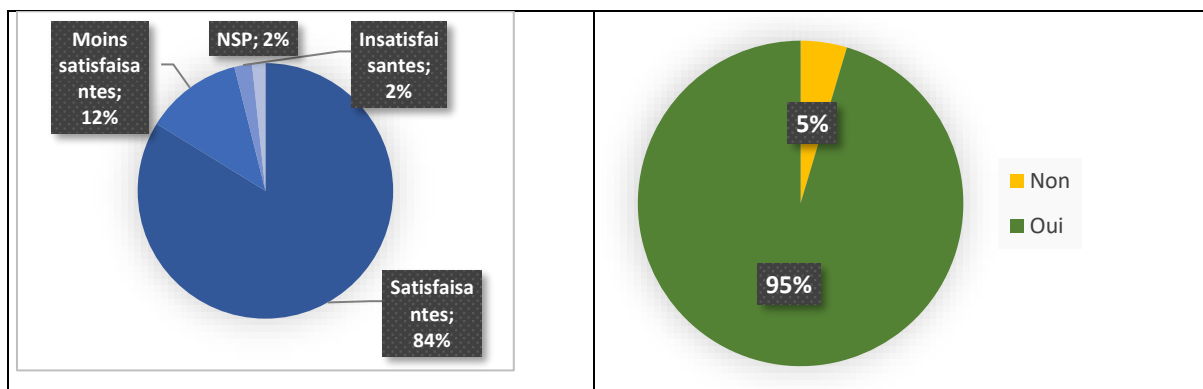
4.4.1.1 PROJET OXFAM

En rapport avec l'accès aux moyens de subsistance : soutien agricole

Les données indiquent que 80% des bénéficiaires ont participé aux champs de démonstration. Comme l'illustre la **Error! Reference source not found.**, parmi ceux, 96% des bénéficiaires déclarent avoir appris de nouvelles techniques introduites par le projet, telles que : le Choix du terrain (80%) ; Défrichage (72%) ; Labour (66%) ; Semis en ligne (75%) ; Entretien (sarclage) (41%) ; Traitement des plantes en biopesticides (28%). Les techniques apprises ont été appliquées par 97% des bénéficiaires. Cependant ; certaines telles que l'entretien des champs (sarclage...) et au traitement des plantes en biopesticides demanderont un recyclage.

Aussi, 95% et 91% des personnes interviewés formées/sensibilisées se déclarent membre d'une AVEC ou un MUSO initié par le projet et ont accès au crédit à travers les AVEC et les MUSO, respectivement.

Figure 1 : Participation aux champs de démonstration?	Aviez-vous appliqué (appliquez-vous) certaines de ces nouvelles techniques dans votre champ privé ?
--	--



En rapport avec la protection communautaire et le plaidoyer

Les données montrent qu'au moins 52% des personnes interviewées ont bénéficié de formation et/ou sensibilisation sur les thématiques relatives à la protection / plaidoyer. Ce qui a renforcé leurs connaissances, attitudes et pratiques en la matière. On note par exemple que 88% (87% des femmes vs 87% des hommes) des bénéficiaires interrogés s'estiment capables d'identifier au moins un risque de protection tels que : les taxes illégales (71%) ; le Vols (bien ou bétails : 53%) ; les Viol/Violences sexuelles (44%), les arrestations arbitraires (41%), les conflits fonciers (36%) ; le travail forcé (32%) ; etc. Par ailleurs, les bénéficiaires connaissent les attitudes à adopter face aux risques et menaces. Les attitudes les plus courantes citées sont entre autres : « Je contacte les autres autorités locales » (62%) ; « Je contacte un chef coutumier » (39%) ; « Je pars à la PNC » (35%) ; Je contact les « SPC » (33%) ; « Je contacte les ONG » (23%) et « je rencontre avec une structure de protection pour soulever le problème » (23%).

Près de la moitié des bénéficiaires ont des connaissances catégorisées de Niveau 1 : « Connaissance superficielle (ex : le viol des femmes est mauvais), des lois qui peuvent vous protéger ». Il existe des disparités entre femmes et hommes. En effet, alors que la majorité des femmes ont des connaissances classées de niveau 1, celles de la majorité des hommes sont classées de niveau 2.

Témoignage: FGD bénéficiaires MWESO

- Je crois sincèrement que la mise en œuvre de ce projet a été un succès à bien des égards. Tout d'abord, nous avons bénéficié de formations enrichissantes qui nous ont permis d'acquérir de nouvelles compétences et connaissances, notamment en matière de gestion foncière et de techniques agricoles. De plus, les ressources fournies, telles que les semences et les outils agricoles, ont grandement contribué à améliorer nos pratiques agricoles et nos rendements. Enfin, la sensibilisation communautaire a été efficace, et nous avons constaté un changement positif dans les attitudes et les comportements des membres de la communauté, ce qui démontre que le message du projet est bien passé.

En rapport avec la gestion du foncier

Près de la moitié des bénéficiaires interrogés reconnaissent avoir bénéficié de formation et/ou sensibilisation relatives au foncier. Ainsi, les données révèlent que :

- 85% des bénéficiaires s'estiment en mesure d'identifier un type de conflit foncier fréquent dans leurs communautés. Les conflits les plus récurrents pouvant être : des conflits des limites des champs ; des conflits fonciers liés à l'héritage, la vente illicite des champs ;
- 62% sont engagés dans la résolution des conflits fonciers et contribuent à la cohabitation pacifique et cohésion sociale en situation de conflit ;
- 73% estiment que leurs capacités en prévention et résolution des conflits fonciers sont renforcées.

En rapport avec le leadership humanitaire local

Les résultats des enquêtes terrain indiquent qu'entre 37% et 39% des bénéficiaires interrogés ont bénéficié d'une formation et/ou d'une sensibilisation sur le leadership humanitaire local. Il ressort également que 1/3 des personnes interviewés ont déjà réalisé une évaluation des risques environnementaux de la vulnérabilité (VRA) avec l'implication des autorités. Par ailleurs, la majorité des populations sont tout au moins d'accord avec les affirmations suivantes :

- Les IDPs se sentent intégrer dans cette communauté et accèdent aux moyens de subsistance (96%) ;
- Je suis engagé dans la résolution des conflits fonciers et contribuent à la cohabitation pacifique et cohésion sociale en situation de conflit (55%).

4.4.1.2 PROJET HEKS EPER

En rapport avec l'amélioration de l'autonomie alimentaire et les conditions de vie

L'analyse du degré d'assimilation/utilisation des connaissances en matière d'amélioration de l'autonomie alimentaire et des conditions de vies est essentiellement axée sur une description des connaissances et pratiques agricoles que les bénéficiaires ont reçues au cours de leur participation au projet. Comme l'illustre le ci-après, au moins 68% des bénéficiaires se rappellent la majorité des thèmes abordés lors des formations en techniques agricoles dans les champs de démonstration.

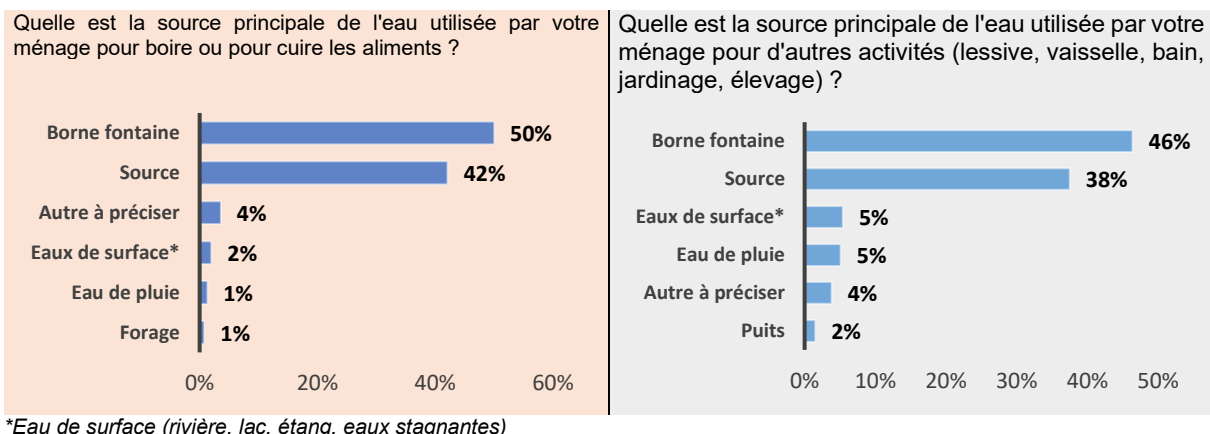
Les thématiques qui demanderont un recyclage sont ceux relatifs à l'entretien et au traitement des plantes en biopesticides.

Tableau : Connaissance reçue sur le volet agricole

Techniques	Déplacé / Multi déplacé / Déplacé pendulaire	Retourné	Ménage hôte (qui accueille des déplacés dans son foyer)	Résident (qui n'accueille pas de déplacés)	Total
Semis en ligne	100%	88%	94%	92%	91%
Choix du terrain	50%	63%	71%	83%	75%
Labour	67%	43%	82%	84%	70%
Défrichage	67%	49%	71%	78%	68%
Entretien (sarclage...)	33%	22%	47%	46%	38%
Traitement des plantes en biopesticides	0%	13%	12%	13%	13%

En rapport avec l'accès à l'eau

L'analyse du degré d'assimilation/utilisation des connaissances et pratiques en matière d'eau est essentiellement axée sur une description des connaissances et pratiques des bénéficiaires en lien avec le paquet d'EHA dont ils ont bénéficié au cours du projet (aménagement / réhabilitation et de gestion des points d'eau, etc.). Les résultats montrent que 51% des bénéficiaires utilisent des points d'eau améliorés pour leurs besoins dans les ménages. Aussi, pour la gestion des points d'eau, 78% des ménages déclarent qu'il existe un comité de gestion de l'eau dans leur communauté qui a tenue au moins une réunion dans les 12 derniers mois (selon 85% des répondants) et qui entretient souvent le point d'eau potable (selon 62% des bénéficiaires). Toutefois, 7% des bénéficiaires déclarent que les points d'eau de leurs communautés ne sont jamais entretenus. Ceci constituerait un indice de dysfonctionnement des comités concernés et ou de l'insuffisance de la sensibilisation des populations à l'entretien et à la protection des sources.



En rapport avec l'hygiène et l'assainissement

En matière de WASH, le projet a accompagné les populations dans la conduite de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) à travers la réalisation de latrines familiales et également des aires de lessivage, les sensibilisations à l'importance de l'utilisation de latrines et de lavage des mains. De l'enquête, il ressort que 29% des répondants utilisent des toilettes améliorées alors que 6% continuent de pratiquer la défécation dans la nature. Par ailleurs, les résultats montrent que 91% des bénéficiaires interviewés connaissent que l'eau de boisson souillée conduit à des maladies au nombre desquelles on peut citer : la fièvre typhoïde (61%) ; le choléra (62%) et la diarrhée (85%), qui sont les plus connues des bénéficiaires. Les bénéficiaires interrogés connaissent également les risques liés à la défécation à l'air tels que la contamination des cours d'eau rivières (42%) ; la prolifération de mouches et de moustiques (44%) et la contamination des cultures et potagers (60%).

En matière d'hygiène, de l'enquête, il ressort que 77% et 67% des répondants connaissent et pratiquent au moins trois moments clés de lavage des mains respectivement. S'agissant des maladies hydriques, les résultats de l'étude montrent des proportions élevées de bénéficiaires en mesure de citer quelques-unes, leurs causes et ainsi que les stratégies pour les éviter.

L'examen d'autres aspects d'hygiène des ménages révèle que seulement 13% et 12% de ces ménages conservent bien les aliments et les ustensiles de cuisine respectivement. Près de la moitié de ces ménages ont des pratiques d'hygiène approximatifs. En effet, 51% conservent partiellement bien les aliments tandis que 47% gardent des ustensiles propres mais mal conservés.

4.4.1.3 PROJET SOLIDARITES INTERNATIONAL

En rapport avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle :

Comme l'illustre le **tableau ci-après**, au moins 80% des bénéficiaires se rappellent les thèmes abordés lors des formations en techniques agricoles. Par ailleurs, au moins 71% des bénéficiaires parviennent à identifier les thèmes de sensibilisation sur la nutrition.

Tableau 1 : Connaissance reçue en relance Agricole et dans le domaine nutritionnel

Nature bénéfiques	Temps d'exposition au projet			Total
	Moins d'une année	1 année	2 années ou plus	
Relance agricole				
Formation techniques agricoles				
Préparation du champ, aménagement des pépinières et l'itinéraire technique des cultures maraichères (chou, amarante, etc.)	88%	99%	100%	97%

Nature bénéfiques	Temps d'exposition au projet			Total
	Moins d'une année	1 année	2 années ou plus	
La lutte phytosanitaire biologique des cultures et l'itinéraire technique des cultures vivrières (maïs, haricot, etc.)	95%	98%	100%	98%
Les techniques de récolte et la gestion post-récolte des cultures vivrières (maïs, arachide et haricot)	78%	80%	78%	80%
Autre à préciser	3%	3%	4%	3%
Nutrition				
L'alimentation du nourrisson et du jeune enfant	72%	75%	82%	76%
L'alimentation de la femme enceinte et allaitante	70%	75%	92%	77%
L'hygiène alimentaire	84%	69%	87%	75%
Alimentation à 4 étoiles	74%	75%	82%	76%
La composition et la préparation de la bouillie enrichie.	72%	72%	69%	71%
Autre à préciser	14%	14%	0%	11%

Ces résultats témoignent des traces que laissent le projet sur l'amélioration des connaissances des bénéficiaires sur ces thématiques de relance agricole et de nutrition.

En rapport avec la relance économique

Comme l'illustre le **En rapport avec l'hygiène et l'assainissement**

En matière de WASH, le projet a accompagné les populations dans la conduite de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) à travers la réalisation de latrines familiales et également des aires de lessivage, les sensibilisations à l'importance de l'utilisation de latrines et de lavage des mains. De l'enquête, il ressort que 29% des répondants utilisent des toilettes améliorées alors que 6% continuent de pratiquer la défécation dans la nature. Par ailleurs, les résultats montrent que 91% des bénéficiaires interviewés connaissent que l'eau de boisson souillée conduit à des maladies au nombre desquelles on peut citer : la fièvre typhoïde (61%) ; le choléra (62%) et la diarrhée (85%), qui sont les plus connues des bénéficiaires. Les bénéficiaires interrogés connaissent également les risques liés à la défécation à l'air tels que la contamination des cours d'eau rivières (42%) ; la prolifération de mouches et de moustiques (44%) et la contamination des cultures et potagers (60%).

En matière d'hygiène, de l'enquête, il ressort que 77% et 67% des répondants connaissent et pratiquent au moins trois moments clés de lavage des mains respectivement. S'agissant des maladies hydriques, les résultats de l'étude montrent des proportions élevées de bénéficiaires en mesure de citer quelques-unes, leurs causes et ainsi que les stratégies pour les éviter.

L'examen d'autres aspects d'hygiène des ménages révèle que seulement 13% et 12% de ces ménages conservent bien les aliments et les ustensiles de cuisine respectivement. Près de la moitié de ces ménages ont des pratiques d'hygiène approximatifs. En effet, 51% conservent partiellement bien les aliments tandis que 47% gardent des ustensiles propres mais mal conservés. la grande majorité (97%) des bénéficiaires se souviennent du module d'initiation aux AGR contrairement aux modules d'alphabétisation et de formation aux métiers. Ces derniers modules n'ont pas concernés tous les bénéficiaires. Par ailleurs, les bénéficiaires ont montré de grands intérêts pour la formation sur les AVEC, au moins 62% se souviennent de l'ensemble des modules abordés.

Tableau 2 : Connaissances reçues en relance économique

Nature bénéfiques	Temps d'exposition au projet			Total
	Moins d'une année	1 année	2 années ou plus	
Formation AGR				
Formation à l'initiation d'Activités Génératrices de Revenu/ la mise en place et la gestion d'une AGR.	100%	100%	67%	97%
Alphabétisation.	43%	33%	33%	41%
Formation en métiers (coupe et couture, petit élevage).	11%	33%	33%	16%

Formation AVEC				
Module 1 : Groupes, leadership et élections.	79%	17%	0%	62%
Module 2 : Règlements de la caisse de solidarité, l'achat de parts et les prêts.	86%	33%	67%	76%
Module 3 : Elaboration du règlement intérieur de l'association.	82%	17%	33%	68%
Module 4 : Première réunion d'épargne.	93%	100%	67%	92%
Module 6 : Premier remboursement de crédit.	100%	100%	100%	100%
Module 7 : Partage des fonds.	82%	33%	67%	73%

NB : Voir tableau détaillé dans les annexes

Sur la base de ces résultats, on se réjouit de l'empreinte du Projet sur le niveau de connaissance des bénéficiaires sur les thématiques abordées.

En rapport avec l'eau, hygiène et assainissement

Les résultats des analyses montrent que 74% des bénéficiaires utilisent des points d'eau améliorés pour leurs besoins dans les ménages. Aussi, 52% des ménages utilisent des sources d'eau améliorées construites/réhabilitées par Solidarités International (SI). Pour la gestion des points d'eau, 66% des ménages déclarent qu'il existe un comité de gestion de l'eau dans leur communauté. Toutefois, bien que 89% des bénéficiaires estiment que les comités ont tenue au moins une réunion au cours des 12 derniers mois, 9% des bénéficiaires déclarent également, les points d'eau de leurs communautés ne sont jamais entretenus. Ceci constituerait un indice de disfonctionnement des comités concernés et une conséquence directe de la performance du projet dans la réalisation l'activité de renforcement des capacités des comités de gestion des points d'eau (COGEPE). En rappel, seulement 1 comité sur 9 prévus a été identifié et formé, soit un taux d'exécution de 11%.

En matière d'assainissement, l'on note un usage répandu des toilettes non améliorées (persistance des habitudes ; lenteur dans l'adoption des toilettes améliorées compte tenu des coûts des installations ; in habitudes de fréquenter les toilettes améliorées disponibles dans les lieux publics : écoles, centre de santé ; etc.) chez les répondants malgré que les bénéficiaires interviewés soient suffisamment informés sur les moments critiques de lavage des mains, les facteurs des maladies diarrhéiques (86% connaissent au moins facteurs) et de propagation des épidémies (85% connaissent au moins facteurs).

Tableau 3 : Connaissances, pratiques en matière d'Eau, hygiène et assainissement

Questions/rubriques	Domaines/connaissances/pratique	Temps d'exposition au projet			Total
		Moins d'1 année	1 année	2 années ou plus	
Eau					
Source principale d'eau utilisée	Point d'eau amélioré	69%	73%	87%	74%
	Point d'eau non-amélioré	31%	27%	13%	26%
Existe -il dans votre communauté un comité de gestion de l'eau	Non	31%	34%	28%	32%
	Oui	66%	65%	72%	66%
	Ne sait pas	3%	2%	0%	2%
Assainissement/santé					
Type toilettes utilisé	Installation sanitaire améliorée	0%	2%	0%	1%
	Installation sanitaire non-améliorée	100%	98%	98%	98%
	Pas d'installation sanitaire/défécation à l'air libre	0%	0%	2%	0%
Hygiène					
Lavages des mains	Connait un seul moment	0%	0%	0%	0%
	Connait deux moments critiques	0%	2%	2%	2%
	Connait trois moments ou plus	100%	98%	98%	98%
Facteurs diarrhées	Connait un seul facteur	3%	4%	2%	4%

Facteurs épidémie	Connait deux facteurs	16%	10%	4%	11%
	Connait trois facteurs ou plus	81%	85%	94%	86%
	Connait un seul facteur	10%	7%	2%	7%
	Connait deux facteurs	9%	10%	4%	9%
	Connait trois facteurs ou plus	81%	83%	94%	85%

4.4.1.4 PROJET TPO

Comme pour tous les autres projets, le degré d'utilisation des connaissances introduites par ce projet sont observées chez les personnes qui ont été le plus exposées aux activités dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'hygiène (leur utilisation des sources d'eau et des toilettes améliorées, à la pratique du lavage des mains), etc. comme le montre le tableau ci-dessous.

		Temps d'exposition au projet				
		Moins d'une année	1 année	2 années	Plus de 2 années	Total
Type de toilettes utilisées	Toilettes améliorée	67%	49%	55%	54%	56%
	Toilettes non améliorée	22%	37%	36%	43%	37%
	Nature	12%	14%	9%	3%	7%
Source d'eau utilisées	Eau non potable	41%	33%	26%	35%	35%
	Eau Potable	59%	67%	74%	65%	65%
Connaissances moments de lavage des mains	Un seul moment	6%	0%	2%	1%	2%
	Deux moments critiques	27%	26%	13%	12%	17%
	Trois moments ou plus	67%	74%	85%	88%	81%
Pratiques moments de lavage des mains	Un seul moment	10%	5%	6%	2%	4%
	Deux moments critiques	35%	19%	13%	11%	17%
	Trois moments ou plus	55%	77%	81%	87%	78%

4.4.2 Effets et impact induits par les projets

L'évaluation des effets et impacts des projets est réalisée à travers une analyse des données sur les changements en termes de pratiques et d'attitudes suite à l'acquisition de connaissances et de moyens. Elle se fonde sur les résultats de l'enquête d'évaluation (perceptions des bénéficiaires) ainsi que sur les récits et témoignages des bénéficiaires et acteurs. Cette analyse de la situation actuelle (à l'achèvement des projets) est comparée aux données de la situation de référence lorsqu'elles existent.

4.4.2.1 PROJET OXFAM

Le projet a introduit ou renforcé des infrastructures, des connaissances et pratiques dans divers domaines socioéconomiques et les moyens de subsistance de certains ménages des communautés d'intervention.

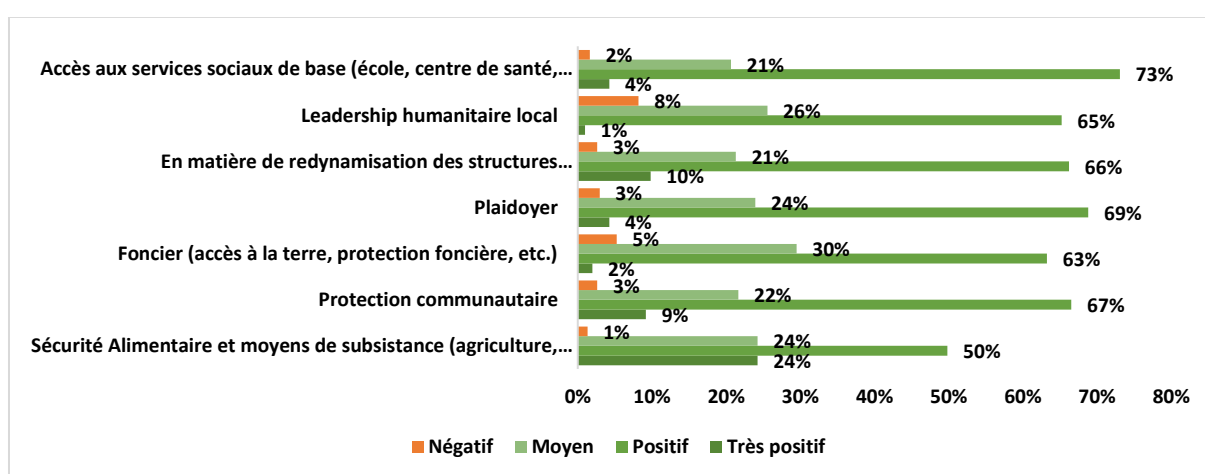
La grande majorité des populations (au moins 94%) confirment que le projet a induit des changements dans leur vie ou au sein de leur communauté. Par ailleurs, 99% des bénéficiaires estiment que les changements induits sont moyens, positifs ou très positifs pour diverses raisons comme :

- L'amélioration de l'accès aux moyens de subsistance grâce à la promotion de bonnes pratiques, l'accès aux intrants et aux outillages agricoles ; l'appui à la création d'AGR et de l'amélioration de techniques de transformation et de commercialisation des produits, ainsi que l'accès au marché ;
- L'amélioration des connaissances sur les risques et menaces de protection ainsi que les moyens pour y faire face ;
- L'amélioration des connaissances sur les techniques de plaidoyer et de gestion des conflits fonciers ; etc.

Témoignages	
1.	Avant le projet je craignais de m'approcher des autorités ; je ne pouvais pas tenir un discours devant le gens mais aujourd'hui je le fais ; certaines familles ne pouvaient pas accéder à l'héritage ; je ne savais pas le respect des droits humains mais aujourd'hui j'en sensibilise aux autres.
2.	Les autorités locales commencent à nous écouter ; connaître les lois et faire la médiation entre les personnes en conflits
3.	Nous avons aujourd'hui la paix dans notre communauté grâce au projet ; les agriculteurs sont bien formés par ce projet ; les gens ont les AGR

Les changements sont observés dans tous les domaines d'intervention ciblés, même s'ils restent diversement appréciés par les personnes interviewées comme le montre la figure ci-dessus.

Figure 2 : Comment jugez-vous de l'impact du projet en matière de :



Comme le montrent la **Error! Reference source not found.** ci-dessus, au moins 94% des populations estiment que le projet a introduit des changements dans leur vie ainsi que dans celle de leur communauté dans son ensemble. Ce, avec une disparité peu significative entre zone de santé : 94% à MASISI et 97% à MWESO.

En particulier :

Sur l'accès aux moyens de subsistance et conditions de vie : 96% des bénéficiaires estiment que la Sécurité Alimentaire et l'accès aux moyens de subsistance (agriculture, AGR, etc.) des populations se sont améliorés ; 89% sont d'avis que leurs communautés (village) ont un meilleur accès aux marchés ; pour 85% des bénéficiaires, les capacités des déplacés internes et retournés en activités économiques adaptées aux moyens de subsistance se sont renforcées et des filets sociaux se sont développés ;

Sur la consommation alimentaire : Les résultats de l'enquête indiquent une nette amélioration de l'indice moyen des stratégies de survie et du Score de Consommation Alimentaire comme le montre les graphiques ci-dessous.

Figure 3 : Score de Consommation Alimentaire

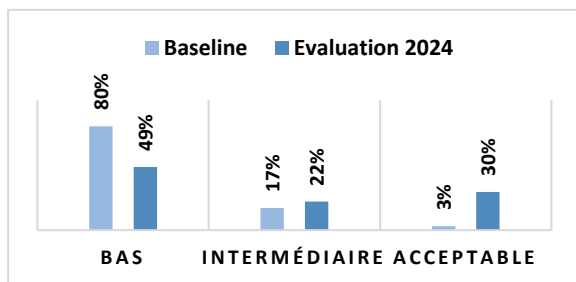
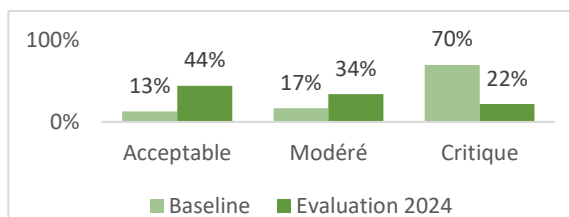


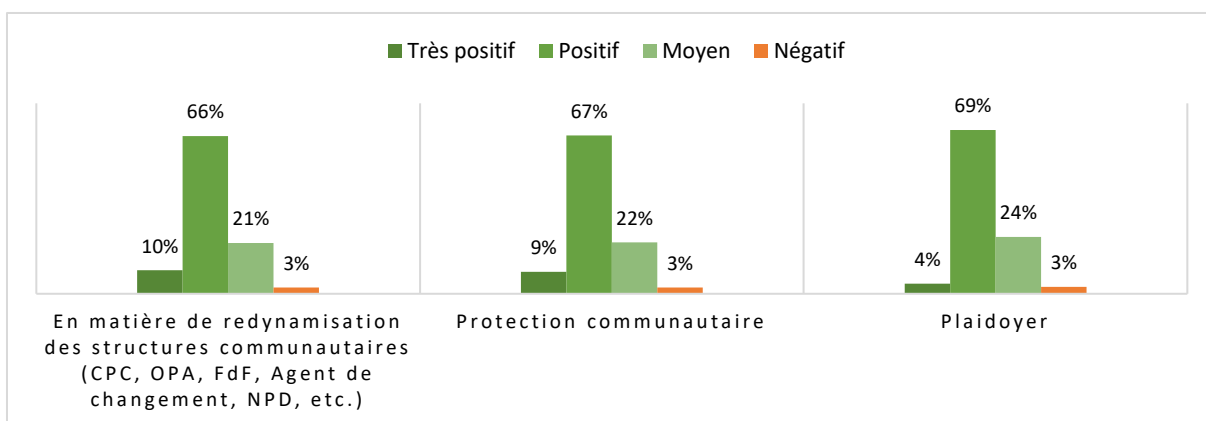
Figure 4 : Indice moyen des stratégies de survie



Témoignage NPD MWESO

En matière d'amélioration, avant le projet une femme vivait grâce aux avoirs de son mari ; ce qui n'est plus le cas pour le moment parce qu'elle est capable d'apporter un plus dans le ménage. En titre d'exemple, une femme qui passait la journée à la maison aujourd'hui passe maintenant la journée au marché. En matière de sécurité alimentaire, ceux qui ont reçu des appuis pour exercer une AGR grâce au projet ont changé leur vie quotidienne ; elle n'est plus la même ; leurs enfants non scolarisés sont à l'école grâce au projet ; ils construisent des maisons ; les enfants ne sont plus malnutris ; bref il y a eu un grand changement.

En matière de protection communautaire et de plaidoyer, 97% des bénéficiaires estiment que le projet a induit un impact sur la redynamisation des structures communautaires telles que les CPC, les FdF et AdC ainsi que les organisations de producteurs agricoles (OPA). La figure ci-dessous fournit des détails sur cette perception.



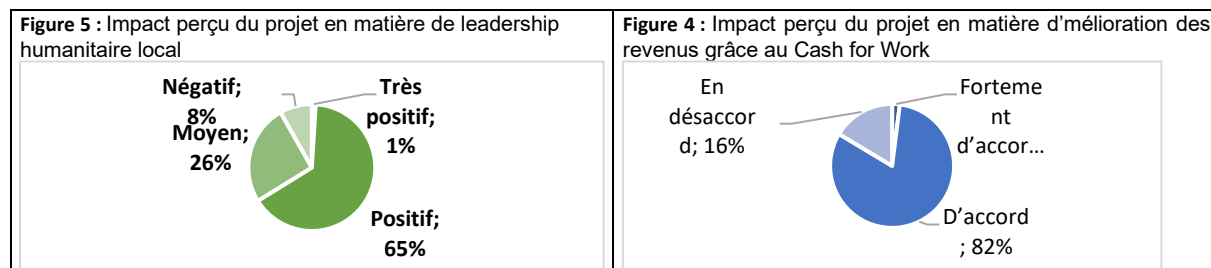
En matière de foncier, des proportions élevées de bénéficiaires notent diverses améliorations en termes d'effets ou d'impact. A titre d'exemples :

- 92% des bénéficiaires estiment que l'accès au foncier (accès à la terre, protection foncière, etc.) s'est amélioré et que les conflits fonciers ont diminué dans leurs communautés ;
- 82% estiment que les comités de médiation travaillent plus efficacement dans la résolution des conflits fonciers.

Témoignage: CPC BUKOMBO

Dans la communauté il y a une grande différence. Avant le projet les gens ne savaient pas leurs droits, les femmes n'avaient pas droit à l'héritage ... Sur tous les plans il y a eu de résultats, d'ailleurs le NPD c'est un grand changement dans la communauté concernant les conflits fonciers, actuellement la communauté amène tous les conflits fonciers auprès du responsable de NPD.

En matière de leadership humanitaire local, les résultats des investigations auprès des bénéficiaires révèlent le Projet a eu un impact de niveau moyen ou élevé en matière de leadership humanitaire local selon 92% des bénéficiaires interviewés.



Témoignage: CPC KALEMBE

- Pour nous les membres des structures, avant on craignait de plaider une cause auprès de la hiérarchie croyant que nous n'étions pas à mesure de le faire, mais ces derniers temps quand nous participons dans de différents ateliers avec eux, nous nous rendons compte que nous étions les mêmes et qu'on pouvait avoir diverses opinions sans pour autant se vexer. En matière de tout autre volet ; nous avons constaté qu'il y a un grand changement de mentalité, aujourd'hui on est capable d'approcher quelqu'un d'autre, lui demander de l'aide, chose qui n'existait pas auparavant.

4.4.2.2 PROJET HEKS-EPER

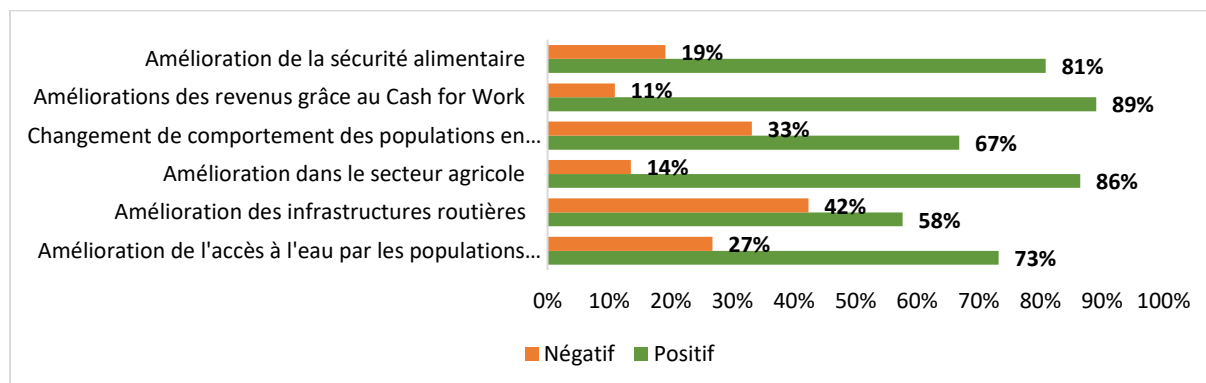
Le projet a introduit ou renforcé des infrastructures, des connaissances et pratiques dans divers domaines socioéconomiques et les moyens de subsistance de certains ménages des communautés d'intervention.

La grande majorité des populations (au 86%) confirment que le projet a induit des changements dans leur vie ou au sein de leur communauté. Elles estiment que les changements induits sont moyens, positifs ou très positifs pour diverses raisons comme :

- La mise à dispositions de semences et les conseils agricoles aux producteurs ayant conduits à l'amélioration des rendements ou l'accès aux produits alimentaires (légumes et autres produits) ;
- L'accès à des meilleures conditions d'hygiène et d'assainissement ;
- L'amélioration des revenus et de l'accès aux infrastructures grâce au Cash For Work.

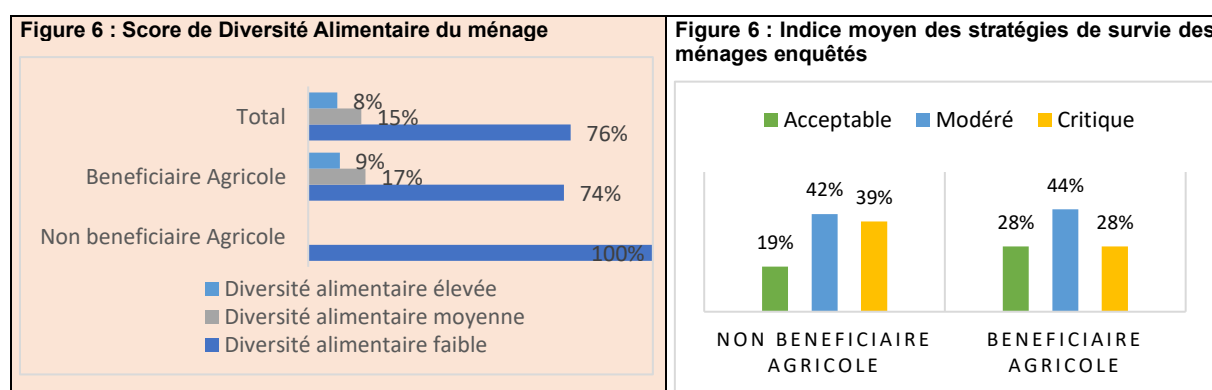
Commentaires bénéficiaires selon le secteur impacté	
Conditions d'hygiène et d'assainissement	Il y a changement dans le cadre de la santé grâce aux toilettes
	Le moyen de déplacement et les gens ne défèquent plus en « désordre »
	Parce qu'avant le projet plusieurs ménages utilisaient une seule toilette mais aujourd'hui chacun a sa toilette
Développement agricole	Actuellement chez nous nous sommes bien car nous avons plusieurs nourritures
	Nous avons actuellement beaucoup de nourriture
	Nous sommes tous formés et nous produisons en grande quantité
Eau potable	Nous accédons à l'eau potable sans beaucoup de souffrance
	Tout le monde a l'accès à l'eau et autres choses
Accessibilité, facilitation des déplacements et des échanges	Parce qu'il y a des moto véhicules qui passe et on peut s'approvisionner facilement,
	Parce que s'il y a le cas de maladie on évacue la personne rapidement
Cash for work	Le projet a permis d'impliquer les bénéficiaires dans des activités génératrices de revenus tout en contribuant à l'amélioration des infrastructures locales. Ces initiatives ont renforcé l'autonomie des bénéficiaires et leur ont offert des opportunités d'emploi rémunéré, contribuant ainsi à leur bien-être économique.

Les changements sont observés dans tous les domaines d'intervention ciblés avec une appréciation plus prononcée dans les domaines de l'amélioration des revenus, de l'amélioration dans les secteurs agricole et de la sécurité alimentaire comme le montre la figure ci-dessus.



En rapport avec la production agricole : Les bénéficiaires de la relance agricole exploitent en moyenne chacun 1200 mètres carrés soit environ 1/8 d'hectare. Plus de la moitié (55%) des bénéficiaires interviewés estiment que leurs récoltes participent à l'alimentation de leur ménage mais ne sont encore suffisantes pour couvrir l'ensemble des besoins alimentaires malgré leur participation au projet.

En rapport avec la consommation alimentaire : Les résultats de l'enquête montrent que les moyennes de consommation des différentes catégories d'aliments sont dans l'ensemble beaucoup plus élevées dans les ménages bénéficiaires de l'appui agricole que celles des ménages non bénéficiaires. De même, les données révèlent des niveaux moins élevés de recours aux stratégies de survie par les ménages bénéficiaires du volet agricole comparativement aux ménages non bénéficiaires. Ces constats sont confirmés par l'analyse de l'indice moyen des stratégies de survie des ménages enquêtés, qui classe 72% des ménages bénéficiaires agricole dans une catégorie modérée ou acceptable contre 61% pour les ménages non bénéficiaires. Par ailleurs, les résultats indiquent des différences entre les scores de diversité alimentaires et l'indice moyen des stratégies de survie des ménages, ceux bénéficiaires de l'appui agricole présentant des situations meilleures que ceux non bénéficiaires.



Ces différents constats tendent à confirmer les effets positifs du projet perçus par les bénéficiaires notamment ceux ayant bénéficiaire du volet agricole.

Témoignage IPA

- **En ce qui concerne la sécurité alimentaire, la nutrition et l'amélioration des revenus** : le projet a apporté des changements positifs. Les bénéficiaires ont un meilleur accès à des aliments nutritifs grâce à une production agricole et piscicole améliorée, ainsi qu'à des revenus accrus grâce à des opportunités d'emploi et de commerce. En matière d'accès à l'eau, d'hygiène et d'assainissement, le projet a permis de répondre aux besoins fondamentaux des bénéficiaires.

En matière d'eau : En rappel, 73% des bénéficiaires interviewés estiment que le projet a un impact moyen, positif ou très positif sur l'accès à l'eau. Sur la base des résultats de l'enquête 50% des bénéficiaires interviewés déclarent avoir accès à l'eau potable conformément aux normes de l'OMS¹⁴ (Eau potable à domicile ou accès à l'eau potable à moins de 30 minutes aller-retour du domicile). Ce niveau est supérieur à la moyenne nationale qui oscille autour de 36%¹⁵. Cependant, certains bénéficiaires signalent la persistance de certaines difficultés telles que la quantité d'eau insuffisante (38%), les tensions au point d'eau (22%) ; la longue durée d'attente : plus de 30 min au point d'eau (12%), etc.

Témoignage: SUPERVISEUR CLER

- **Accès à l'Eau, Hygiène et Assainissement** : La construction de forages et de latrines a amélioré l'accès à l'eau potable et les conditions sanitaires, réduisant ainsi les maladies liées à l'eau.

Témoignage IPA/zs BAMBO

- En matière d'accès à l'eau, d'hygiène et d'assainissement, le projet a permis de répondre aux besoins fondamentaux des bénéficiaires. Des infrastructures telles que les forages et les latrines ont été construites, améliorant ainsi l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires, ce qui a eu un impact positif sur la santé et le bien-être des communautés. D'autres aspects, tels que le renforcement des capacités des bénéficiaires, la promotion de la participation communautaire et la création de réseaux de soutien, ont également contribué à transformer les vies des bénéficiaires et à renforcer leur résilience face aux défis socio-économiques.

Impact en matière d'hygiène et d'assainissement : Les résultats des investigations auprès des bénéficiaires révèlent un changement de comportement de niveau moyen ou élevé en matière d'hygiène et d'assainissement selon 67% des bénéficiaires interviewés. 67% des répondants pratiquent au moins trois moments clés de lavage des mains. Toutefois, l'examen d'autres aspects d'hygiène des ménages révèle que seulement 13% et 12% de ces ménages conservent bien les aliments et les ustensiles de cuisine respectivement.

L'on peut noter également que 29% des répondants utilisent des toilettes améliorées alors que 6% continuent de pratiquer la défécation dans la nature.

Témoignage : Mobilisateur et superviseur agricole:

L'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires était limité, entraînant de nombreux problèmes de santé liés à l'eau. L'installation de forages, de latrines et la distribution de savons ont amélioré l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires. Ces améliorations ont réduit les maladies hydriques et amélioré la santé générale des communautés.

¹⁴ <https://inegalites.fr/L-acces-a-l-eau-potable-dans-le-monde>

¹⁵ <https://www.mediacongo.net/article-actualite-129962-le-taux-de-desserte-en-eau-potable-s-est-ameliore-en-cinq-ans-dg-de-la-regideso.html>

En matière de relance économique via la réhabilitation des axes routiers : Pour rappel, le projet a entrepris la réhabilitation de certaines infrastructures routières en vue de la facilitation du trafic, de l'écoulement des produits agricoles en améliorant l'accès au marché (réduction du temps de trajet, fluidité de la circulation, sécurité routière, etc.). La stratégie adoptée a permis également d'accroître les moyens de subsistances pour les personnes vulnérables à travers la création d'opportunités d'emploi pour les populations vulnérables. 79% et 66% des bénéficiaires reconnaissent que le projet a un impact au moyen ou positif sur l'amélioration des infrastructures routières et les revenus grâce aux CFW (en moyenne 120\$ pendant les travaux d'entretien des routes), respectivement. L'argent gagné a servi essentiellement à l'achat de bétail, à l'éducation, l'habillement, et la santé, etc. 41% des participants aux travaux CFW interrogés disent avoir pu démarrer une activité génératrice de revenu avec l'argent de la paie.

Témoignage: Mobilisateur et superviseur agricole

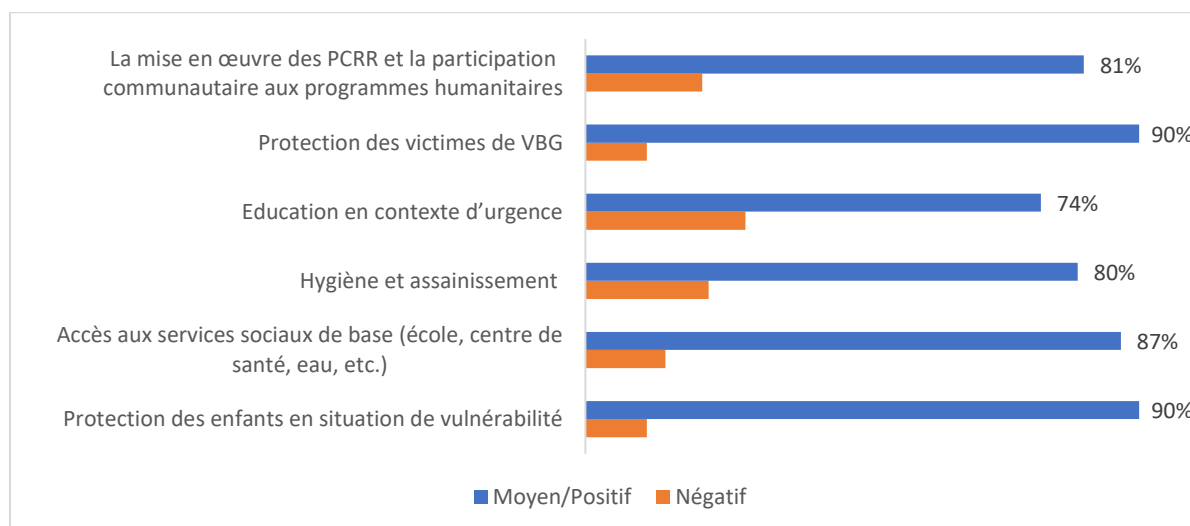
- Les infrastructures ont été considérablement améliorées. Les routes réhabilitées ont facilité l'accès aux marchés, aux écoles et aux centres de santé, améliorant les conditions de vie des bénéficiaires. La mobilité accrue a permis aux enfants de se rendre à l'école plus facilement et aux malades d'accéder aux soins de santé de manière plus efficace.

4.4.2.3 PROJET SOLIDARITES INTERNATIONAL

Le projet a introduit ou renforcé des infrastructures, des connaissances et pratiques dans divers domaines socioéconomiques des communautés d'intervention.

De cette intervention, la grande majorité des populations (95%) reconnaissent que le projet a induits des changements au sein de leur communauté avec de légères disparités entre les zones de santé couvertes (89% à Beni, 98% à Mabalako et 100% à Oïcha). Par ailleurs, 99% des bénéficiaires estiment que les changements induits sont moyens, positifs ou très positifs.

Les changements selon les personnes enquêtées sont plus perceptibles dans le domaine de l'hygiène et l'assainissement, la sécurité alimentaire et la nutrition, le secteur agricole et la relance économique (voir graphique ci-dessous).



En matière de production agricole : des résultats de l'enquête, il ressort que les bénéficiaires de la relance agricole exploitent en moyenne ¼ d'hectare. 96% d'entre eux estiment que l'accompagnement du projet leur a permis d'augmenter les rendements de leur production agricole.

En matière de consommation alimentaire : les résultats de l'enquête indiquent une amélioration de la consommation des différentes catégories (céréales, tubercules, viandes etc.) d'aliments dans les ménages. Le score de diversité alimentaire est passé de 57% à la baseline à 96% actuellement. Ces constats pourraient traduire une application des bonnes pratiques de diversification alimentaire disséminées lors des séances de sensibilisations et une amélioration de l'accès des ménages aux aliments durant la période de leur participation au projet.

Cependant lorsque l'on analyse le recours aux stratégies de survie (stratégies de survie et Indice moyen des stratégies de survie), on constate une détérioration des indicateurs. Cette détérioration se perçoit également dans l'indice moyen des stratégies de survie où la proportion de personnes dans la situation « acceptable » a baissé de moitié. Ces constats pourraient être dus à un pic saisonnier de la situation alimentaire (période de la petite soudure de la saison B) la hausse des prix des denrées alimentaires (plusieurs ménages bénéficiaires dépendant du marché pour certains produits de premières nécessité) ; Perturbation climatique qui a affecté la production. Il y a eu trop de chaleur cette année par rapport à d'autres saisons ; l'insécurité qui contraint la population à rester dans les endroits ou réduire les déplacements notamment dans les champs qui sont éloignés des villages.

Figure 7 : **Adoptions des stratégies de survie par les ménages**

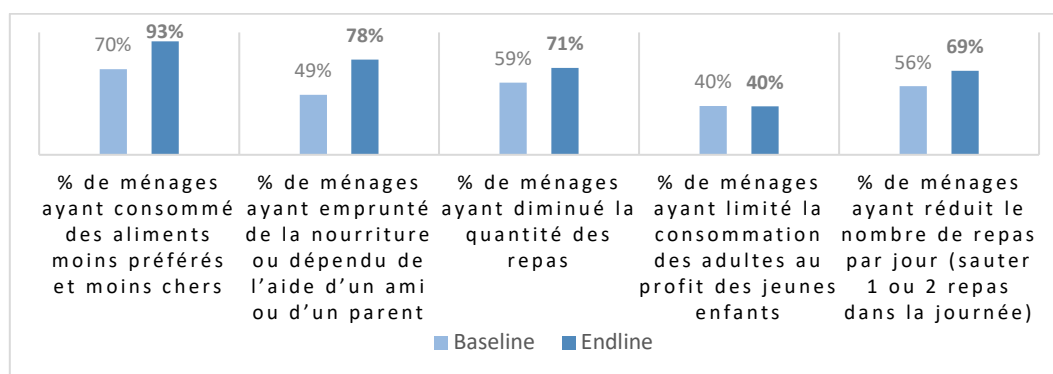
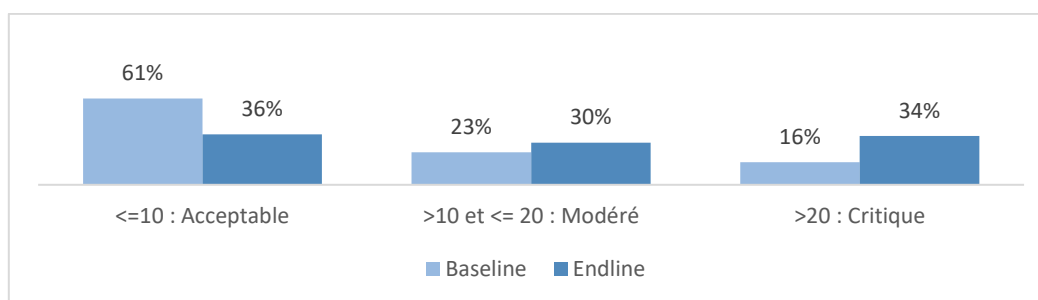


Figure 8 : **Indice moyen des stratégies de survie des ménages enquêtés**



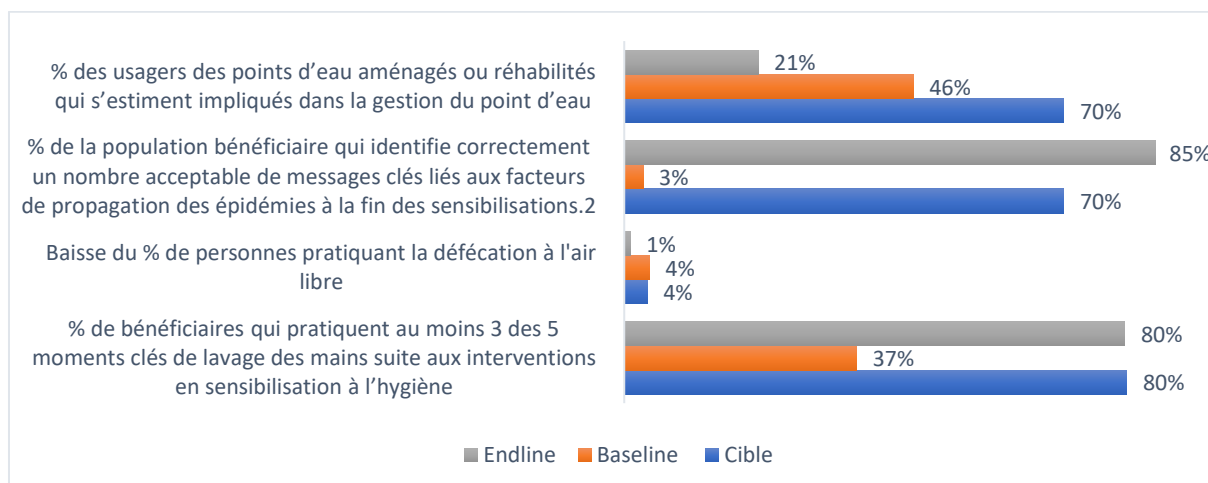
En matière de nutrition : En rappel, 96% des bénéficiaires interviewés estiment que le projet a un impact moyen, positif ou très positif sur la nutrition. Considérant les données de l'étude CAP initiale, une analyse comparative a mis en exergue des changements positifs dans les niveaux de connaissances et pratiques en nutritionnelles à savoir :

- Les bienfaits de l'allaitement pour le nourrisson et le jeune enfant : des écarts positifs variant entre 1 et 43 points de pourcentages sont observés entre les niveaux de connaissances des bénéficiaires à la endline par rapport à la baseline ;
- Les aliments complémentaires qu'il est possible de donner à un jeune enfant (au-delà de 6 mois) : les niveaux de connaissances se sont améliorés concernant deux principaux aliments à savoir la bouille épaisse (1ière étoile) et les viandes et poissons (2ième étoile) contenus dans l'alimentation 4 étoiles préconisés par le projet ;

- L'âge de sevrage des enfants : une variation positive est observée entre la endline (52%) et la baseline (42%) ;
- L'alimentation de la femme enceinte : Aucun bénéficiaire interviewé n'a déclaré qu'il « ne sait pas » à la endline ;
- La malnutrition (causes, symptômes et traitement) : A la endline aucun bénéficiaire ne s'est montré ignorant et des causes et des Symptômes de la malnutrition, traduisant une éventuelle assimilation des messages de sensibilisation passés lors de la mise en œuvre du projet. Par ailleurs, en cas de malnutrition plus de bénéficiaires (92% endline vs 88% baseline) disent avoir recours aux structures sanitaires.

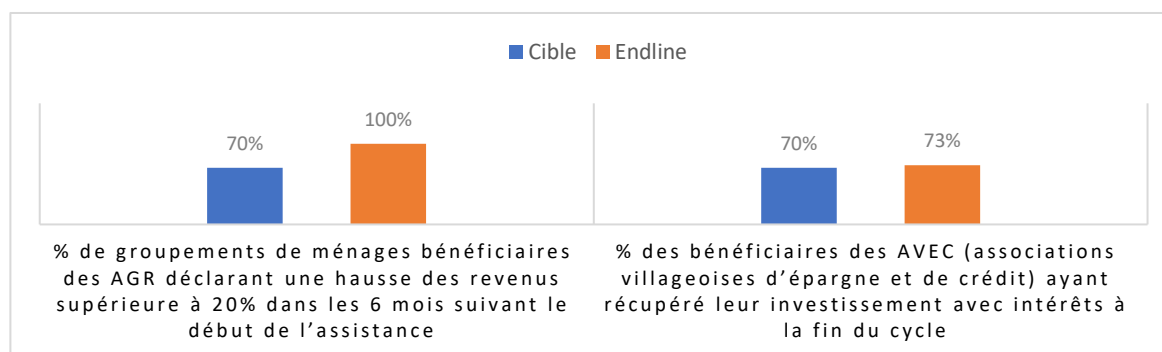
En matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement : 64% et 95% des bénéficiaires interviewés estiment que le projet a un impact moyen, positif ou très positif sur l'accès à l'eau et sur le changement de comportement en matière d'hygiène et d'assainissement, respectivement. Considérant les données de l'étude CAP initiale, une analyse comparative met en exergue des changements positifs dans les niveaux pratiques en matière : (i) d'accès à l'eau ; (ii) d'hygiène et (iii) d'assainissement comme illustré dans le graphique ci-dessous.

Figure 8 : Niveaux d'évolution de quelques indicateurs d'impact WASH



En matière de relance économique : Les résultats de l'enquête indiquent une amélioration de la situation économique des bénéficiaires. Tous les bénéficiaires d'AGR déclarent avoir constaté une hausse de leurs revenus suite à leur participation au projet. Aussi la majorité des bénéficiaires (73%) des AVEC ont pu récupérer leurs investissements avec intérêts.

Figure 9 : Niveau de réalisations des indicateurs de relance économique

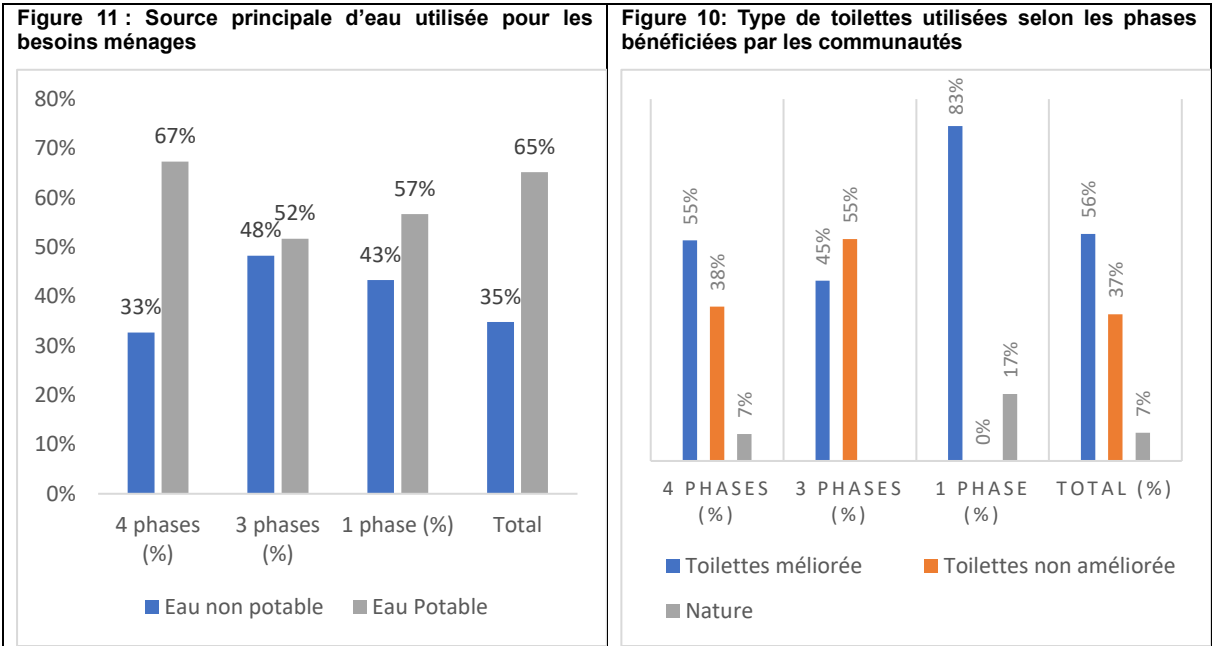


4.4.2.4 PROJET TPO

88% reconnaissent que le projet a induits des changements au sein de leur communauté. Par ailleurs, 93% des bénéficiaires estiment que les changements induits sont moyens, positifs ou très positifs.

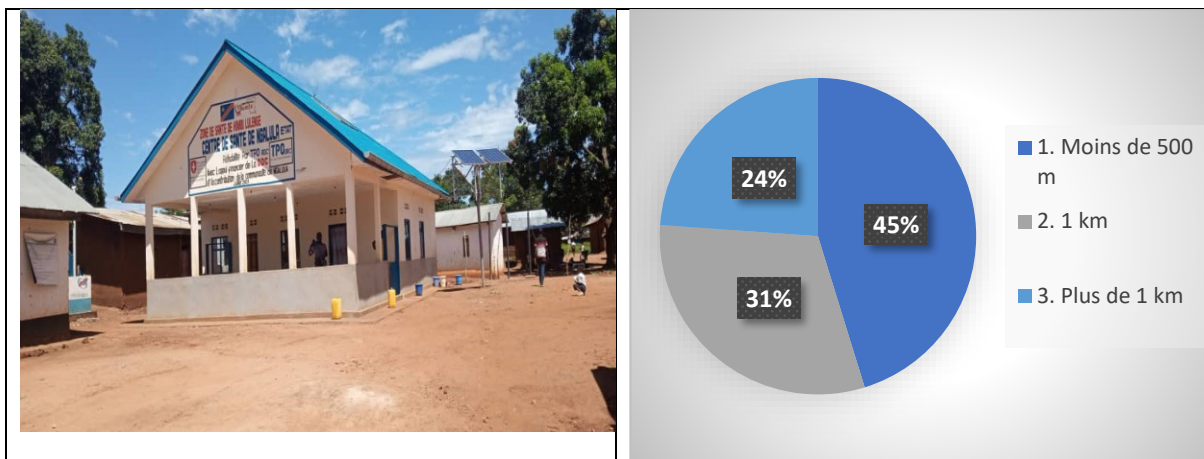
En rapport avec l'Eau, Hygiène et Assainissement : De manière général, l'utilisation des sources d'eau non potable reste rependue (33%). Ces taux d'accès à l'eau sont légèrement supérieurs à la moyenne nationale estimée 36%. Ceci indique des progrès bien que légers dans ces communautés, comme le témoignent les répondants : « *Oui, il y a des changements. Avec le projet nous avons un puits qui n'existait pas auparavant* »

Une baisse du niveau de défécation dans la nature bas dans les zones ayant bénéficié de plusieurs phases du projet (7%), tandis qu'il est de 17% dans les zones n'ayant bénéficié que d'une seule phase. Le constat dans les communautés ayant bénéficié d'une seule phase pourrait s'expliquer notamment par les caractéristiques pré projet des dites communautés : niveau d'urbanisation, conditions économiques (présences ou proximité des carrés miniers) qui influent sur l'adoption des installations sanitaires améliorées (mode de vie urbain et capacités financières).



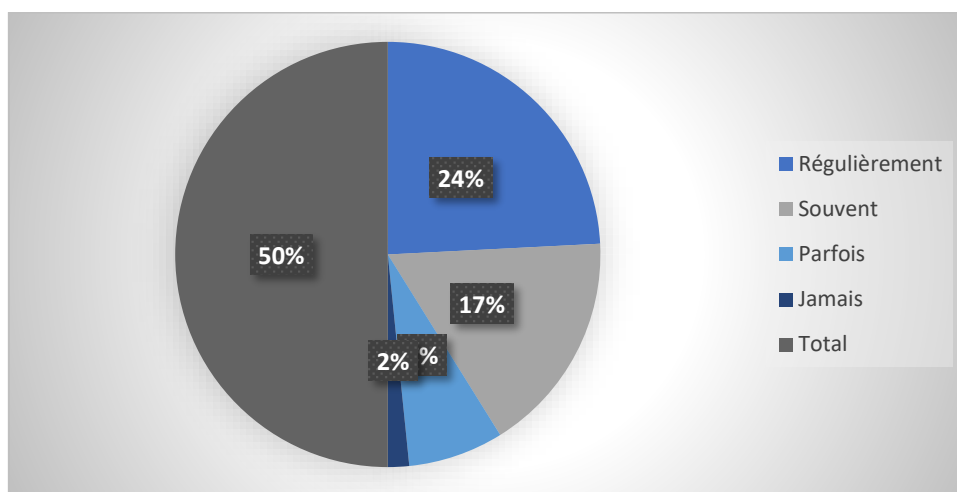
En rapport avec l'accès aux infrastructures de Santé : 87% des personnes interviewées apprécient moyennement ou positivement l'impact du projet sur l'amélioration de l'accès aux infrastructures de base et par conséquent celle de l'accès aux infrastructures de santé. Comme l'illustre la figure ci-après, 76% des ménages enquêtés fréquentent désormais un centre de santé situé à environ 1 km de leur domicile.

Figure 13 : Maternité du CS NGALULA, Zone de santé de KIMBI- LULENGE/ FIZI/ Sud Kivu	Figure 11 : Distance par rapport au centre de santé le proche
--	---



En rapport avec la dynamisation des structures communautaires : Le projet s'est appuyé sur les structures communautaires pour la mise en œuvre et le suivi, et la pérennisation des acquis. L'évaluation a cherché à apprécier le niveau de dynamisme de ces structures communautaires notamment en mesurant la fréquence de tenue de réunion au cours d'une année typique. Les résultats montrent que 48% des structures tiennent régulièrement et 34% le font souvent. Ce dynamisme des structures communautaires traduit bien le fait qu'elles soient citées comme le premier canal d'information sur le projet par les répondants.

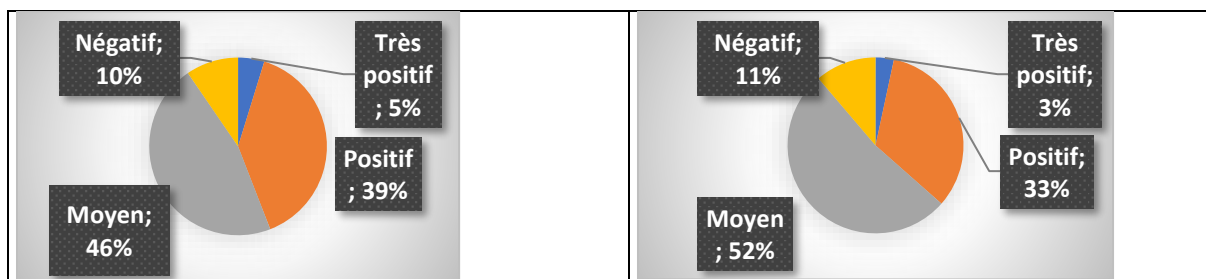
Figure 12 : changement en *matière de redynamisation des structures communautaires* : fréquence de tenue de réunion



En rapport avec la protection des survivant/e/s de Violence Basé sur le Genre (VBG) et Prévention des abus sexuels et du harcèlement (SEAH) : Des effets positifs du projet sur la protection des survivant/e/s de Violence Basé sur le Genre (VBG) et la prévention des abus sexuels et du harcèlement (SEAH), perçus par au moins 89% des bénéficiaires du projet.

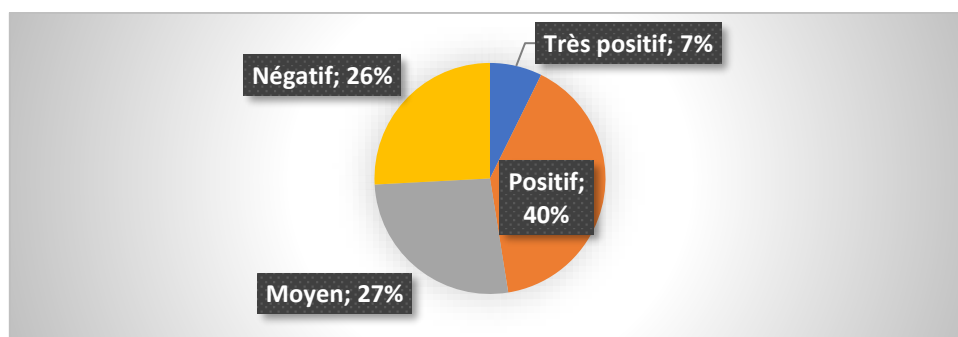
Figure 16 : *Protection des survivant/e/s de Violence Basé sur le Genre (VBG)*

Figure 17 : *Prévention des abus sexuels et du harcèlement (SEAH)*



En rapport avec l'éducation en contexte d'urgence (kit scolaire, infrastructure scolaire, etc.) : le projet a induit des effets positifs sur l'éducation en contexte d'urgence via la dotation de kit scolaires aux enfants vulnérables, l'amélioration de l'environnement scolaire (infrastructure, conditions de travail des enseignants, etc.), selon 74% des personnes interrogées.

Figure 13 : *Education en contexte d'urgence (kit scolaire, infrastructure scolaire, etc.)*



4.4.3 Attribution et facteurs contributifs aux changements perçus

De l'avis des bénéficiaires, les changements observés dans leur vie et celle de leurs communautés depuis l'intervention du projet, peuvent être attribués/imputés aux projets : (i) La pertinence des solutions développées par les projets qui répondent à des besoins cruciaux des populations ; (ii) L'utilisation et le renforcement des capacités des ressources locales : structures à base communautaires (relais, comités locaux, société civile, etc.), sont mobilisés au niveau local, formés pour assurer la conduite des activités et la pérennisation des acquis ; (iii) L'implication de toute la communauté par les partenaires de mise en œuvre (TPO, SI, HE et Oxfam) a été un facteur déterminant. Les membres de la communauté ont fortement accepté et adhéré au projet. Cette adhésion a favorisé leur engagement et leur participation active, ce qui a contribué au succès global des Projets. ; (iv) La cohérence avec les politiques nationales qui a facilité la collaboration efficace avec les services étatiques au niveau provincial et local (OVDA, Ipapel, Itapel, La division genre ; L'ITAPEL, La division des Affaires foncières, etc.), notamment les agents de l'administration en place dans les zones d'intervention ; (v) Les partenariats et les liens de collaboration établis avec d'autres organisations à travers les clusters humanitaires (EHA, GTAME, GT Cash, Logistique, Sécurité et COHP) et OCHA, ont également joué un rôle crucial. En travaillant ensemble avec d'autres organisations et acteurs du développement, les projets ont pu tirer parti des ressources et des expertises complémentaires, renforçant ainsi leurs impacts et leurs portées.

Témoignage Oxfam	Témoignage HEKS EPER	PROJET SOLIDARITES INTERNATIONAL	Projet TPO
Avec l'introduction de nouvelles techniques agricoles et la distribution de semences améliorées, les rendements agricoles ont augmenté. Cela a non seulement amélioré notre sécurité alimentaire, mais a aussi permis de générer des revenus supplémentaires pour les familles. Le projet a également introduit des formations sur la gestion financière et l'entrepreneuriat. Ces formations ont aidé de nombreuses personnes à démarrer des petites entreprises et à diversifier leurs sources de revenus, ce qui a considérablement amélioré leur niveau de vie. Le projet a facilité l'accès aux marchés et a permis aux agriculteurs de vendre leurs produits plus facilement et à des prix plus compétitifs. Un autre aspect important est l'amélioration des techniques de conservation des récoltes	Après la mise en œuvre du projet, il y a eu une nette amélioration dans plusieurs domaines : Les agriculteurs ont commencé à produire avec une perspective de commercialisation. Ils ont accédé à de meilleurs marchés grâce à la réhabilitation des routes, augmentant ainsi leurs revenus. La pisciculture, autrefois peu pratiquée, a également vu une augmentation significative. Les routes réhabilitées ont facilité l'accès aux écoles et aux centres de santé. Les enfants peuvent désormais se rendre à l'école plus facilement, et les malades peuvent atteindre les centres de santé plus rapidement. Le projet a introduit le système "Cash for Work", où les membres de la communauté étaient payés pour l'entretien des routes, ce qui a non seulement amélioré l'infrastructure mais aussi fourni des emplois.	Dans le domaine éducatif, actuellement les enfants ont accès aux études, surtout les enfants du secondaire, quand il s'agit de frais (paiement de prime) scolaire, et si le parent de cet enfant est membre de la structure dont nous parlons (AVEC), le parent a la facilité d'aller demander de l'argent dans leurs structures pour payer les frais scolaires de l'enfant. Ainsi donc nous disons que ce n'est pas seulement dans le cadre d'épargne où il y a un changement mais aussi dans le secteur éducatif, il y a maintenant un accès plus facile à la scolarisation des enfants qui sont au secondaire. Actuellement les parents ont aussi la possibilité d'acheter des habits à leurs enfants, payer aussi les soins médicaux, il y a aussi l'accès aux soins de bonne qualité et l'accès aux médicaments.	-Les changements sont attribués à TPO à 80% et le 20% c'est pour les bénéficiaires ou la population car eux aussi se sont impliqués dans la mise en œuvre du projet et ils se sont approprié le projet. TPO a des bonnes stratégies pour travailler avec la population et les bénéficiaires dans le milieu de sa mise en œuvre -TPO a fourni des efforts, pas totalement à 100%, mais ils ont fait du travail. TPO avait des cas difficiles à gérer et ils étaient obligés de référer soit chez Fondation PANZI. TPO peut avoir contribué à hauteur de 60%. Il est resté seul dans la zone, il a amélioré les conditions des villages par rapport aux autres

4.5 Durabilité

4.5.1. Projet OxFam

72% des répondants sont optimistes quant à la possibilité pour les changements générés par le projet de perdurer. Cet optimisme repose sur plusieurs facteurs :

- **En rapport avec l'agriculture, AGR et chaines de valeurs et accès au marché :** Les compétences techniques renforcées, la vulgarisation d'intrants agricoles, les formations et les sensibilisations reçues et mises pratiques seront poursuivies par les acteurs en s'appuyant sur leaders communautaires (OPA) formés et accompagnés par le projet dans la perspective la pérennisation des acquis (stratégie de sortie) :
- **Protection communautaire, foncier, leadership et plaidoyer :** sont gérables par les structures de protection communautaires qui ont été formés et disposent également de moyens matériels (mégaphones) mis à disposition par le projet pour poursuivre les activités.
- **En rapport avec l'appropriation du projet par les bénéficiaires.**

Témoignages (CPC FDF BUKOMBO) « Les activités de relance économique, comme les activités génératrices de revenu ou des associations villageoise d'Epargnes et de crédit nous permettent d'évoluer très bien avec les sensibilisations même sans partenaires, donc dans la communauté il faut appuyer certaines initiatives qui peuvent générés de l'argent pour la survie du projet à long terme. »

4.5.2. Projet HEKS EPER

80% des répondants sont optimistes quant à la possibilité pour les changements générés par le projet de perdurer. Il Cet optimisme repose sur plusieurs facteurs :

- **En rapport avec l'agriculture, pisciculture et sécurité alimentaire :** Les compétences techniques renforcées, la vulgarisation d'intrants agricoles et les sensibilisations reçues et mises pratiques seront poursuivies par les acteurs en s'appuyant sur volontaires et relais communautaires formés et accompagnés par le projet dans la perspective la pérennisation des acquis (stratégie de sortie) : **Témoignage (IPA)** « Je le pense parce que les populations ont constaté les bénéfices concrets des nouvelles pratiques introduites par le projet. En observant les résultats positifs, notamment l'augmentation des rendements et l'amélioration de la gestion des ressources, elles se sont approprié ces nouvelles connaissances et techniques. Ces pratiques se sont révélées cruciales pour leur survie quotidienne, les incitant à les conserver et à les appliquer rigoureusement. »
- **Les volets de WASH et de relance économique (REHAB/CFW)** sont gérables par les acteurs locaux comités de gestion de l'eau, CLER, partenaires de mise en œuvre) qui ont été formés et disposent également de moyens matériels (CLER, OVDA) mis à disposition par le projet pour poursuivre les activités : **Témoignage (CLD KILAMBO)** « La population est prête à garder les acquis du projet parce que HEKS EPER a mis en place et préparé les comités et ce sont ces comités qui vont faire à ce que les équipements, les latrines et les sources d'eau soient durables. Le comité d'assainissement est là pour s'assurer de l'assainissement des latrines, pour sensibiliser la population à construire d'autres latrines comme c'est prévu au cas où celles-ci seront abîmées et le comité de l'eau est là pour travailler pour cela. Si la source d'eau a un problème le comité sera là pour l'aménagement afin de remédier à ce problème. »
- **En rapport avec l'appropriation du projet par les bénéficiaires : Témoignages (Bénéficiaires EHA KILAMBO)** Oui, nous sommes prêts parce que nous allons rester sur notre garde, aussi parce que nous avons un bon projet de développement qui a construit la route que nous empruntons. Nous disons aussi merci pour les latrines parce que nous, les veuves, étions souvent embarrassées à cause de cela. Voilà pourquoi nous ne pouvons pas manquer de garder ces changements aussi importants. Nous sommes contentes parce

que HEKS EPER nous a appris beaucoup de chose entre autres, comment laver les mains, l'assainissement, la construction des sources d'eau, la construction des latrines. Nous maîtrisons aussi le modèle de construction des latrines. Nous organisation aussi une participation locale pour poursuivre les constructions et des aménagements lorsque HEKS EPER partira. ».

4.5.3. Projet Solidarités International

83% des répondants sont optimistes quant à la possibilité pour les changements générés par le projet de perdurer. Cet optimisme repose sur plusieurs facteurs :

- **En rapport avec la relance agricole et la nutrition :** Les compétences renforcées, les sensibilisations reçues et mises pratiques seront poursuivies par les acteurs en s'appuyant sur ceux parmi eux qui sont mieux instruits
- **Les volets de relance économique et de WASH** sont gérables par les acteurs locaux qui ont été formés et disposent également de moyens provenant de leurs AGR pour poursuivre les activités autrefois financées par le projet (les cotisations AVEC, les compétences nutritionnelles, la gestion des AGR) : Témoignage (CLD Mabalako) : *« oui les acteurs locaux sont capables ; actuellement au niveau local nous organisons des réunions pour le renforcement des capacités sur différents thématiques qui ont été développées pendant le projet dans le cadre de pérenniser les acquis du projet. »* ; Cependant, pour le volet agricole, il faut un minimum d'encadrement technique des agriculteurs après le retrait du projet. Celan nécessite une prise en charge des techniciens que les producteurs ne pourront pas supporter : Témoignage (Inspection Territorial Agriculture) : *« Au niveau de Wash par exemple on construit les infrastructures, l'organisation peut partir mais les infrastructures restent et quand les infrastructures restent il y a des comités qui sont constitués pour le suivi des activités là, parce que l'eau qui sort du robinet tout le monde en a besoin mais pour l'agriculture ce n'est pas le cas. C'est saisonnier quand on a cultivé on produit et on mange, Il faut encore cultiver pour produire. Vous voyez, on divise les gens en petit groupe des agriculteurs ; il y a des groupes qui sont efficaces du fait du suivi mais s'il n'y a personne qui va le suivre encore après le projet chacun ira dans ses affaires et ces groupes vont disparaître ; c'est pourquoi il faut confier ces tâches à une organisation qui va suivre toutes les activités. »*
- **En rapport avec l'appropriation du projet par les bénéficiaires. Témoignages (CLD NGANDI) :** *« Nous avons des opportunités dans la communauté telle que la présence d'associations locales et qui sont compétentes sur les activités de l'agriculture ; si elles sont financées, elles peuvent aider la communauté à pérenniser les acquis du projet ».*

4.5.4. Projet TPO

68% des répondants sont optimistes quant à la possibilité pour les changements générés par le projet de perdurer. Cet optimisme repose sur plusieurs facteurs :

- **En rapport avec les AGR :** La stratégie d'autonomisation des acteurs locaux et des bénéficiaires directs par la mise en place d'AGR. Cela permettra notamment aux acteurs de disposer des ressources financières pour poursuivre les activités autrefois financées par le projet (le suivi des bénéficiaires par exemple) : Témoignage (DIVIGENRE, OBC ASSOPLAF KABAMBARE, RECOPE, RECOPE KABEYA) : *« Le projet TPO a donné des AGR qui nous aident. Grâce à ces AGR nous sommes en train de combattre les maladies qui proviennent de la malnutrition. Ainsi nous allons jalousement garder les acquis de ce projet dont nous devront transmettre à la vie future pour un changement total du milieu. TPO a préparé les différentes structures RECOPE, les Paires éducateurs, les EAE et OBC (renforcement des capacités matérielles et des compétences) pour la poursuite des actions après le projet » ;*
- **En rapport avec la qualité des infrastructures. Témoignage (ménages : KIMBI-LULENGE ; BUNYAKIRI) :** *« Elles sont durables. Elles nécessiteront seulement de la*

maintenance par la communauté : La création/renforcement des capacités des comités gestion des écoles (COGES) entre dans ce cadre. Aussi, les populations ont suivi la formation sur la maintenance des biens comme notre école est bien construite ».

- **En rapport avec l'appropriation du projet par les bénéficiaires. Témoignages (SGTPE, EPST BUNYAKIRI, management TPO) :** « *L'approche communautaire mise en place par la mobilisation et les renforcements des capacités des acteurs locaux. Déjà, les RECOPE, les radios communautaires, mènent les activités d'eux-mêmes. L'appui aux structures étatiques comme l'EPST, DIVAS, DIVIGENRE par une moto par service les aide à continuer le suivi. A titre illustratif, L'EP KASEKE qui a bénéficié de nouvelles salles de classe, a initié seule la construction de son bureau en dur. Cette appropriation du projet laisse envisager une pérennisation des acquis ».*

4.6 Analyse Transversale

4.6.1. Sur la question du genre et de l'inclusion sociale

Dans la formulation et la mise en œuvre de des projets, la dimension « genre et inclusion » a été pris en compte. L'analyse des données et des témoignages des bénéficiaires montrent que les femmes sont équitablement impliquées dans les activités que ce soit dans les structures communautaires ou en tant que bénéficiaires directs :

4.6.1.1. Projet Oxfam

- 95% des bénéficiaires estiment que la dimension genre est désormais prise en compte dans leurs actions ;
- 88% des bénéficiaires déclarent faire preuve d'attitudes équitables envers la participation des femmes à la prise de décision communautaire,
- 80% soutiennent que les femmes doivent avoir les mêmes chances que les hommes de participer à la prise de décision au sein de leurs foyers et communautés.
- 76% des bénéficiaires déclarent que les personnes victimes d'un acte de violence basée sur le genre ne devraient pas être stigmatisées par leurs familles ou les membres de leurs communautés.

Témoignage 3: CPC_BUKOMBO

Oui, ils ont beaucoup tenu compte du genre : par exemple, dans les structures comme CPC nous sommes à 12 avec 6 H et 6 F, AdC 20 membres avec 10 F et 10 H et dans le forum des femmes ils ont pris le maximum ; donc si nous parlons de ce projet, dans les structures les femmes sont nombreuses que les hommes. Aussi, ils ont respecté le genre parce que lorsque nous voyons les employés, il y a des femmes, cette fois-ci l'animatrice de NYABIONDO est une femme et ici chez nous ils ont mis un animateur homme et nous avons vu qu'ils ont respecté le genre.

4.6.1.2. Projet HEKS EPER

L'analyse de la base de données des bénéficiaires montre que 73% sont des femmes. En outre, les investigations terrain donnent les constats :

- 79% des bénéficiaires estiment que la composante genre (les nombres d'hommes et de femmes étaient proportionnels) a été prise en compte dans la sélection des bénéficiaires du CFW.
- 57% des bénéficiaires de sexe féminin considèrent que les sensibilisations sur l'hygiène menstruelle se déroulaient dans un cadre restreint leur permettant de poser des questions et d'émettre des suggestions, des avis.

- 42% des bénéficiaires déclarent qu'une priorité était accordée aux personnes les plus vulnérables pendant la distribution des intrants et outillages agricoles.

Témoignage 1: CHEF DE GROUPEMENT KASIMBI :

Le genre a été pris en compte dans nos activités. Cela a été réalisé en veillant à l'inclusion équilibrée des femmes et des hommes dans toutes les phases du projet, depuis la planification jusqu'à la mise en œuvre. Par exemple quand vous regardez tout au long de la route en venant ici à pinga, les cantonniers que vous avez rencontrés en cour de route et qui sont en train de réhabiliter la route de Mpeti pour pinga, il y a un bon nombre des femmes parmi les membres de l'équipe.

4.6.1.3. *Projet Solidarités international*

L'analyse de la base de données des bénéficiaires montre que 68% des bénéficiaires sont des femmes comme le témoignent les acteurs : « *Oui, le genre était pris en compte. Dans l'association que Solidarité a mise en place, il y a au moins 70% des mamans et 30% sont des hommes ; le genre est pris en compte vraiment* ». Les constats sur le terrain confirment également que les bénéficiaires d'AGR, des AVEC, etc., comprennent des femmes et des hommes qui participent aux différentes activités (réunions, formations, sensibilisations).



zone de santé de mabalko, communauté de CATINE,
latrines à l'école primaire KAMAHUME (Ex : MASALA, en
octobre 2021



Oicha, bénéficiaire du projet dans son atelier

4.6.1.4. *Projet TPO*

Dans la formulation et la mise en œuvre de l'intervention TPO, la dimension « genre et inclusion » a été pris en compte dans l'intervention. L'analyse du cadre de résultats montre que 51% des bénéficiaires sont des femmes. Aussi, l'évaluation a fait les constats suivants :

- La structuration des acteurs : les acteurs communautaires sont structurés en veillant à l'inclusion des femmes et des personnes à besoins spécifiques : dans les EAE il y a toujours deux encadreurs, un homme et une femme. Dans la zone de santé de Kimbi-Lulenge, il y a des RECOPE femmes ainsi que des personnes vivant avec un handicap ;
- La construction des infrastructures : des latrines faites avec blocs séparés hommes/femmes et des rampes pour permettre l'accès aux personnes à besoins spécifiques ;
- L'acquisition des kits scolaires et hygiéniques : Des besoins spécifiques des filles et des garçons ont été respectés dans l'achat des Kits scolaires et des kits hygiéniques ;
- La formation : au niveau des écoles, la formation des enseignants sur la pédagogie sensible au genre a été organisée
- Parlant d'équité, plusieurs cas énumérés ci-dessous par les participants aux différents entretiens individuels et de groupe en témoignent :

Témoin (RECOPE / KABEYA) : Oui, le genre était pris en compte, tout le monde (hommes et femmes) étaient associés. Les femmes sont membre des AGR comme les hommes. D'ailleurs je connais une femme qui a acheté un vélo grâce à l'AGR. J'ai vu une autre maman qui fait le commerce de casseroles grâce à l'AGR.

4.6.1. Sur les innovations et bonnes pratiques

L'approche communautaire participative qui est orientée vers la pérennisation des acquis via la dynamique communautaire. Cette approche est largement reconnue par les bénéficiaires/communautés comme l'un des facteurs les plus déterminants dans la réalisation des objectifs des projets.

Projet	Innovations
OxFam	L'introduction de la culture de choux. Cette innovation est saluée par les bénéficiaires qui estiment qu'elle est plus bénéfique (facile à pratiquer, cycle court et plus de rendements), facile à adopter (toute la communauté l'exploite déjà) et favorisera la pérennisation des acquis du projet.
HEKS EPER	L'introduction de la culture/semis en ligne. Cette innovation est saluée par les bénéficiaires qui estiment qu'elle est plus bénéfique (plus de rendements), facile à adopter et favorisera la pérennisation des acquis du projet
Solidarités International	L'introduction de la culture hors sol. Cette innovation est saluée par les bénéficiaires qui estiment qu'elle favorisera la pérennisation des acquis du projet, notamment dans un contexte de sécurité volatile, rendant l'accès aux champs parfois difficile. La culture hors sol devient une alternative pratique pour les bénéficiaires.
TPO	La connexion des RECOPE à certains OBC expérimentées pour renforcer leurs actions de plaidoyer sur la question de protection des enfants au sein de leurs communautés et l'appui des RECOPE en AGR communautaires. Cette innovation est saluée par les bénéficiaires qui estiment qu'elle favorisera la pérennisation des acquis du projet.

4.6.2. Contribution du projet à la résilience

La résilience représente la capacité des personnes, des ménages, des communautés et des institutions à se préparer aux chocs et aux facteurs de stress et sur la manière d'y faire face. Les projets ont contribué à renforcer la résilience des communautés en diversifiant et en améliorant leur accès aux services de base et à des mesures de protections appropriées. Pour le démontrer, de nombreux praticiens trouvent utile d'organiser les capacités en trois groupes reflétant différentes dimensions de la résilience.

Groupe	Action de renforcement des capacités de résilience	Actions contributives des projets
Capacités de résilience d'absorption – La capacité de minimiser l'exposition et la sensibilité aux chocs et aux facteurs de stress par des mesures préventives et des stratégies d'adaptation appropriées pour éviter des impacts négatifs permanents. Par exemple, la réduction des risques de catastrophe, les services financiers et l'assurance maladie.	<ul style="list-style-type: none"> • Le soutien psychosocial • La relance économique : AGR, AVEC, Cash for Work, etc. ; • La relance agricole : restauration des actifs agricoles (terres, bétail, etc.) • Structures locales de gestion des conflits • Informations d'alerte précoce • Hygiène et assainissement • Réseaux de groupes locaux 	<p style="text-align: center;">TPO</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès à l'Eau Potable et à l'Assainissement : L'amélioration de l'accès à l'eau potable et des installations sanitaires a réduit les risques de maladies liées à l'eau, améliorant ainsi la santé et le bien-être des communautés. Cela renforce la résilience en réduisant les dépenses liées aux soins de santé et en améliorant la qualité de vie. • Protection : L'amélioration des connaissances sur les risques de protection ; les mesures de protection et les actions de pérennisation (AGR), etc. sont autant d'actions d'amélioration de la résilience des populations. • Synergies et Coordination avec les Acteurs Locaux : La collaboration avec les autorités locales et les ONG renforce l'efficacité des interventions en assurant une meilleure coordination et en évitant les duplications d'efforts. Cela permet une réponse plus cohérente aux besoins des communautés et renforce la capacité locale à gérer les crises. <p style="text-align: center;">Solidarités International</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité Alimentaire : Les interventions de sécurité alimentaire, telles que la distribution de kits alimentaires d'urgence et le soutien à l'agriculture, ont directement renforcé la résilience des communautés en réduisant leur dépendance à l'aide extérieure. En améliorant la production agricole et en facilitant l'accès aux marchés, le projet a permis aux familles de mieux se préparer aux chocs économiques et environnementaux futurs. • Accès à l'Eau Potable et à l'Assainissement : L'amélioration de l'accès à l'eau potable et des installations sanitaires a réduit les risques de maladies liées à l'eau, améliorant ainsi la santé et le bien-être des communautés. Cela renforce la résilience en réduisant les dépenses liées aux soins de santé et en améliorant la qualité de vie. • Relance Agricole et Activités Génératrices de Revenus : La relance agricole a permis aux familles de diversifier leurs sources de revenus et de mieux se préparer aux crises économiques. En soutenant la production locale et en favorisant des activités génératrices de revenus, le projet a contribué à l'autosuffisance et à la sécurité économique des communautés. <p style="text-align: center;">Synergies et Coordination avec les Acteurs Locaux : La collaboration avec les autorités locales et les ONG renforce l'efficacité des interventions en assurant une meilleure coordination et en évitant les duplications d'efforts. Cela permet une réponse plus cohérente aux besoins des communautés et renforce la capacité locale à gérer les crises.</p> <p style="text-align: center;">HEKS EPER</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité Alimentaire : Les interventions de sécurité alimentaire, telles que la distribution de kits alimentaires d'urgence et le soutien à l'agriculture, ont directement renforcé la résilience des communautés en réduisant leur dépendance à l'aide extérieure. En améliorant la production
Capacités de résilience d'adaptation – La capacité de faire des choix éclairés et des changements dans les moyens de subsistance et d'autres stratégies en réponse aux changements sociaux, économiques et environnementaux à long terme. Par exemple, la diversification des revenus, l'information sur le marché et les réseaux commerciaux.	<ul style="list-style-type: none"> • La relance économique : AGR, AVEC, Cash for Work, etc. ; • La relance agricole : restauration des actifs agricoles (terres, bétail, etc.) • Pratiques agricoles • Marchés d'entrée • Information du marché • Compétences professionnelles • Alphabétisation financière • Sources de revenus diversifiées • Organisations de producteurs 	
Capacités de résilience de transformation – Les mécanismes de gouvernance, les politiques et les règlements, les normes culturelles et sexospécifiques, les réseaux communautaires et les mécanismes formels et informels de protection sociale qui constituent l'environnement propice au changement systémique. Par	<ul style="list-style-type: none"> • Routes • Infrastructure de marché • Services de vulgarisation • Infrastructure d'irrigation • Filets de sécurité - espèces, en nature • Décisions équitables du ménage • Égalité des sexes et inclusion • Équité sociale et inclusion 	

Groupe	Action de renforcement des capacités de résilience	Actions contributives des projets
exemple, l'infrastructure, la bonne gouvernance et les filets de sécurité officiels.	<ul style="list-style-type: none"> • Établissements de santé • Infrastructure d'eau 	<p>agricole et en facilitant l'accès aux marchés, le projet a permis aux familles de mieux se préparer aux chocs économiques et environnementaux futurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation des Infrastructures : La réhabilitation des routes et infrastructures hydriques a amélioré l'accès aux services essentiels et aux marchés, facilitant ainsi la circulation des biens et la réponse humanitaire. Cela a réduit l'isolement des communautés et a contribué à la stabilité économique locale. • Accès à l'Eau Potable et à l'Assainissement : L'amélioration de l'accès à l'eau potable et des installations sanitaires a réduit les risques de maladies liées à l'eau, améliorant ainsi la santé et le bien-être des communautés. Cela renforce la résilience en réduisant les dépenses liées aux soins de santé et en améliorant la qualité de vie. • Relance Agricole et Activités Génératrices de Revenus : La relance agricole a permis aux familles de diversifier leurs sources de revenus et de mieux se préparer aux crises économiques. En soutenant la production locale et en favorisant des activités génératrices de revenus, le projet a contribué à l'autosuffisance et à la sécurité économique des communautés. <p>Synergies et Coordination avec les Acteurs Locaux : La collaboration avec les autorités locales et les ONG renforce l'efficacité des interventions en assurant une meilleure coordination et en évitant les duplications d'efforts. Cela permet une réponse plus cohérente aux besoins des communautés et renforce la capacité locale à gérer les crises.</p> <p>Oxfam</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité Alimentaire : Les interventions en matière de sécurité alimentaire, ont directement renforcé la résilience des communautés en réduisant leur dépendance à l'aide extérieure. En améliorant la production agricole et en facilitant l'accès aux marchés, le projet a permis aux familles de mieux se préparer aux chocs économiques et environnementaux futurs. • Relance Agricole et Activités Génératrices de Revenus : La relance agricole a permis aux familles de diversifier leurs sources de revenus et de mieux se préparer aux crises économiques. En soutenant la production locale et en favorisant des activités génératrices de revenus, le projet a contribué à l'autosuffisance et à la sécurité économique des communautés. • Protection : L'amélioration des connaissances des bénéficiaires sur les risques et conflits fonciers ; Inclusion des femmes et des PDI ; L'amélioration des connaissances des bénéficiaires sur l'identification des besoins humanitaires ; L'amélioration des compétences des bénéficiaires en leadership humanitaires, etc. sont autant d'action d'amélioration de la résilience des populations. <p>Synergies et Coordination avec les Acteurs Locaux : La collaboration avec les autorités locales et les ONG renforce l'efficacité des interventions en assurant une meilleure coordination et en évitant les duplications d'efforts. Cela permet une réponse plus cohérente aux besoins des communautés et renforce la capacité locale à gérer les crises.</p>

4.6.3. Interconnexion des paquets fournis au sein du projet

Paquet	TPO	Solidarités International	HEKS EPER	Oxfam
Accès à l'Eau Potable et à l'Assainissement et l'hygiène	Ces interventions sont liées à l'amélioration des conditions de vie, car un accès amélioré à l'eau est crucial pour maintenir des conditions d'assainissement, d'hygiène et	Ces interventions renforcent la sécurité alimentaire, l'agriculture et même la relance économique, car un accès amélioré à l'eau est crucial	Ces interventions sont liées à la réhabilitation des infrastructures et aux activités agricoles, car un accès amélioré à l'eau est crucial	

Paquet	TPO	Solidarités International	HEKS EPER	Oxfam
	sanitaires adéquates. Ce qui se répercute sur les conditions de vie de manière générale	pour l'agriculture et pour maintenir des conditions sanitaires adéquates dans les centres de production. L'eau potable facilite également les efforts de relance économique en améliorant la productivité générale.	pour l'agriculture et pour maintenir des conditions sanitaires adéquates dans les centres de production. L'eau potable facilite également les efforts de relance économique en améliorant la productivité générale.	
Protection	Les efforts de protection améliorent la capacité d'accès aux moyens de subsistance et des revenus conséquent contribuent au renforcement de la protection des populations car les familles peuvent investir dans d'autres domaines, comme la santé et l'éducation, la participation aux activités de sensibilisation, etc.			Les efforts de protection améliorent la capacité production des communautés, tandis qu'un meilleur accès aux moyens de subsistance et des revenus conséquent contribuent au renforcement de la protection des populations car les familles peuvent investir dans d'autres domaines, comme la santé et l'éducation, la participation aux activités de sensibilisation, etc.
Sécurité Alimentaire		Ces activités sont liées à la relance économique et à l'amélioration de la productivité et la production agricole, car la disponibilité des produits agricoles, améliorent la consommation alimentaire (en quantité et en qualité).	Ces activités sont liées à la relance économique et à l'amélioration des infrastructures, car des routes réhabilitées permettent un meilleur accès aux marchés pour les produits agricoles, tandis que les formations en techniques agricoles durables renforcent la capacité des communautés à gérer les ressources de manière plus efficace.	
Réhabilitation des Infrastructures			Les infrastructures améliorées soutiennent directement les activités de relance agricole en permettant une meilleure distribution des produits et des intrants agricoles. De plus, l'accès amélioré aux installations d'eau potable	

Paquet	TPO	Solidarités International	HEKS EPER	Oxfam
			contribue à une meilleure hygiène et à une réduction des maladies, renforçant ainsi la santé publique.	
Relance Agricole et Activités Génératrices de Revenus		Les activités agricoles bénéficient des meilleures conditions d'accès à l'eau et renforcent la sécurité alimentaire. De plus, les revenus générés par ces activités permettent aux familles d'investir dans d'autres domaines, comme la santé et l'éducation, renforçant ainsi leur résilience globale.	Les activités agricoles et piscicoles bénéficient des infrastructures réhabilitées, comme les routes qui facilitent l'accès aux marchés et les systèmes d'irrigation améliorés. De plus, les revenus générés par ces activités permettent aux familles d'investir dans d'autres domaines, comme la santé et l'éducation, renforçant ainsi leur résilience globale.	Ces activités sont liées aux efforts de protection, car un meilleur accès à la terre, une inclusion sociale, une communauté pacifique etc. permettent un meilleur accès aux moyens de subsistance (production agricole) et un renforcement des capacités des communautés à générer les ressources de manière plus efficace.
Synergies et Coordination avec les Acteurs Locaux.	La coordination entre les acteurs locaux facilite la mise en œuvre intégrée des différents volets du projet, assurant que les actions entreprises dans un secteur (par exemple, l'agriculture) sont soutenues par des interventions dans d'autres domaines (par exemple, les infrastructures et l'eau).	La coordination entre les acteurs locaux facilite la mise en œuvre intégrée des différents volets du projet, assurant que les actions entreprises dans un secteur (par exemple, l'agriculture) sont soutenues par des interventions dans d'autres domaines (par exemple, les infrastructures et l'eau).	La coordination entre les acteurs locaux facilite la mise en œuvre intégrée des différents volets du projet, assurant que les actions entreprises dans un secteur (par exemple, l'agriculture) sont soutenues par des interventions dans d'autres domaines (par exemple, les infrastructures et l'eau).	La coordination entre les acteurs locaux facilite la mise en œuvre intégrée des différents volets du projet, assurant que les actions entreprises dans un secteur (par exemple, l'agriculture) sont soutenues par des interventions dans d'autres domaines (par exemple, les infrastructures et l'eau).

4.7 Leçons apprises

Au titre des leçons clés qui ont permis aux projets d'aboutir aux principaux acquis égrainés plus haut, on peut retenir : L'approche communautaire participative qui permet l'identification des besoins réels des communautés, la mobilisation et la responsabilisation des acteurs communautaires tout au long des projets de manière transversale et de manière spécifique les éléments listés dans le tableau ci-dessous.

Projet	Leçons
OxFam	1.L'introduction de nouvelles cultures (semences de chou) et des AGR a permis l'amélioration immédiate des revenus des populations et la dynamisation les OPA ; 2.La préparation des capacités locales (STC, services étatiques d'appui, leaders locaux, etc.) à assurer la continuité de l'appui organisationnel et technique est un élément essentiel pour la durabilité des acquis.
HEKS EPER	1.L'utilisation du Cash for Work dans la conduite des activités d'ouverture/réhabilitation des routes pour son potentiel de booster dans la mobilisation de la main d'œuvre, l'amélioration immédiate des revenus des populations et de dynamisation des AGR ; 2.La stratégie de sortie via la préparation des capacités locales (relais communautaires, services étatiques d'appui, leaders locaux, COGEPE, CLER, etc.) à assurer la continuité de l'appui organisationnel et technique est un élément essentiel pour la durabilité des acquis.
Solidarités International	1.La mise en place des AGR au profit des membres des AVEC, pour leur autonomisation (paiement des cotisations, gestion etc.), la poursuite et la pérennisation des acquis du projet est un bon maillon de la stratégie de retrait ; 2.L'introduction de la culture hors sol. Cette innovation est saluée par les bénéficiaires qui estiment qu'elle favorisera la pérennisation des acquis du projet, notamment dans un contexte de sécurité volatile, rendant l'accès aux champs parfois difficile. La culture hors sol devient une alternative pratique pour les bénéficiaires.
TPO	1.Le fait de privilégier un accompagnement holistique des patients et de ne plus continuer à faire l'accompagnement collectif mais de le personnaliser à chaque patient, l'approche psycho social est plus efficace ; 2.La nécessité de changer de mode de construction des infrastructures : en dur (mode développement) et non plus en mode urgence ; 3.Les mouvements fréquents des autorités locales (affectation : Le cas de l'Administrateur de Fizi, l'AT Kabambare, le MCZ Kimbi-Lulenge et celui de Kabambare tous ont été changé) qui soulèvent la nécessité de mise en place d'un plan dynamique de renforcement des capacités pour assurer la pérennisation des interventions.

4.8 Synergie / Nexus :

Le nexus humanitaire-développement-paix (HDP), est un cadre conceptuel et opérationnel visant à coordonner et intégrer les efforts dans les domaines humanitaire, de développement et de consolidation de la paix. Il fait suite à la reconnaissance croissante des interconnexions et des interdépendances entre les crises humanitaires, les besoins de développement à long terme et les efforts de maintien de la paix.

TPO en tant que Lead du Groupe de travail Protection dans la zone a favorisé le Nexus avec les autres partenaires œuvrant dans la protection. La mutualisation des activités avec CICR dans le cadre du retrait des enfants de groupes et forces armés. Les réunions de coordination

humanitaires dans les zones d'intervention ont été plusieurs fois organisées dans le cadre du Nexus. Bunyakiri : Nous avons WAR CHILD, EUFA ; Kimbi-Lulenge : CICR, Kabambare : ACTED.

Le nexus est mis en œuvre dans une moindre mesure par les autres Projets et pourrait être renforcé à travers essentiellement :

- La Coordination, le partage d'informations et la mutualisation des moyens avec les partenaires exerçant dans des secteurs similaires ;
- La Coordination, le partage d'informations avec ceux exerçant dans des secteurs complémentaires.

Le détail par projet se trouve dans les rapports d'évaluation de chaque projet.

5. CONCLUSION

Les investigations menées dans le cadre de cet exercice permettent d'affirmer qu'il s'agit de projets qui ont été conduits de manière convenable depuis l'identification jusqu'à la mise en œuvre.

En effet, l'unanimité qui se dégage des entretiens confirme la pertinence et la cohérence des actions développées pour permettre aux populations bénéficiaires, fréquemment touchées par le conflit, de mieux résister aux chocs et au stress et assurer le renforcement de leur résilience et de leur relèvement.

Sur le plan des résultats et sur la base de l'opinion des bénéficiaires, entre 86% et 95% estiment que les projets ont atteint les résultats souhaités en apportant des améliorations perceptibles. Les principaux acquis sont relatifs aux acquisitions de connaissances et des réalisations dans les domaines de : (i) l'accès aux moyens de subsistance, (ii) de l'amélioration de la consommation alimentaire, (iii) de la protection communautaire et du plaidoyer, (iv) de la gestion du foncier et (v) du développement d'un leadership local, etc.

Sur la durabilité, on retiendra qu'au moins 68% à 82% des répondants à l'enquête menée sont optimistes quant à la possibilité pour les changements générés par les projets de perdurer et cela repose sur le fait entre autres que les compétences techniques renforcées, la vulgarisation d'intrants agricoles, le renforcement des infrastructures, la création de sources de revenus additionnelles, les formations et les sensibilisations reçues et mises pratiques seront poursuivies par les acteurs en s'appuyant sur leaders communautaires (OPA) formés.

Cependant, certains acteurs estiment que des étapes supplémentaires sont encore nécessaires comme :

Pour OXFAM

- Le renforcement des AGR au profit des leaders et structures locales pour leur permettre de poursuivre les actions de formations et de sensibilisations dans le cadre de la pérennisation des actions du projet dans la communauté ;
- La mise en place et du renforcement de relais de locaux ;

Pour SOLIDARITES International

- La nécessité de mieux préparer les capacités locales à assurer la relève de l'accompagnement au regard de leurs faibles capacités financières et la menace de l'insécurité qui pèse toujours sur les bénéficiaires ;

Pour TPO

- La nécessité de poursuivre l'accompagnement vers une véritable autonomisation reste insuffisante, la reconstitution ou le renforcement des moyens d'existence par les bénéficiaires eux-mêmes nécessitant des moyens hors de la portée de la plupart d'entre eux.

Pour HEKS EPER

- Les activités qui demanderont un renforcement sont celles relatives aux capacités des bénéficiaires à assurer efficacement l'entretien et le traitement des plantes en biopesticides sur le plan agricole et celles relatives à l'opérationnalité des comités de gestion dans leur ensemble.

Sur la question de la poursuite des opérations, elle reste une nécessité du fait que les problématiques de base ayant justifié la mise en œuvre des Projets restent quasiment les mêmes à ce jour. La pauvreté, l'insécurité et tous leurs corolaires demeurent et le risque que la majorité de ceux qui amorcent un relèvement chute à nouveau est réel. Pour la suite des opérations, le développement d'un nexus véritable avec les autres partenaires de développement et de paix reste un impératif pour obtenir de véritables changements.

6. RECOMMANDATIONS

Secteur / volet / Critère	Recommandations
Pilotage (cohérence, efficacité et efficience)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Améliorer la qualité des projets à l'entrée. Cette recommandation suggère pour la DDC une amélioration du cadre programmatique en se fixant dans le cadre du programme 2026-2029, et sur la base d'une étude de Baseline sur l'ensemble de la zone d'intervention, des indicateurs assortis de cibles pour chacun des changements/transformation souhaités dans la durée du programme. Ces indicateurs qui seront spécifiques pour le Programme DDC, constitueront pour chacun des projets, dans la hiérarchie des résultats, ceux de leurs objectifs globaux. Du côté des projets, cela suggère que la DDC soit plus exigeante vis-à-vis de ses partenaires sur l'analyse des problèmes spécifiques à traiter qui doit être mieux approfondie et plus rigoureuse, une meilleure identification par ces derniers des changements/transformation à apporter en termes de bénéfices concrets et bien quantifiés pour les populations, des stratégies à mettre en place à travers une analyse très rigoureuse de la contextualisation de la théorie du changement, des parties-prenantes (ceux à l'exécution et ceux dans le mécanisme et stratégie de sortie et de pérennisation), le respect scrupuleux du canevas et des directives fournis par la DDC. A cet effet, la DDC devra renforcer les capacités de ses partenaires d'une manière à permettre une standardisation dans la compréhension des concepts relatifs aux projets, leur formulation et leur présentation dans le but de garantir une amélioration de leur qualité. 2. Mettre en place (la DDC) en externe aux Projets un mécanisme de suivi, d'évaluation, de capitalisation et d'apprentissage sur les résultats dans le sens de documenter ses stratégies d'interventions. Ce mécanisme de suivi doit principalement être orienté sur les résultats en fournissant des informations précises et indépendantes sur les valeurs des indicateurs au démarrage, à mi-parcours et à la fin des opérations. Cela peut se faire via un système innovant intégrant les nouvelles technologies pour assurer un suivi/supervision à distance et en temps réel. Cela garanti aussi, la crédibilité des résultats, le mécanisme d'apprentissage et de capitalisation des projets et facilitera une mise à l'échelle des opérations à succès ; 3. Le renforcement de l'autonomisation des bénéficiaires jusqu'à la reconstitution/constitution de leurs moyens d'existence (formations techniques et de gestion, activités génératrices de revenus, etc.) à hauteur de souhait afin de laisser des <u>modèles de succès</u> ; mécanismes, etc.
Synergie et nexus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Définir dans le nouveau programme pays 2026-2029, des objectifs spécifiques précis qui traduisent l'intégration des dimensions humanitaires, de développement et de paix. Cela implique de formuler des objectifs qui répondent simultanément aux besoins immédiats des bénéficiaires tout en favorisant des résultats durables. 2. Conduire ou susciter le plaidoyer pour le renforcement de la synergie d'action et le nexus avec les autres acteurs en l'étendant aux acteurs de promotion du développement et de paix opérant dans la même zone. Cela devra se concrétiser entre autres à travers : <ul style="list-style-type: none"> o Une cartographie des Acteurs et Projets via l'identification des Partenaires Clés : réaliser une cartographie exhaustive des autres projets de la DDC et des acteurs humanitaires dans la région, en identifiant les domaines d'intervention et les objectifs communs. Cela permettra de repérer les opportunités de synergie et de collaboration ; o La Création d'un Réseau d'Acteurs : Mettre en place un réseau d'acteurs humanitaires et de développement dans la région pour faciliter le partage d'expériences et de bonnes pratiques, et pour renforcer la coopération entre les projets ; o La tenue de réunions de Coordination Régulières : Établir des réunions de coordination régulières entre les différents acteurs pour partager des informations, harmoniser les approches et planifier des activités conjointes. Cela renforcera la collaboration et maximisera l'impact des interventions ; o L'Évaluation de l'efficacité des Synergies à l'aide d'indicateurs pratiques : Développer des indicateurs spécifiques pour mesurer l'efficacité des synergies sur l'efficacité des interventions. Cela inclut l'évaluation de la portée des services, l'optimisation des ressources et l'amélioration des résultats pour les bénéficiaires ; o La production de Rapports de Synergie : Produire des rapports réguliers sur les synergies établies, documentant les leçons apprises et les impacts mesurables de ces collaborations. Cela permettra d'ajuster les stratégies futures et de démontrer la valeur ajoutée des synergies aux bailleurs de fonds.
Durabilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre en place des stratégies de Transfert de Responsabilité : Exiger à travers des directives dans le cadre du programme 2026-2029, la prise en compte dans les projets, d'un plan de durabilité robuste qui inclut des stratégies éprouvées de transfert progressif de responsabilité aux acteurs locaux. Cela peut inclure la création de comités locaux de gestion des projets et le renforcement des capacités des partenaires locaux.

Annexes

Annexe n°01 : Liste des acteurs/partenaires potentiels identifiés par projet

province	Partenaire DDC	Acteur interenat dans la même zone	Statut
Nord Kivu	HE	Action contre la Faim	International
Nord Kivu	HE	AIDES	Local
Nord Kivu	HE	Caritas-Développement Goma	Local
Nord Kivu	HE	Comité International de la Croix-Rouge	International
Nord Kivu	HE	DanChurchAid	International
Nord Kivu	HE	IFRO	Local
Nord Kivu	HE	International Organization for Migration	International
Nord Kivu	HE	Johanniter	International
Nord Kivu	HE	MEDAIR	International
Nord Kivu	HE	Médecin Sans Frontières France	International
Nord Kivu	HE	MERCY CORPS	International
Nord Kivu	HE	OCHA	International
Nord Kivu	HE	Oxfam	International
Nord Kivu	HE	PREMIÈRE URGENCE INTERNATIONALE	International
Nord Kivu	HE	Tearfund	International
Nord Kivu	HE	UNICEF	International
Nord Kivu	HE	WAR CHILD	International
Nord Kivu	HE	WORLD VISION	International
Nord Kivu	OXFAM	Action contre la Faim	International
Nord Kivu	OXFAM	Action pour le Bien-être Communautaire	Local
Nord Kivu	OXFAM	AIDES	Local
Nord Kivu	OXFAM	Alliance for International Medical Action	International
Nord Kivu	OXFAM	Comité International de la Croix-Rouge	International
Nord Kivu	OXFAM	Concern Worldwide	International
Nord Kivu	OXFAM	DanChurchAid	International
Nord Kivu	OXFAM	ETN	Local
Nord Kivu	OXFAM	FOPAC	Local
Nord Kivu	OXFAM	HANDICAP INTERNATIONAL	International
Nord Kivu	OXFAM	HEKS EPER	International
Nord Kivu	OXFAM	Help a Child	International
Nord Kivu	OXFAM	HELP CHILD	International
Nord Kivu	OXFAM	MEDAIR	International
Nord Kivu	OXFAM	Médecin Sans Frontières France	International
Nord Kivu	OXFAM	Médecins sans frontières	International
Nord Kivu	OXFAM	MERCY CORPS	International
Nord Kivu	OXFAM	Norwegian Refugee Council	International
Nord Kivu	OXFAM	Oxfam	International
Nord Kivu	OXFAM	PREMIÈRE URGENCE INTERNATIONALE	International
Nord Kivu	OXFAM	Programme Alimentaire Mondial	International
Nord Kivu	OXFAM	SOPROP	Local
Nord Kivu	OXFAM	VILLAGE D'ESPOIR	Local
Nord Kivu	OXFAM	WORLD VISION	International
Nord Kivu	SI	AFRICO	Local
Nord Kivu	SI	AIDES	Local
Nord Kivu	SI	Association des Petits Eleveurs, Tanneurs et Maroquins du Congo	Local
Nord Kivu	SI	Caritas-Développement Goma	Local
Nord Kivu	SI	Comité International de la Croix-Rouge	International
Nord Kivu	SI	Concern Worldwide	International
Nord Kivu	SI	Danish Refugee Council	International
Nord Kivu	SI	FAO	International
Nord Kivu	SI	Feed the Future Initiative	International
Nord Kivu	SI	FONDS SOCIAL DE LA RDC	Etatique
Nord Kivu	SI	International Rescue Committee	International
Nord Kivu	SI	Ligue des Organisations des Femmes Paysannes du Congo	Local
Nord Kivu	SI	MAVUNO asbl	Local
Nord Kivu	SI	MEDAIR	International
Nord Kivu	SI	MERCY CORPS	International
Nord Kivu	SI	Norwegian Refugee Council	International
Nord Kivu	SI	Oxfam	International
Nord Kivu	SI	Programme Alimentaire Mondial	International
Nord Kivu	SI	SAMARITAN'S PURSE	International
Nord Kivu	SI	SOLIDARITÉ FÉMININE POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT	Local
Nord Kivu	SI	INTÉGRAL	Local
Nord Kivu	SI	Tearfund	International

Nord Kivu	SI	UNHCR	International
Nord Kivu	SI	UNICEF	International
Nord Kivu	SI	WORLD VISION	International
Sud Kivu	TPO	Action Communautaire d'Appui au Développement	Local
Sud Kivu	TPO	Action contre la Faim	International
Sud Kivu	TPO	Action Solidaire aux Vulnérables	Local
Sud Kivu	TPO	Adventist Development and Relief Agency (ADRA)	International
Sud Kivu	TPO	Agency for Technical Cooperation and Development	International
Sud Kivu	TPO	AIDES	Local
Sud Kivu	TPO	Association des Volontaires pour la Recupération des Enfants Orphelins	Local
Sud Kivu	TPO	Association pour la Conservation Communautaire de la Biodiversité	Local
Sud Kivu	TPO	Caritas Développement Bukavu	Local
Sud Kivu	TPO	Comité International de la Croix-Rouge	International
Sud Kivu	TPO	FAO	International
Sud Kivu	TPO	FONDATION PANZI	Local
Sud Kivu	TPO	Fondazione AVSI	International
Sud Kivu	TPO	GAVI	International
Sud Kivu	TPO	Groupe de Recherche et d'Appui aux Interventions Intégrées de la nutrition en Santé	Local
Sud Kivu	TPO	Initiative de développement et d'accompagnement des vulnérables	Local
Sud Kivu	TPO	Initiative for Peacebuilding (IfP)	International
Sud Kivu	TPO	International Medical Corps	International
Sud Kivu	TPO	INTERMOS	International
Sud Kivu	TPO	LADAPS	Local
Sud Kivu	TPO	MEDAIR	International
Sud Kivu	TPO	Médecin Sans Frontières Hollande	International
Sud Kivu	TPO	MEDECINS D'AFRIQUE	International
Sud Kivu	TPO	MERCY CORPS	International
Sud Kivu	TPO	Norwegian Refugee Council	International
Sud Kivu	TPO	Organisation Mondiale de la Santé	International
Sud Kivu	TPO	PICAGEL	Etatique
Sud Kivu	TPO	Programme Alimentaire Mondial	International
Sud Kivu	TPO	Programme d'Action pour le Développement des Bases Unies	Local
Sud Kivu	TPO	Tearfund	International
Sud Kivu	TPO	UNICEF	International
Sud Kivu	TPO	Union pour l'émancipation de la femme autochtone	Local
Sud Kivu	TPO	UNION POUR L'EMANCIPATION DE LA FEMME AUTOCHTONE	Local
Sud Kivu	TPO	VNG INTERNATIONAL	International
Sud Kivu	TPO	WAR CHILD	International
Sud Kivu	TPO	WORLD VISION	International
Sud Kivu	TPO	ZOA-International	International

Grille d'analyse pour les évaluations des interventions de la DDC (octobre 2023)

Cette grille d'évaluation est une annexe obligatoire aux évaluations externes (et internes dans le cas du SECO) des projets et programmes financés par la DDC et le SECO (ci-après dénommés "interventions"), qu'ils soient mandatés par la DDC, le SECO ou des partenaires externes. Elle se fonde sur les critères d'évaluation et les [orientations](#) du Comité d'aide au développement de l'OCDE.¹⁶ Son objectif est de rendre les résultats des évaluations plus transparents et de les quantifier (transformer les informations qualitatives des rapports d'évaluation en scores quantitatifs) d'une manière standardisée. Cela permet de rendre des comptes et de faciliter le reporting, le pilotage et l'apprentissage au sein de la DDC et du SECO.

Comment utiliser cette grille d'évaluation:

- Les évaluateurs doivent fournir la grille d'évaluation remplie en format **Word**.
- Tous les sous-critères *applicables* doivent être notés et une brève explication doit être fournie. Si les termes de référence de l'évaluation excluent explicitement certains critères du CAD, ils ne doivent pas être remplis dans la grille d'évaluation. Pour garantir la cohérence, il est conseillé de faire correspondre chaque question d'évaluation des termes de référence à un sous-critère de la grille d'évaluation.
- Les 20 sous-critères ne doivent pas être modifiés, mais des sous-critères supplémentaires peuvent être ajoutés pour refléter les objectifs spécifiques et les intérêts d'apprentissage du mandant.
- Si des résultats spécifiques ne sont pas encore mesurables au moment de l'évaluation, il convient d'analyser la probabilité d'atteindre ces résultats (en particulier en ce qui concerne l'efficacité, l'impact et la durabilité). Veuillez le mentionner dans la section prévue à cet effet (appréciation de l'évaluabilité à la page 2).
- Chaque critère d'évaluation de la grille d'évaluation comporte des liens hypertextes qui renvoient aux [orientations de l'OCDE](#) relatives à ce critère spécifique. Les orientations de l'OCDE contiennent également des informations sur les liens et les différences entre les différents critères du CAD.
- Lors de l'évaluation des aspects de genre et de climat, il est recommandé d'utiliser les orientations et directives existantes.¹⁷
- Pour évaluer chaque sous-critère, sélectionnez votre note (0-4, veuillez n'utiliser que des nombres entiers) dans la colonne "note" :

¹⁶ Outre les définitions des six critères, deux principes directeurs ont été définis par le Réseau du CAD de l'OCDE sur l'évaluation du développement, à savoir :

- a. Principe n°1 : Les critères devraient être appliqués de façon réfléchie pour renforcer la qualité et l'utilité des évaluations.
- b. Principe n° 2: L'utilisation des critères dépend de la finalité de l'évaluation.

Les orientations de l'OECD « [Une application réfléchie des critères d'évaluation](#) » (2021) expliquent ces principes et fournissent des conseils ainsi que des exemples pour l'utilisation des critères du CAD.

¹⁷ Voir par exemple [Applying a Human Rights and Gender Equality Lens to the OECD Evaluation Criteria](#) (document en anglais).

	Pertinence / cohérence / efficience	Efficacité	Impact	Viabilité/Durabilité
1= Très Satisfaisant	Aucune lacune en ce qui concerne la pertinence, la cohérence et l'efficience de l'intervention.	Les objectifs au niveau des réalisations (outcomes) ont été (ou sont susceptibles d'être) entièrement atteints ou dépassés.	L'intervention a eu (ou est susceptible d'avoir) un impact positif significatif.	(Il est probable que) tous les bénéfices de l'intervention s'inscrivent dans la durée. <i>Remarque: pour cette note, des preuves claires sont requises (pas seulement des hypothèses).</i>
2= Satisfaisant	Lacunes modérées en ce qui concerne la pertinence, la cohérence et l'efficience de l'intervention.	Les objectifs au niveau des réalisations (outcomes) ont été (ou sont susceptibles d'être) largement atteints.	L'intervention a eu (ou est susceptible d'avoir) un impact globalement positif.	(Il est probable que) la majorité des bénéfices de l'intervention s'inscrivent dans la durée.
3= Insatisfaisant	Lacunes importantes en ce qui concerne la pertinence, la cohérence et l'efficience de l'intervention.	Les objectifs au niveau des réalisations n'ont été (ou ne seront probablement) que partiellement atteints (à un niveau plutôt bas). <i>Remarque : si les extrants (outputs) sont atteints, mais n'aboutissent pas aux réalisations (outcomes) escomptées, il convient de considérer l'efficacité comme insatisfaisante.</i>	L'intervention n'a pas eu (ou est susceptible de ne pas avoir) d'impact.	(Il est probable qu') une minorité des bénéfices de l'intervention s'inscrivent dans la durée.
4= Très insatisfaisant	Très importantes lacunes en ce qui concerne la pertinence, la cohérence et l'efficience de l'intervention.	Les objectifs au niveau des réalisations n'ont pas été atteints (ou ne le seront probablement pas).	L'intervention a eu (ou est susceptible d'avoir) un impact négatif inattendu.	(Il est probable qu') aucun des bénéfices de l'intervention ne s'inscrive dans la durée.
0=Non évalué	L'énoncé du critère ne peut pas être évalué. Veuillez l'expliquer dans la colonne des justifications.			

En plus de la grille d'évaluation, veuillez également remplir ce tableau de données sur l'évaluation, sur l'intervention évaluée et sur l'évaluabilité de l'intervention.

Données de l'évaluation			
Titre du rapport d'évaluation	Rapport d'évaluation externe des programmes financés par la coopération Suisse, Aide humanitaire, Bucu Bukavu		
Évaluation mandatée par	Marakuja ASBL	Dates d'évaluation (début - fin)	15.03.2024 30.06.2024
Évaluation réalisée par : Nom de l'évaluateur principal (le cas échéant) Nom de l'entreprise	Oumarou TIEMTORE MARAKUJA asbl	Pour les évaluations externes : Budget total de l'évaluation (y compris tous les honoraires et coûts) et devise	Budget de l'évaluation USD
Un membre de l'équipe d'évaluation a-t-il été impliqué dans l'intervention ?	No	Si oui, comment ?	Expliquez brièvement le type d'implication
Données de l'intervention évaluée			
Titre de l'intervention (y compris numéro de phase)	Evaluation externe des programmes financés par la coopération Suisse, Aide humanitaire, Bucu Bukavu		
Numéro interne de l'intervention (si disponible). Par exemple 7F-..., UR_...	7F-10754.02.02	Dates de la phase évaluée (début - fin)	15.04.2022 30.09.2024
S'agit-il de la phase finale ?	No	Budget total pour la phase évaluée ;	Budget total Contribution

		Contribution DDC/SECO le cas échéant	
Évaluation de l'évaluabilité¹⁸ par l'évaluateur			
Dans quelle mesure considérez-vous que l'intervention peut être évaluée de manière fiable et crédible ?	2 - fiable		
<p>Le cas échéant, veuillez sélectionner le type de limite(s) à l'évaluation et fournir une brève explication.</p> <p><i>Remarque : lors de l'évaluation de l'évaluabilité, il convient également de tenir compte de la représentativité et de la participation des parties prenantes/groupes spécifiques impliqués dans l'évaluation, ainsi que de l'influence du contexte conflictuel/fragile sur la qualité et la validité des données et sur l'accès aux groupes cibles (le cas échéant).</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Les objectifs ne sont pas définis de manière adéquate (par exemple, faiblesses dans la conception de l'intervention, absence de données de référence et de cibles).</p> <p><input type="checkbox"/> Les résultats ne sont pas vérifiables (par exemple, trop tôt pour se prononcer, manque de données et de preuves suffisamment solides).</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Autre(s) limitation(s)</p> <p>Seul un projet sur quatre (4) disposait d'une étude de référence des indicateurs de résultats (baseline), ce qui a limité la rigueur dans les analyses.</p>		

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
1 Pertinence: L'intervention répond-elle au problème ? Résumé : Mesure dans laquelle les objectifs et la conception/le design de l'intervention (au moment de la conception et au moment de l'évaluation)	N'écrivez rien ici. Le score des critères du CAD	Les projets sont très pertinents et s'alignent parfaitement avec les préoccupations des bénéficiaires dont les besoins finaux sont l'amélioration de leur capacité de résilience.

¹⁸ Voir la définition d'évaluabilité dans: OECD (2023), [Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats pour le développement durable \(Deuxième édition\)](#), OECD Publishing, Paris

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
correspondent aux besoins et aux priorités des bénéficiaires et des parties prenantes impliquées et demeurent pertinents même si le contexte évolue. <i>Remarque : Pour appréhender la pertinence d'une intervention, il est essentiel de comprendre la dynamique de pouvoir entre les sexes et de réfléchir sur l'engagement pris au titre des ODD de ne « laisser personne de côté ».</i>	<i>sera automatiquement calculé comme la moyenne arithmétique des sous-critères.</i>	
1.1 Prise en compte des besoins, des politiques et des priorités: mesure dans laquelle les objectifs (au niveau des extrants, des réalisations et de l'impact = <i>inputs, outcomes, impacts</i>) de l'intervention répondent aux besoins et aux priorités des bénéficiaires (groupes cibles), des parties prenantes impliquées (participant au financement, à la mise en œuvre et/ou à la supervision de l'intervention) et, s'il y a lieu, aux parties prenantes indirectement touchées (par exemple, la société civile, etc.). <i>Remarque: Un accent particulier devrait être mis sur les bénéficiaires. S'il existe des conflits de priorités, veuillez les décrire dans la justification.</i>	1 - très satisfaisant	Il est établi que objectifs et actions des projets s'alignent parfaitement avec les préoccupations des bénéficiaires dont les besoins finaux sont l'amélioration de leur capacité de résilience. Les objectifs et actions des projets s'alignent également avec les politiques nationales de la République démocratique du Congo (Plan National Stratégique de développement ; Politique Nationale de protection sociale RDC ; Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle 2016 ; Politique de l'agriculture durable ; Plan National de Développement Sanitaire ; et les stratégies locales (Plan de Développement Provincial (2019-2023) du Nord Kivu) ainsi qu'avec les objectifs de développement durable (ODD).
1.2 Sensibilité au contexte et adaptation aux capacités des bénéficiaires et des parties prenantes: mesure dans laquelle le contexte a été pris en compte dans la conception de l'intervention (par exemple, les considérations économiques, environnementales, d'équité, sociales, culturelles, d'économie politique et de <u>capacité</u>). <i>Remarque: Les évaluateurs sont encouragés à décrire les facteurs contextuels les plus pertinents pour l'intervention.</i>	1 - très satisfaisant	L'analyse faite du contexte montre que les bénéficiaires des projets sont des enfants, des femmes et des hommes victimes des conflits et de leurs conséquences en quête d'amélioration de leurs conditions de vie. De ce fait, l'amélioration de la résilience des ménages à travers la reconstitution de leurs moyens de subsistance afin de leur permettre de se relever à la suite des chocs, l'amélioration de leur sécurité, la protection de leurs droits divers, et la prévention de la dégradation et la protection de leur environnement, la prévention et la résolution des conflits fonciers et des crises humanitaires, le soutien à l'agriculture, etc. constitue la réponse appropriée à leur besoin et en cohérence avec leur conditions sociales, économiques et culturelles. En plus, la mise en œuvre s'est effectuée dans le respect de l'équité et de l'environnement.

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
<p>1.3 Qualité de la conception: mesure dans laquelle les principaux éléments de la conception de l'intervention (tels que les objectifs et leurs indicateurs, le cadre logique, la théorie du changement, y compris les hypothèses connexes, le choix des services et des partenaires d'intervention, la stratégie de sortie) reflètent les besoins et les priorités du groupe cible, sont appropriés, réalistes, clairement définis, mesurables et réalisables (faisabilité technique, organisationnelle et financière).</p> <p><i>Remarque: la stratégie de sortie doit être planifiée dès le début de l'intervention afin de garantir la poursuite des effets positifs prévus, tout en tenant compte de l'évolution des conditions contextuelles.</i></p>	2 - satisfaisant	<p>L'ensemble des projets présentent une bonne cohérence interne. Les chaînes de résultats des projets sont bien cohérentes entre les activités mises en œuvre et les outcomes visés. Les indicateurs sont pour l'essentiel bien formulés, mesurables et sensibles sur les résultats à suivre à tous les niveaux (de l'objectif général aux produits).</p> <p>On note cependant quelques insuffisances dont la plus commune est le nombre pléthorique d'indicateurs qui ne facilite pas le suivi. D'autres insuffisances ont également été relevées mentionnées dans les rapports spécifiques.</p>
<p>1.4 Adaptation au fil du temps : mesure dans laquelle l'intervention s'est adaptée de manière judicieuse aux changements survenus au cours de sa durée de vie (par exemple, évolution de contexte politique et/ou économiques, changement de financement, nouvelles opportunités, déclenchement d'un conflit ou d'une pandémie, etc.)</p>	2 - satisfaisant	<p>L'ensemble des projets ayant plus d'un cycle intègre de manière satisfaisante une stratégie d'autonomisation des bénéficiaires et de sortie.</p>
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	Sélectionnez	Cliquez ici pour entrer du texte
<p>2 Cohérence: L'intervention s'accorde-t-elle avec les autres interventions menées ?</p> <p>Résumé : Mesure dans laquelle l'intervention est compatible avec les autres interventions menées au sein d'un pays, d'un secteur ou d'une institution. Le critère cherche à examiner comment d'autres interventions (en particulier des politiques) appuient ou affaiblissent l'intervention évaluée, et inversement.</p>	<p><i>N'écrivez rien ici. Le score des critères du CAD sera automatiquement calculé comme la moyenne arithmétique des sous-critères.</i></p>	<p>Les projets montrent une très bonne cohérence aussi bien interne qu'externe.</p>
<p>2.1 Alignement sur les stratégies internes : mesure dans laquelle l'intervention s'aligne sur les cadres et orientations politiques plus larges de la coopération suisse au développement, y compris la stratégie de coopération internationale la plus récente de la Suisse (dans son ensemble et au niveau des programmes de coopération nationaux), ainsi que sur les normes et standards internationaux pertinents auxquels la Suisse adhère (droit international, accords internationaux, etc.).</p>	1 - très satisfaisant	<p>Les projets s'inscrivent fortement dans les orientations stratégiques et priorités de la Suisse dans les grands lac dans les secteurs : Gouvernance, protection des civils et prévention des conflits ; Santé et nutrition ; Emploi et développement économique ainsi que le genre et la gouvernance.</p>

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
<p>2.2 Compatibilité interne: mesure dans laquelle l'intervention est compatible avec les autres interventions de la coopération suisse au développement dans le même pays/ la même région et dans le même domaine thématique (complémentarité, synergies, pas de duplication des efforts, subsidiarité, etc.).</p> <p><i>Remarque : si possible, les évaluateurs sont encouragés à prendre également en compte la compatibilité avec les interventions des différents niveaux / départements du gouvernement suisse dans le même contexte opérationnel (par exemple : développement, diplomatie, commerce, sécurité, etc.).</i></p>	1 - très satisfaisant	Les Projets évalués gardent une compatibilité interne dans ce sens qu'ils s'inscrivent dans plusieurs cycles avec un schéma de sortie sur le développement.
<p>2.3 Compatibilité externe: le degré de compatibilité de l'intervention avec les interventions d'autres acteurs dans le pays et le domaine thématique (complémentarité, synergies, chevauchements, valeur ajoutée, utilisation des systèmes et structures existants pour la mise en œuvre des activités, harmonisation, coordination, etc.)</p>	2 - satisfaisant	Les projets recherchent une synergie d'actions avec les autres interventions en présence que ce sont entre autres celles des Nations Unies. Cependant, le nexus d'avec les projets de développement nécessite un renforcement à l'avenir.
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	Sélectionnez	Cliquez ici pour entrer du texte
<p>3 Efficacité: L'intervention atteint-elle ses objectifs ?</p> <p>Résumé : mesure dans laquelle les objectifs et les résultats de l'intervention ont été atteints, ou sont en train de l'être, y compris les résultats différenciés entre populations.</p>	<i>N'écrivez rien ici. Le score des critères du CAD sera automatiquement calculé comme la moyenne arithmétique des sous-critères.</i>	Les projets ont été pour l'ensemble mis en œuvre de manière efficace. Au moment de l'évaluation, le taux d'achèvement des projets se situait entre 79% et 100%.
<p>3.1 Réalisation des objectifs: Mesure dans laquelle l'intervention a atteint ou devrait atteindre les résultats escomptés (extrants et réalisations) comme prévu initialement (ou comme modifié pour tenir compte des changements dans l'environnement) y compris les objectifs transversaux (par exemple, le genre, le climat).</p> <p><i>Remarque : Si certains objectifs - mais pas tous - ont été atteints, les évaluateurs devront examiner leur <u>importance relative</u> pour tirer des conclusions sur l'efficacité.</i></p>	2 - satisfaisant	S'agissant de la réalisation des résultats, l'enquête de terrain révèle qu'entre 82% et 97% des personnes interviewées déclarent avoir bénéficié des activités des projets de manière sûre, accessible, responsable et participative. Dans l'ensemble des secteurs d'interventions, des résultats sont visibles. Il s'agit de : (i) l'amélioration des moyens de subsistance (agriculture, production piscicole, AGR, etc.) ; (ii) l'amélioration de la Protection communautaire ; (iii) le Plaidoyer ; (iv) l'amélioration à l'accès à l'eau, l'hygiène et à l'assainissement ; (v) l'amélioration des infrastructures routières ; la gestion du foncier (accès à la terre, protection foncière, etc.)

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
3.2 Effets non intentionnels : mesure dans laquelle l'intervention a répondu de manière adéquate aux opportunités/risques potentiels des résultats positifs/négatifs non-escomptés (unintended results).	2 - satisfaisant	L'intervention ciblait des changements au niveau des bénéficiaires. Cependant, l'évaluation montre que les nouvelles techniques/spéculations agricoles (eg. : culture des choux, la culture hors sol) ont été adoptées au-delà des bénéficiaires directs.
3.3 Résultats différenciés : mesure dans laquelle les résultats de l'intervention au niveau des réalisations (= <i>outcomes</i>) ont été inclusifs et équitables parmi les groupes bénéficiaires et mesure dans laquelle des principes clés tels que la non-discrimination, la responsabilité (accountability) et le fait de ne laisser personne de côté ont été pris en compte lors de la mise en œuvre.	1 - très satisfaisant	Dans la formulation et la mise en œuvre de l'ensemble des projets, la dimension « genre et inclusion » a été prise en compte. L'analyse des données et des témoignages des bénéficiaires montrent que les femmes sont équitablement impliquées dans les activités que ce soit dans les structures communautaires ou en tant que bénéficiaires directs. A titre d'illustration le RECOPE de KABEYA (projet TPO) témoigne : « Oui, le genre était pris en compte, tout le monde (hommes et femmes) étaient associés. Les femmes sont membre des AGR comme les hommes. D'ailleurs je connais une femme qui a acheté un vélo grâce à l'AGR. J'ai vu une autre maman qui fait le commerce de casseroles grâce à l'AGR ».
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	Sélectionnez	Cliquez ici pour entrer du texte
4 Efficiency : Les ressources sont-elles utilisées de manière optimale ? Résumé: Mesure dans laquelle l'intervention produit, ou est susceptible de produire, des résultats de façon économique et dans les temps.	<i>N'écrivez rien ici. Le score des critères du CAD sera automatiquement calculé comme la moyenne arithmétique des sous-critères.</i>	Sur la base de l'analyse prévisions-réalisations, on retiendra que les projets ont été mis en œuvre de manière efficiente. Cependant, le volume de financement dédié aux activités à bénéfice direct pour les bénéficiaires (à l'exception du Projet HEKS EPER) reste faible (inférieur à 50%), impactant négativement sur l'utilisation rationnelle des fonds vers l'atteinte des objectifs et recommande donc une amélioration de la qualité des Projets à l'entrée dans l'avenir.
4.1 Efficience économique : mesure dans laquelle l'intervention a produit les résultats (intrants → extrants; intrants → réalisations) de la façon la plus économiquement avantageuse possible (y compris la répartition des ressources entre les différents groupes cibles et les différentes périodes; les options disponibles pour acquérir les intrants aux conditions du marché, etc.).	2 - satisfaisant	Sur le plan de l'efficience, les données sur l'exécution financière fournies par les différents projets montrent que le taux d'exécution financière varie de 76% à 100% avec une moyenne de 90%. L'analyse des données financières des Projets confirme que dans l'ensemble, ils ont été mis en œuvre avec une bonne maîtrise des coûts en rapport avec les

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
		prévisions. Par contre, le volume de financement dédié aux activités à bénéfice direct pour les bénéficiaires (à l'exception du Projet HEKS EPER) reste faible (inférieur à 50%), ce qui n'augure pas d'une utilisation rationnelle des fonds vers l'atteinte des objectifs.
4.2 Opportunité dans le temps/respect des délais : mesure dans laquelle l'intervention a produit les résultats (extrants, réalisations) en temps voulu (dans les délais prévus ou dans des délais raisonnablement ajustés) et mesure dans laquelle des efforts ont été déployés pour atténuer les retards. <i>Remarque: si le respect des délais n'est pas satisfaisant pour des raisons indépendantes de la volonté de l'intervention, la note doit rester insatisfaisante et une explication doit être fournie dans le champ de justification.</i>	1 - très satisfaisant	La quasi-totalité des résultats ont été réalisés selon les planifications établies/réajustées. Seul un effectif mineur d'activités n'avait pas pu être réalisé au moment de l'évaluation.
4.3 Efficience opérationnelle : mesure dans laquelle les mécanismes de gestion, de suivi et de pilotage ont favorisé une mise en œuvre efficiente (affectation des ressources, dépenses et réorientation, gestion des risques, décisions en matière de logistique et d'approvisionnement, etc.)	2 - satisfaisant	Sur le plan interne, l'ensemble des projets ont mis en place des mécanismes de pilotage qui ont justifié l'atteinte des résultats malgré les écarts entre les coûts prévisionnels et de réalisation sur certaines activités au niveau du Projet HEKS EPER. Sur le Plan externe, les mécanismes et suivi assurés par la DDC a permis de contenir d'éventuels blocages.
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	Sélectionnez	Cliquez ici pour entrer du texte
5 Impact: Quelle différence l'intervention fait-elle ? Résumé: Mesure dans laquelle l'intervention a produit, ou devrait produire, des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non. <i>Remarque: en fonction du calendrier de l'évaluation et de la durée des bénéfices visés, les évaluateurs peuvent évaluer à la fois les impacts avérés (c.-à-d. déjà manifestes) et les impacts prévisibles.</i>	<i>N'écrivez rien ici. Le score des critères du CAD sera automatiquement calculé comme la moyenne arithmétique des sous-critères.</i>	Les projets ont produit des impacts positifs visibles sur la vie des bénéficiaires et de certaines organisations locales. Cette affirmation est partagée par la grande majorité de ces derniers
5.1 Impacts visés/recherchés : mesure dans laquelle les "effets supérieurs" (c'est-à-dire les changements durables dans la vie des bénéficiaires) visés (c'est-à-dire planifiés et, le cas échéant, révisés) de l'intervention ont été (ou devraient être) atteints.	2 - satisfaisant	Sur le plan des effets et de l'impact, on note pour l'ensemble des projets, une très bonne assimilation et utilisation des connaissances introduites, ce qui confirme leurs bienfondés en réponse aux problèmes vécus par les populations. Il existe une certaine corrélation entre la durée (expérience) de

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
<i>Remarque: Egalement prendre en compte la mesure dans laquelle l'intervention a contribué à "des changements holistiques et durables dans les systèmes ou les normes » et à un changement transformationnel (s'attaquant aux causes profondes ou aux moteurs systémiques de la pauvreté, des inégalités, de l'exclusion et des dommages environnementaux).</i>		l'exposition aux projets et les connaissances, attitudes et pratiques de certains ménages et individus, ceux qui ont été plus exposés (bénéficiaires d'une ou de plusieurs activités de projets ou dans un temps plus long) pratiquant les connaissances acquises. La grande majorité des populations (entre 86% et 95%) confirment que les projets ont induit des changements dans leur vie ou au sein de leur communauté. Cette même majorité de bénéficiaires estiment que les changements induits sont moyens, positifs ou très positifs dans les divers domaines d'intervention des projets.
5.2 Contribution aux impacts visés/recherchés : mesure dans laquelle l'intervention a réellement contribué (ou devrait contribuer) aux effets supérieurs visés. <i>Remarque: utiliser ici les résultats de l'analyse de contribution, etc.</i>	2 - satisfaisant	Les impacts sont toujours en train de se consolider et à termes contribueront à l'amélioration des conditions de vie et de la résilience des bénéficiaires comme visé par l'ensemble des projets
5.3 Impacts non-intentionnels : L'intervention a-t-elle produit (ou devrait-elle produire) des résultats supérieurs non-intentionnels (positifs et/ou négatifs)? Si oui, dans quelle mesure ces effets de plus haut niveau (impacts) ont-ils été positifs (ou sont susceptibles de l'être) ? <i>Note : considérez ici tout type d'effets non intentionnels tels que l'escalade ou la désescalade d'un conflit ou d'un contexte de fragilité, l'effet sur la légitimité de l'État ou des acteurs non étatiques, l'effet sur l'inclusion ou l'exclusion des groupes vulnérables, la pollution non intentionnelle, etc.</i> <i>S'il n'y a pas eu d'impact involontaire notable, marquez cette question comme non applicable (n/a) et ne donnez pas de note.</i>	2 - satisfaisant	L'intervention ciblait des changements au niveau des bénéficiaires. Cependant, l'évaluation montre que les nouvelles techniques/spéculations agricoles (eg. : culture des choux, la culture hors sol) ont été adoptées au-delà des bénéficiaires directs. Par conséquent l'on s'attend à une diversification alimentaire, une amélioration des revenus grâce à la commercialisation des choux, et à une amélioration de la résilience des populations.
5.4 Impact différencié: mesure dans laquelle les résultats supérieurs de l'intervention positifs ou négatifs ont été (ou sont susceptibles d'être) inclusifs et équitables parmi les groupes bénéficiaires et mesure dans laquelle des principes clés tels que la non-discrimination, la responsabilité (accountability) et le fait de ne laisser personne de côté ont été pris en compte lors de la mise en œuvre. <i>Remarque: garder à l'esprit que des impacts positifs globaux peuvent masquer d'importants effets de répartition négatifs.</i>	1 - très satisfaisant	Les impacts perceptibles ou qui sont en train de se consolider sont positifs et non-différenciés sur le plan du genre.

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	Sélectionnez	Cliquez ici pour entrer du texte
<p>6 Durabilité/viabilité: Les bénéfices seront-ils durables ? Résumé: Mesure dans laquelle les bénéfices nets de l'intervention perdureront ou sont susceptibles de perdurer. Sont englobés l'examen des capacités financières, économiques, sociales, environnementales et institutionnelles des systèmes nécessaires à la continuité des bénéfices nets dans le temps. Cela comprend les analyses de la résilience, des risques et des arbitrages potentiels entre priorités. Remarque: Selon le moment où l'évaluation est effectuée et en fonction de la durée des bénéfices escomptés/visés, les évaluateurs peuvent évaluer à la fois la durabilité actuelle (c'est-à-dire la poursuite des bénéfices nets créés par l'intervention qui sont déjà évidents) et la durabilité prospective (c'est-à-dire les bénéfices nets pour les principales parties prenantes qui sont susceptibles de se poursuivre à moyen et long terme).</p>	<p><i>N'écrivez rien ici. Le score des critères du CAD sera automatiquement calculé comme la moyenne arithmétique des sous-critères.</i></p>	<p>Les bénéficiaires dans leur majorité (72%) restent optimistes quant à la possibilité pour les changements générés par les projets soient durables. Cependant, même si les facteurs pour cette durabilité soient évidents comme l'acquisition de nouvelles compétences et la mise en œuvre d'activités de relance économique, il n'en demeure moins que la volatilité de la situation sécuritaire reste un facteur qui pourrait peser en défaveur de cet optimisme.</p>
<p>6.1 Développement des capacités et de la résilience : mesure dans laquelle les bénéficiaires et les partenaires de développement ont renforcé leurs capacités (au niveau individuel, communautaire ou institutionnel), ont la résilience nécessaire pour surmonter les risques et chocs extérieurs futurs qui pourraient compromettre les résultats de l'intervention, et ont amélioré leur sens de l'appropriation (<i>ownership</i>) ou leur volonté politique.</p>	2 - satisfaisant	<p>Le projet a contribué à renforcer la résilience des communautés en diversifiant et en améliorant leur accès aux services de base et à des mesures de protections appropriées. 72% des répondants à l'enquête menée sont optimistes quant à la possibilité pour les changements générés par le projet de perdurer et cela repose sur le fait entre autres que les compétences techniques renforcées sur l'ensemble des domaines d'intervention dont l'agriculture, les AGR, chaînes de valeurs et accès au marché, la protection communautaire, la gestion du foncier, le leadership et le plaidoyer.</p>
<p>6.2 Viabilité financière: mesure dans laquelle les partenaires de développement et les bénéficiaires disposent des ressources financières nécessaires pour maintenir les bénéfices nets de l'intervention dans le temps (par exemple, hausse des engagements financiers ou budgétaires nationaux et, le cas échéant, sous-nationaux).</p>	2 - satisfaisant	<p>Du côté des bénéficiaires et des partenaires locaux, cette appréciation est confortée par des témoignages dont celui du CPC FDF BUKOMBO qui suit : « <i>Les activités de relance économique, comme les activités génératrices de revenu ou des associations villageoise d'Eparges et de crédit nous permettent d'évoluer très bien avec les sensibilisations même sans partenaires, donc dans la communauté il faut appuyer certaines initiatives qui peuvent générés de l'argent pour la survie du projet à long terme.</i> ». Cependant la faible couverture des besoins reste un frein à lever pour assurer une résilience financière à moyenne et grande échelle.</p>

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
<p>6.3 Facteurs contextuels: mesure dans laquelle le contexte est propice au maintien des bénéfices nets de l'intervention dans le temps (par exemple, changement de politique ou de stratégie, réforme législative, réformes institutionnelles, réformes de la gouvernance, responsabilisation accrue en matière de dépenses publiques ou amélioration des processus de consultation publique dans le cadre de la planification du développement).</p> <p><i>Remarque: Il s'agit d'évaluer l'arbitrage entre les résultats immédiats et les effets potentiels à plus long terme, ainsi que les arbitrages entre les aspects financiers, économiques, sociaux et environnementaux.</i></p>	2 - satisfaisant	<p>Le maintien des bénéfices de l'intervention repose d'une part sur le degré d'assimilation et d'utilisation des connaissances introduites par les projets à travers les formations et les sensibilisations, et d'autres part sur l'amélioration des moyens de subsistance (agriculture, production piscicole, AGR, etc.) qu'ils ont apporté.</p> <p>Cependant, ces bénéfices pourraient être impactés négativement par le contexte assez volatil de la situation sécuritaire qui perdure.</p>
Si un sous-critère supplémentaire est pertinent, veuillez le formuler ici.	Sélectionnez	Cliquez ici pour entrer du texte
<p>7 Commentaire général/complémentaire</p> <p>Résumé : cette section est réservée au texte libre (pas de note). L'évaluateur peut fournir une appréciation globale de l'intervention évaluée, explorer et réfléchir aux relations et aux synergies entre les différents critères (y compris en examinant s'ils sont liés de manière causale et de quelle manière).</p>		<p>Des résultats des investigations menées, on peut affirmer qu'il s'agit de projets qui ont été conduits de manière convenable depuis l'identification jusqu'à la mise en œuvre. L'ensemble des projets montrent une pertinence et cohérence des actions développées pour permettre aux populations bénéficiaires, fréquemment touchées par le conflit, de mieux résister aux chocs et au stress et assurer le renforcement de leur résilience et de leur relèvement. Les projets ont été pour l'essentiel, exécutés de manière efficace et efficiente avec des impacts déjà perceptibles et qui se consolideront dans le temps. De l'appréciation des bénéficiaires, entre 86% et 95% estiment que les projets ont atteint les résultats souhaités en apportant des améliorations perceptibles en termes d'acquisitions de connaissances et des réalisations dans les domaines de : (i) l'accès aux moyens de subsistance, (ii) de l'amélioration de la consommation alimentaire, (iii) de la protection communautaire et du plaidoyer, (iv) de la gestion du foncier et (v) du développement d'un leadership local, etc. Pour 68% à 82% des répondants à l'enquête, les changements générés par les projets sont susceptibles de perdurer du fait entre autres que les compétences techniques renforcées, la vulgarisation d'intrants agricoles, le renforcement des infrastructures, la création de sources de revenus</p>

Aspects clés fondés sur les critères du CAD	Score	Justification Veuillez justifier brièvement votre score ou expliquer pourquoi tel ou tel critère n'a pas été apprécié.
		<p>additionnelles, les formations et les sensibilisations reçues et mises pratiques seront poursuivies par les acteurs en s'appuyant sur leaders communautaires (OPA) formés. Cependant, il reste important de poursuivre : (i) le renforcement de l'autonomisation à travers des actions comme les AGR et les formations techniques ; (ii) la préparation des capacités locales à assurer la relève de l'accompagnement.</p> <p>Enfin, sur la question de la poursuite des opérations, elle reste une nécessité du fait que les problématiques de base ayant justifié la mise en œuvre des Projets restent quasiment les mêmes à ce jour. La pauvreté, l'insécurité et tous leurs corolaires demeurent et le risque que la majorité de ceux qui amorcent un relèvement chute à nouveau est réel. Pour la suite des opérations et pour le nouveau programme en formulation, l'amélioration de la qualité des projets à l'entrée, le développement d'un nexus véritable avec les autres partenaires de développement et de paix reste un impératif pour obtenir de véritables changements.</p>



Prise de position sur

L'évaluation externe des programmes financés par la coopération Suisse, Aide humanitaire, Buco Bukavu

Prise de position

La prise de position (*management response*) indique la position de la DDC sur les recommandations du Rapport d'évaluation externe des programmes financés par la coopération Suisse, Aide humanitaire, Buco Bukavu. Elle constitue une base solide pour la prise de décision stratégique. Les parties prenantes concernées doivent être consultées.

Analyse de l'évaluation

L'évaluation a été menée par le cabinet « *MARAKUJA* » *asbl* conformément aux normes internationales. Le processus d'évaluation a été bien géré, et le groupe de référence de la DDC composé de Müller André Daniel, Samuel Balindemwami et Delphine Altwegg y a été étroitement associé.

Les évaluateurs ont atteint les principaux objectifs, à savoir : i) une analyse des résultats obtenus par les projets humanitaires sous-évaluation et leur cohérence aux critères en lien à la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la viabilité de ces derniers ; ii) tirer les principaux enseignements et formuler un avis sur la poursuite ou non des interventions humanitaires sous-évaluation ; iii) orienter les prochaines phases sur base des recommandations techniques issues de l'évaluation et enfin fournir des recommandations concrètes pour la mise en œuvre de possibles adaptations. La DDC apprécie l'exhaustivité du rapport d'évaluation et la bonne analyse des éléments clés de la performance de la DDC dans le Rapport d'évaluation externe des programmes financés par la coopération Suisse, Aide humanitaire, Buco Bukavu.

L'analyse du rapport et les recommandations qui en découlent sont considérées comme utiles pour renforcer l'orientation stratégique des programmes humanitaires financés par la coopération Suisse en RDC.

Principales constatations

La présente évaluation a été importante pour la DDC, en particulier pour l'aide humanitaire en ce sens qu'elle a permis non seulement d'orienter les nouvelles phases mais aussi d'apprendre des nouvelles manières et mécanismes de suivi-évaluation nécessaires pour la bonne mise en œuvre des projets. L'ensemble des projets évalués présentent une bonne cohérence interne, les chaînes de résultats des projets sont bien cohérentes entre les activités mises en œuvre et les outcomes visés. Il a aussi été noté qu'en matière d'efficacité, tous les projets évalués ont été exécutés à un niveau acceptable entre 85% et 97%. Sur le plan de l'efficience, les données sur l'exécution financière fournies par les différents projets montrent que le taux d'exécution financière varie de 76% à 100% avec une moyenne de

90%. L'analyse des données financières des projets confirme que dans l'ensemble, ils ont été mis en œuvre avec une bonne maîtrise des coûts en rapport avec les prévisions. Sur le plan des effets et de l'impact, on note pour l'ensemble des projets, une très bonne assimilation et utilisation des ressources, acquis et connaissances introduites, ce qui confirme leurs bienfondés en réponse aux problèmes vécus par les populations. La grande majorité des populations (entre 86% et 95%) confirment que les projets ont induit des changements dans leur vie ou au sein de leur communauté. Cette même majorité de bénéficiaires estime que les changements induits sont moyens, positifs ou très positifs dans les divers domaines d'intervention des projets.

Sur la durabilité, les résultats des investigations montrent qu'au moins 72% des répondants à l'enquête menée sont optimistes quant à la possibilité pour les changements générés par le projet de perdurer et cela repose sur le fait entre autres que les compétences techniques renforcées et les appuis spécifiques apportés par les divers projets.

Sur six recommandations, quatre sont « entièrement approuvées » (vert), deux sont « partiellement approuvées » (orange) et zéro n'est « pas approuvées » (rouge) (veuillez-vous référer au tableau ci-après). La DDC accepte de saisir cette opportunité pour améliorer ses résultats en engageant des mesures spécifiques conformément aux recommandations.

1.	Harmoniser dès l'entrée, la théorie de changement et la chaîne des résultats escomptés afin d'améliorer la qualité des projets. Identifier les indicateurs très spécifiques à chacun des résultats visés afin de faciliter le suivi des changements espérés.	
2.	Organiser pour les différents programmes débutants, une évaluation indépendante des baselines des indicateurs notamment d'impact et d'outcome pour faciliter de mieux documenter les réalisations dans le futur.	
3.	Du point de vue efficience, garantir un meilleur équilibre des budgets des projets pour garantir que les coûts directs soient à des proportions plus élevées pouvant apporter un paquet suffisant aux bénéficiaires (au moins 50%)	
4.	Mettre en place, en externe au projet, un mécanisme de suivi, d'évaluation, de capitalisation et d'apprentissage sur les résultats afin de mieux documenter ses stratégies d'interventions-Third party monitoring	
5.	Renforcer l'autonomisation des bénéficiaires jusqu'à la reconstitution/constitution de leurs moyens d'existence pour leur stabilité et autonomie	
6.	Définir dans le programme pays, des objectifs spécifiques précis auxquels répondraient les différents projets, lesquels traduisent l'intégration des dimensions humanitaires, de développement et de paix dans le cadre du nexus et conduire ou susciter le plaidoyer dans ce sens.	
Entièrement approuvée		Partiellement approuvée
		Pas approuvée

Recommandations, prise de position et mesures

Recommandation 1		
Harmoniser dès l'entrée, la théorie de changement et la chaîne des résultats escomptés afin d'améliorer la qualité des projets. Identifier les indicateurs très spécifiques à chacun des résultats visés afin de faciliter le suivi des changements espérés		
Prise de position		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	Pas approuvée
	vée	

Nous sommes d'accord avec l'observation selon laquelle le cadre logique des partenaires contient trop d'indicateurs, dont certains ne sont pas vraiment pertinents pour le changement envisagé.		
Mesures	Responsabilité	Calendrier
a) Accompagnement des partenaires dans l'élaboration de la théorie de changement et choix des indicateurs clés	<u>DDC</u>	A chaque début de phase
b) Renforcement des capacités des partenaires (surtout nationaux via des consultants externes.	<u>Consultant externe</u>	Au début de la conception d'un programme
c) Visite de terrain et coaching réguliers avec les partenaires	<u>DDC</u>	Selon les besoins

Recommandation 2		
Organiser pour les différents programmes débutants, une évaluation indépendante des Baseline des indicateurs notamment d'impact et d'outil pour faciliter de mieux documenter les réalisations dans le futur		
Prise de position		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	Pas approuvée
Nous convenons que les évaluations de base sont importantes pour mieux connaître la situation de départ et pour mieux définir les limites et les attentes du projet. Néanmoins, beaucoup de nos partenaires ne réalisent pas d'évaluations indépendantes, car elles sont coûteuses et prennent beaucoup de temps.		
Mesures	Responsabilité	Calendrier
a) Exiger aux partenaires de faire des évaluations de base interne. Il est idéal que cela soit géré par le partenaire de mise en œuvre pour leur permettre de décider des orientations stratégiques et opérationnelles	<u>DDC</u>	Selon les besoins

Recommandation 3		
Du point de vue efficience, garantir un meilleur équilibre des budgets des projets pour garantir que les coûts directs soient à des proportions plus élevées pouvant apporter un paquet suffisant aux bénéficiaires (au moins 50%).		
Prise de position		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	Pas approuvée
En partie d'accord avec la recommandation, car il est difficile de faire une généralisation sur les coûts directs et indirects des différents projets humanitaires et des différents budgets. Nous allons cependant voir avec les partenaires comment nous pouvons améliorer le ratio entre les coûts directs et les coûts indirects		
Mesures	Responsabilité	Calendrier

a) Accompagner le partenaire dans la budgétisation lors de la conception des projets. Réduire, là où le contexte le permet les coûts supports des projets avec la possibilité de les charger sur les fonds d'autres bailleurs (en cas de contribution) pour une augmentation des couts directs	<u>DDC</u> <u>Partenaire</u>	A l'élaboration d'une nouvelle phase ou projet
--	---------------------------------	--

Recommandation 4		
Mettre en place, en externe au projet, un mécanisme de suivi, d'évaluation, de capitalisation et d'apprentissage sur les résultats afin de mieux documenter ses stratégies d'interventions-Third party monitoring		
Prise de position		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	Pas approuvée
<p>Nous partageons l'avis des évaluateurs selon lequel l'évaluation des programmes par des consultants externes permet de tirer des conclusions plus objectives sur nos interventions que si elle était réalisée par les partenaires eux-mêmes, qui se considèrent comme juges et parties. Cela pourrait aussi permettre à la DDC de mieux suivre la qualité des programmes dans des zones peu sûres, où le personnel de la DDC ne peut parfois pas suivre sa mise en œuvre en raison de la situation sécuritaire. Parfois, les partenaires externes ne peuvent pas non plus visiter les zones de projet pour des raisons de sécurité, s'ils ne sont pas établis dans ces zones.</p> <p>Malheureusement, cette approche nécessite davantage de ressources financières et des consultants externes qui ont accès aux zones de projet et peuvent les visiter, c'est pourquoi nous ne souhaitons pas la valider entièrement. Mais nous allons voir avec les partenaires comment nous pouvons les soutenir dans le suivi, d'évaluation et de la capitalisation des apprentissages sur les résultats.</p>		
Mesures	Responsabilité	Calendrier
a) Pour des programmes qui nécessitent cette expertise externe, la DDC mettra à disposition des partenaires en interne, des moyens pour des évaluations/capitalisations ponctuelles selon le besoin	<u>DDC</u>	Selon les besoins

Recommandation 5		
Renforcer l'autonomisation des bénéficiaires jusqu'à la reconstitution/constitution de leurs moyens d'existence pour leur stabilité et autonomie		
Prise de position		
Entièrement approuvée	Partiellement approuvée	Pas approuvée
Renforcer la résilience et les capacités des populations bénéficiaires à faire face à de nouveaux chocs grâce aux ressources acquises est au cœur de nos interventions. A l'avenir, nous nous engagerons également plus longtemps dans des projets humanitaires afin de renforcer encore la résilience.		
Mesures	Responsabilité	Calendrier